



Nations Unies

Rapport du Conseil économique et social pour 1998

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-troisième session
Supplément N° 3 (A/53/3)

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-troisième session
Supplément N° 3 (A/53/3)

Rapport du Conseil économique et social pour 1998



Nations Unies • New York, 1998

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision de l'Assemblée générale ou portées à son attention	1
II. Réunion spéciale de haut niveau du Conseil avec les institutions de Bretton Woods	7
Conclusions du Président par intérim du Conseil	8
III. Session du Conseil sur l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et des sommets internationaux organisés par les Nations Unies	10
Résumé du Président du Conseil	13
IV. Débat de haut niveau :	
Accès aux marchés : faits nouveaux intervenus depuis le Cycle d'Uruguay, incidences, perspectives et problèmes, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation	21
Communiqué ministériel du débat de haut niveau présenté par le Président du Conseil	22
Annexe. Résumé du Président sur le débat de haut niveau du Conseil économique et social (6-8 juillet 1998)	25
V. Débat consacré aux activités opérationnelles :	
Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement	35
A. Promotion de la femme : mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement	35
B. Suite à donner aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale	36
C. Rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial	37
VI. Débat consacré aux questions de coordination :	
Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies dans le domaine du suivi et de l'application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne	40
Conclusions concertées 1998/2	40
VII. Débat consacré aux affaires humanitaires :	
Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe	53
Conclusions concertées 1998/1	53

VIII.	Débat général	59
A.	Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies	59
B.	Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions	60
1.	Rapports des organes de coordination	62
2.	Paludisme et maladies diarrhéiques, en particulier le choléra	62
3.	Révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001	64
4.	Coopération internationale dans le domaine de l'informatique	64
5.	Proclamation d'une année internationale de la montagne	65
6.	Année internationale de la culture de la paix en 2000	65
C.	Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale	68
D.	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	69
E.	Coopération régionale	71
F.	Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé	72
G.	Organisations non gouvernementales	73
H.	Questions relatives à l'économie et à l'environnement	76
1.	Développement durable	77
2.	Ressources naturelles	81
3.	Énergie	81
4.	Coopération internationale en matière fiscale	81
5.	Administration publique et finances	81
6.	Cartographie	82
7.	Population et développement	82
I.	Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme	83
1.	Promotion de la femme	86
2.	Développement social	88
3.	Prévention du crime et justice pénale	88
4.	Stupéfiants	91
5.	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	92
6.	Application du Programme d'action pour la troisième Décennie contre le racisme et la discrimination raciale	92
7.	Droits de l'homme	92

IX.	Élections, nominations, présentation de candidatures et confirmation des candidatures	103
X.	Questions d'organisation	105
A.	Décisions prises par le Conseil	105
B.	Travaux du Conseil	105
1.	Bureau du Conseil	105
2.	Ordre du jour de la session d'organisation de 1998	105
3.	Programme de travail de base pour 1998 et 1999	106
4.	Ordre du jour provisoire de la session de 1998 du Comité chargé des organisations non gouvernementales	106
5.	Proclamation d'années internationales	106
6.	Report de l'examen des recommandations contenues dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa seizième session	106
7.	Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	107
8.	Ordre du jour de la session de fond de 1998	107
9.	Demandes d'audition présentées par les organisations non gouvernementales	107
10.	Réunion d'organisation de la Commission du développement durable en 1998	107
11.	Dates des sessions des organes subsidiaires du Conseil économique et social en 1999	107
12.	Thèmes de la session de fond de 1999 du Conseil économique et social	107
Annexes		
I.	Ordres du jour de la session d'organisation et de la reprise de la session d'organisation pour 1998 et de la session de fond de 1998	108
II.	Composition du Conseil et de ses organes subsidiaires et connexes	111
III.	Organisations intergouvernementales désignées par le Conseil en vertu de l'article 79 du Règlement intérieur pour participer aux délibérations du Conseil sur les questions relevant du domaine d'activité desdites organisations	156

Chapitre premier

Questions appelant une décision de l'Assemblée générale ou portées à son attention

En 1998, le Conseil économique et social a adopté des résolutions et décisions qui exigent une décision de l'Assemblée générale. Les paragraphes pertinents de ces résolutions et décisions sont résumés ci-après.

Proclamation d'années internationales

Proclamations d'années internationales

Par sa résolution 1998/1, le Conseil a recommandé que l'Assemblée générale décide que, à compter de 1999, les propositions relatives à la proclamation d'années internationales lui soit présentées directement pour examen et suite à y donner, à moins qu'elle ne décide de les porter à l'attention du Conseil pour qu'il les évalue conformément aux dispositions contenues dans les principes directeurs concernant les années internationales et anniversaires, adoptés par l'Assemblée générale dans sa décision 35/424.

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Par sa décision 1998/211, le Conseil a pris note de la demande d'élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés figurant dans l'annexe à la note verbale datée du 14 octobre 1997, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/1998/3) et a recommandé que l'Assemblée prenne à sa cinquante-troisième session une décision sur la question de l'augmentation du nombre des membres du Comité exécutif, qui passerait de 53 à 54.

Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions

Année internationale du microcrédit (2005)

Par sa résolution 1998/28, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution annexé à la résolution.

Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions : proclamation d'une année internationale de la montagne

Proclamation d'une année internationale de la montagne

Dans sa résolution 1998/30, le Conseil a recommandé que l'Assemblée générale proclame à sa cinquante-troisième session l'année 2002 Année internationale de la montagne.

Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions : Année internationale de la culture de la paix en 2000

Décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)

Par sa résolution 1998/31, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution annexé à la résolution.

Année internationale de la culture de la paix, en l'an 2000

Par sa résolution 1998/37, le Conseil, rappelant la résolution 52/15 de l'Assemblée générale par laquelle l'Assemblée avait proclamé l'an 2000 Année internationale de la culture de la paix, a prié l'Assemblée générale d'adopter un programme d'action pour l'an 2000.

Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale

Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes

Le Conseil a adopté la résolution 1998/46 et décidé de la porter à l'attention de l'Assemblée générale conformément au paragraphe 70 de l'annexe I de la résolution 50/227 et aux paragraphes 9 et 10 de la résolution 52/12 B de l'Assemblée.

Compte pour le développement

Dans sa décision 1998/296, le Conseil a précisé qu'il attendait avec intérêt les conclusions de l'examen du rapport du Secrétaire général sur l'utilisation par les organes intergouvernementaux compétents des fonds du Compte pour le développement disponibles au titre du chapitre 34 du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999 (E/1998/81).

Coopération régionale

Renforcement de l'appui régional en faveur des handicapés au XXI^e siècle

Le Conseil a prié l'Assemblée générale d'approuver sa résolution 1998/4.

Questions relatives à l'économie et à l'environnement

Rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique

Par sa décision 1998/283, le Conseil a décidé, lorsque l'Assemblée générale aurait examiné le rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871-S/1998/318) à sa cinquante-troisième session, de mener des discussions de fond sur la mise en oeuvre des recommandations pertinentes à sa session de fond de 1999, en tenant compte des vues exprimées par les gouvernements durant l'examen du rapport à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale.

Questions relatives à l'économie et à l'environnement : développement durable

Proclamation de l'année 2002 Année internationale de l'écotourisme

Par sa résolution 1998/40, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale de proclamer l'année 2002 Année internationale de l'écotourisme.

Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme : prévention du crime et justice pénale

Préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Par sa résolution 1998/13, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution annexé à la résolution.

Criminalité transnationale organisée

Par sa résolution 1998/14, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution annexé à la résolution.

Entraide judiciaire et coopération internationale en matière pénale

Par sa résolution 1998/15, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution annexé à la résolution.

Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme : droits de l'homme

Question d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus

Par sa résolution 1998/33, le Conseil a approuvé le texte du projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus,

figurant en annexe à la résolution 1998/7 de la Commission des droits de l'homme et a recommandé à l'Assemblée générale de l'adopter lors de sa cinquante-troisième session.

**Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance
qui y est associée**

Par sa décision 1998/251, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/26 de la Commission des droits de l'homme, a approuvé la demande de la Commission adressée au Secrétaire général pour qu'il présente à l'Assemblée générale, à sa cinquante-troisième session, un rapport détaillé sur les ressources financières et humaines nécessaires pour la mise en oeuvre du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et à l'Assemblée générale pour qu'elle étudie la possibilité d'étudier les ressources requises pour la mise en oeuvre du Programme d'action pour la troisième Décennie. Le Conseil a en outre fait siennes les recommandations de la Commission adressées à l'Assemblée générale pour qu'elle prie le Secrétaire général de désigner comme secrétaire général de la Conférence mondiale le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et pour qu'elle proclame l'année 2001 année de mobilisation contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo

Par sa décision 1998/260, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/61 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de prolonger d'une année encore le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo, de le prier de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session et de faire rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session.

Situation des droits de l'homme au Myanmar

Par sa décision 1998/261, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/63 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Myanmar, et de prier le Rapporteur spécial de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante-troisième session ainsi que de faire rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session.

Situation des droits de l'homme au Nigéria

Par sa décision 1998/262, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/64 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Nigéria et de prier le Rapporteur spécial de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session ainsi que de faire rapport à la Commission lors de sa cinquante-cinquième session.

Situation des droits de l'homme en Iraq

Par sa décision 1998/263, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/65 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de proroger d'un an encore le mandat du Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Iraq, et de le prier de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale, à sa cinquante-troisième session, ainsi qu'un rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session.

Situation des droits de l'homme au Soudan

Par sa décision 1998/264, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/67 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de proroger d'une année le mandat du Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Soudan et les demandes qu'elle a adressées au Rapporteur spécial pour qu'il fasse rapport à la Commission sur la nécessité de déployer, à l'avenir, des observateurs des droits de l'homme et qu'il fasse rapport sur ses conclusions et recommandations à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session et à la Commission à sa cinquante-cinquième session.

Situation des droits de l'homme au Rwanda

Par sa décision 1998/266, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/69 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de proroger à nouveau d'un an le mandat du Représentant spécial de la Commission chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Rwanda et la demande qu'elle a adressée au Représentant spécial de faire rapport à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session et à la Commission à sa cinquante-cinquième session.

Situation des droits de l'homme en Afghanistan

Par sa décision 1998/267, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/70 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Afghanistan, en lui demandant de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante-troisième session, et à la Commission, lors de sa cinquante-cinquième session.

Droits de l'enfant

Par sa décision 1998/271, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/76 de la Commission des droits de l'homme, a fait siennes les décisions de la Commission de renouveler le mandat du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants pour une période de trois ans et de prier le Rapporteur spécial de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session et un rapport à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-cinquième session.

Situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie

Par sa décision 1998/272, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/79 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial et de prier ce dernier de faire rapport à la Commission, à sa cinquante-cinquième session et de présenter des rapports intérimaires à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session.

Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

Par sa décision 1998/273, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/80 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de proroger d'un an le mandat du Représentant spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, de prier le Représentant spécial de présenter

un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session et de faire rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session.

Situation des droits de l'homme au Burundi

Par sa décision 1998/274, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/82 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la décision de la Commission de prolonger d'un an le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi et de prier celui-ci de soumettre un rapport intérimaire à l'Assemblée générale, à sa cinquante-troisième session, et un rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session.

**Question des ressources du Haut Commissariat des Nations Unies
aux droits de l'homme et des activités de l'Organisation des Nations Unies
dans le domaine des droits de l'homme**

Par sa décision 1998/275, le Conseil, prenant acte de la résolution 1998/83 de la Commission des droits de l'homme, a approuvé la demande que la Commission lui avait adressée, ainsi qu'au Secrétaire général et à l'Assemblée générale de prendre sans retard toutes les mesures nécessaires pour que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les autres services compétents de l'Organisation soient dotés de ressources suffisantes au titre du budget ordinaire pour l'exercice biennal actuel et les prochains exercices afin qu'ils puissent s'acquitter efficacement des responsabilités et des mandats qui leur avaient été confiés par les États Membres et afin que ces ressources soient à la mesure de l'importance accordée dans la Charte des Nations Unies à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

Chapitre II

Réunion spéciale de haut niveau du Conseil avec les institutions de Bretton Woods

1. Conformément au paragraphe 88 de l'annexe I de la résolution 50/227 de l'Assemblée générale, le Conseil a tenu, le 18 avril 1998, une réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods (quatrième réunion). On trouvera un résumé des débats dans les comptes rendus analytiques pertinents (E/1998/SR.4). Le Conseil était saisi d'une note du Secrétaire général portant sur les questions liées à l'intégration financière mondiale et le développement (E/1998/9).

2. Le Président par intérim du Conseil a fait une déclaration liminaire. Le Secrétaire général a ensuite fait une déclaration.

3. Le Président par intérim a présenté les intervenants suivants : Philippe Maystadt, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances et du commerce extérieur de la Belgique, Président du Comité intérimaire du Fonds monétaire international; et Anwar Ibrahim, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances de la Malaisie, Président du Comité du développement. Après les exposés des intervenants, Trevor Manuel, Ministre des finances de l'Afrique du Sud, Fathallah Oualalou, Ministre de l'économie et des finances du Maroc, Güneş Taner, Ministre d'État de la Turquie, Muhammad Yaqub, Gouverneur de la Banque d'État du Pakistan, Mats Karlsson, Secrétaire d'État à la coopération pour le développement de la Suède, et Hisashi Owada, Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies, ont fait des déclarations. Les intervenants ont répondu aux observations formulées et aux questions posées au cours du dialogue.

4. Le Président par intérim a présenté les intervenants suivants : Clare Short, Secrétaire d'État à la coopération internationale pour le développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui prenait également la parole au nom du Groupe des pays industrialisés appartenant au Groupe des Dix; et Abdelkrim Harchaoui, Ministre des finances de l'Algérie, Président du Groupe des Vingt-Quatre. Après les exposés des intervenants, Shankar N. Acharya, Conseiller économique principal du Gouvernement indien, Antonello Cabras, Ministre adjoint du commerce extérieur de l'Italie, Hilde Johnson, Ministre de la coopération pour le développement et pour les droits de l'homme de la Norvège, Nenad Porges, Ministre de l'économie de la Croatie, Carolyn McAskey, Vice-Présidente, Service des programmes multilatéraux de l'Agence canadienne de développement international, et Celso L. N. Amorim, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, ont fait des déclarations. Les intervenants ont ensuite répondu aux observations formulées et aux questions posées au cours du dialogue.

5. Le Président par intérim a présenté les intervenants ci-après : Fuad Bawazier, Ministre des finances de l'Indonésie et Président du Groupe des 77; et James W. Michel, Président du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Après les exposés des intervenants, Jan Pronk, Ministre de la coopération pour le développement des Pays-Bas, William Schuerch, Secrétaire assistant adjoint du Treasury for International Affairs des États-Unis d'Amérique, Roberts Zile, Ministre des finances de la Lettonie, et Hugo Noe Pino, Représentant permanent du Honduras auprès de l'Organisation des Nations Unies, ont fait des déclarations. Les intervenants ont ensuite répondu aux observations formulées et aux questions posées au cours du dialogue.

6. Le Président par intérim a présenté les intervenants ci-après : Eduardo Fernandez, Vice-Ministre des finances de la Colombie, Président du Groupe des pays non alignés; et Antonio Casas González, Président de la Banque centrale du Venezuela, Président du Groupe

des Vingt-Quatre pour 1997-1998. Après les exposés des intervenants, S. A. Samad, Secrétaire principal du Cabinet du Premier Ministre du Bangladesh, Mohsen Nourbakhsh, Gouverneur de la Banque centrale de la République islamique d'Iran, et Wolf Preuss, Directeur général pour les affaires relatives aux Nations Unies et les activités sectorielles, Ministère de la coopération économique et du développement de l'Allemagne, ont fait des déclarations. Les intervenants ont ensuite répondu aux observations formulées et aux questions soulevées au cours du dialogue.

7. Michel Camdessus, Président du Conseil d'administration et Directeur général du Fonds monétaire international, et Sven Sandstrom, Directeur général de la Banque mondiale, ont exposé leurs vues sur ce dialogue.

8. Le Président par intérim a fait distribuer le résumé contenant ses conclusions, qui a été publié ultérieurement sous la cote E/1998/91 et dont le texte était ainsi conçu :

Conclusions du Président par intérim du Conseil

«1. Avant d'essayer de résumer les nombreuses idées novatrices qui se sont dégagées de la réunion, je tiens à exprimer de nouveau la profonde satisfaction du Conseil économique et social devant le grand nombre de ministres et de responsables de haut niveau ayant participé à la réunion.

2. Le succès de la réunion témoigne des efforts inlassables de ceux qui ont travaillé pendant des mois pour l'organiser, au premier rang desquels figure le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, qu'un quotidien italien a appelé le "Magicien de la paix" et dont l'invitation a attiré nombre d'éminents invités.

3. Il convient également de mentionner le Président du Conseil, M. Juan Somavía, aujourd'hui absent, qui a organisé cette importante rencontre et en a suivi tous les préparatifs. Je tiens en outre à exprimer ma profonde gratitude aux autres membres du Bureau, à savoir M. Anwarul Chowdhury du Bangladesh, M. Roble Olhaye de Djibouti, M. Alyaksandr Sychou du Bélarus et le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, M. Nitin Desai. Enfin, je voudrais remercier en particulier les membres du Secrétariat du Conseil, les interprètes et le personnel d'appui, sans lesquels la réunion n'aurait pas eu lieu. Ils méritent nos félicitations pour tous les efforts qu'ils ont déployés sur ce projet.

4. Un thème abordé tout au long des discussions qui se sont déroulées aujourd'hui a été la reconnaissance du fait que la mondialisation avait changé le monde et que celui-ci devait y réagir. Les discussions de ce matin ont donc porté dans une large mesure sur les répercussions de la crise dite asiatique. J'utilise le mot "dite" car on s'accorde aujourd'hui à penser que nous vivons dans un monde de plus en plus intégré et que les troubles, où qu'ils se produisent, présentent des risques pour tous les pays de la planète. Personne, je dis bien personne, ne peut se protéger contre les retombées de tels remous. Il est universellement établi que l'intégration financière mondiale n'est pas un choix mais une évolution historique. Elle offre de grandes possibilités, mais pose également de graves problèmes; elle présente des avantages, mais aussi de gros risques.

5. La crise asiatique a attiré l'attention sur la question de la répartition des risques et des retombées favorables en période d'agitation financière. La répartition des charges financières en temps de crise est une question technique compliquée qui devra être abordée dans d'autres réunions. Nos discussions ont toutefois mis en avant qu'il fallait répartir les risques et les retombées favorables à long terme. Plusieurs orateurs nous ont rappelé le rôle positif que l'intégration financière mondiale avait joué dans le succès

économique d'ensemble de l'Asie ainsi que dans la réduction de la pauvreté au cours des dernières décennies, mais cette évolution comporte également des risques à long terme, notamment le risque de marginalisation, le risque de se retrouver en présence de pays ou d'individus qui n'arrivent pas à progresser au même rythme. Les bienfaits et les risques à long terme doivent être partagés. L'intégration financière mondiale doit bénéficier à tous les pays et à tous les peuples et nous devons tous collaborer en vue de réduire les risques de marginalisation. Les discussions de ce matin étaient encourageantes car un consensus de plus en plus large s'y est dégagé quant aux moyens de tirer le plus grand parti des bienfaits de la mondialisation et d'en réduire les risques potentiels.

6. À court terme, des divergences de vues subsistent en ce qui concerne les causes de la récente crise et le meilleur moyen d'y faire face. Les participants à la réunion se sont toutefois félicités de la réaction rapide de la communauté internationale, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Dans le même temps, on s'est accordé à dire que la crise financière initiale avait eu des conséquences économiques et sociales de vaste portée. Les conséquences préjudiciables que les crises financières ont pour les groupes vulnérables et leurs graves incidences sur la pauvreté ont été jugées par tous très inquiétantes. Il a été admis à l'unanimité que des efforts particuliers devaient être déployés afin de protéger les pauvres et les autres groupes vulnérables en période de crise. L'atténuation de la pauvreté doit rester notre ultime objectif, aussi bien à long terme qu'à court terme.

7. Les discussions de ce matin ont montré que nous avons tous, tant les institutions internationales que les gouvernements nationaux, encore beaucoup à apprendre avant de pouvoir faire face aux forces de l'intégration financière mondiale. Certes, de nombreuses questions sont toujours sans réponse, mais nous sommes conscients qu'il faut renforcer les structures mondiales, qu'il vaut mieux prévenir que guérir, et qu'il faut agir aussi bien sur le plan national que sur le plan international. La nature très diverse des conséquences de la crise appelle, selon le cas, une réponse concertée de la part de nos institutions. Un certain nombre d'idées intéressantes et novatrices ont été présentées, ce qui tend à démontrer que la réunion a été l'occasion d'un important échange de vues concernant les types de dispositions que nous devons prendre, individuellement et collectivement.

8. Tout le monde semble reconnaître que davantage de renseignements, une plus grande transparence et un meilleur suivi sont indispensables si l'on veut réduire les risques d'une nouvelle crise financière. La réunion a fait apparaître qu'il fallait accroître les échanges d'informations et la transparence entre nos institutions. D'aucuns ont souligné qu'il était nécessaire de mener une politique cohérente et d'établir des partenariats à tous les niveaux, en particulier entre nos institutions. Il a été unanimement admis qu'il fallait redoubler d'efforts afin d'intégrer les politiques et stratégies financières, économiques, sociales et politiques.

9. Le Conseil économique et social créé par les Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, les récents efforts visant à renouveler les secteurs économique et social et la réunion d'aujourd'hui ont tous le même objectif : créer un monde meilleur pour tous les peuples de la planète en offrant aux pays en développement, notamment les pays les moins avancés, la possibilité d'améliorer les conditions de vie de leurs populations. Nous devons continuer de conjuguer nos efforts en vue d'éliminer la pauvreté et créer des conditions favorables au développement durable. Le développement doit rester la priorité absolue de l'Organisation des Nations Unies.»

Chapitre III

Session du Conseil sur l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et des sommets internationaux organisés par les Nations Unies

1. Conformément à sa décision 1997/302 du 25 juillet 1997, le Conseil a tenu une session consacrée à l'application et au suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et des sommets organisés par les Nations Unies de sa 6e à sa 11e séances, du 13 au 15 mai 1998. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.6 à 11). Le Conseil était saisi d'un rapport du Secrétaire général sur l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets organisés par les Nations Unies (E/1998/19).
2. À la 6e séance, le 13 mai, le Président du Conseil et le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales ont fait des déclarations liminaires.
3. À la même séance, les représentants des pays suivants ont fait des déclarations générales sur l'expérience nationale en matière d'application et de suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets organisés par les Nations Unies : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne et de la Bulgarie, de la République tchèque, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de Chypre et de l'Islande), Japon, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Fédération de Russie, République de Corée, Canada, Bangladesh, Inde, Mexique, États-Unis d'Amérique et Liban, de même que les observateurs de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 et de la Chine) et de la République islamique d'Iran. L'observateur de la Suisse a également fait une déclaration.
4. À la 6e séance toujours, le Directeur du Groupe des Nations Unies pour le développement (Programme des Nations Unies pour le développement) a fait une déclaration, après laquelle le Chef de la Division des systèmes statistiques, Direction de la coopération pour le développement du Comité d'assistance au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, a présenté un exposé sur le suivi des résultats des efforts de développement et l'évaluation des progrès réalisés dans le domaine du développement.
5. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne.
6. À la 7e séance, le 13 mai, le Conseil a tenu une réunion-débat sur l'expérience acquise par les commissions techniques concernant l'application des directives du Conseil dans le domaine du suivi intégré et coordonné des résultats des grandes conférences et sommets organisés par les Nations Unies et du renforcement du processus.
7. Les Présidents de la Commission de la condition de la femme et de la Commission des droits de l'homme ont fait des exposés. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) et du Liban ont fait des déclarations et ont posé des questions.
8. À la même séance, la Présidente de la Commission de la population et du développement et le Vice-Président du Groupe d'experts de l'administration publique et des finances ont fait des exposés. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des

Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) et de la Suède ont fait des déclarations et posé des questions.

9. À la même séance également, le Vice-Président de la Commission du développement durable, le Président de la Commission du développement social, le Président de la Commission de statistique et le Président de la Commission des établissements humains ont fait des exposés. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants du Liban, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), des États-Unis d'Amérique, du Canada et du Bangladesh ont fait des déclarations et posé des questions.

10. À la 8e séance, le 14 mai, le Conseil a tenu une réunion-débat sur le suivi intégré et coordonné des résultats des grandes conférences et sommets organisés par l'ONU et les institutions spécialisées.

11. Le Président de l'Équipe spéciale du Comité administratif de coordination (CAC) pour la promotion de conditions favorables au développement économique et social, la Présidente de l'Équipe spéciale du CAC sur les services sociaux de base pour tous et la Présidente de l'Équipe spéciale du CAC sur le plein emploi et les moyens d'existence durables pour tous ont fait des exposés. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), de la Chine, de la Suède, du Canada, du Liban, de la Roumanie, de la Zambie et du Guyana ont fait des déclarations et posé des questions. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a fait lui aussi une déclaration.

12. À la même séance, la Présidente du Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes, la Présidente du Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations et le Président du Comité interinstitutions du développement durable ont fait des exposés. Le Secrétaire général du Sommet mondial de l'alimentation a fait lui aussi une déclaration. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants des États-Unis d'Amérique, de la Suède, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) et de l'Espagne ont fait des déclarations et posé des questions.

13. À la 9e séance, le 14 mai, le Conseil a tenu une réunion-débat sur le suivi intégré et coordonné des résultats des grandes conférences et des sommets organisés par les Nations Unies par les fonds et programmes et les directives données par le Conseil aux conseils d'administration.

14. Le Président du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Vice-Président du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement ont fait des exposés. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), de la Fédération de Russie, de la Suède, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la Roumanie, ainsi que l'observateur de la Norvège ont fait des déclarations et posé des questions.

15. À la même séance, l'Administrateur associé du Programme des Nations Unies pour le développement, la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population et la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont fait des exposés. La Directrice exécutive du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme a également fait une déclaration. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de

l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), de la Suède, du Japon, du Liban, du Canada et de la Chine ainsi que les observateurs de la Norvège et de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 et de la Chine) ont fait des déclarations et posé des questions. Le représentant de l'Organisation internationale du Travail a également fait une déclaration.

16. Toujours à la même séance, le coordonnateur résident des Nations Unies aux Philippines a fait un exposé. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants du Liban, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), de la Pologne et du Canada ont fait des déclarations et posé des questions.

17. À la même séance, le représentant de la Women's Environment and Development Organization, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil (Liste) a fait une déclaration.

18. À la 10e séance, le 15 mai, le Conseil a tenu une réunion-débat sur le rôle des commissions régionales dans le suivi intégré et coordonné des résultats des grandes conférences et des sommets des Nations Unies.

19. Les Secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Afrique, de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ont fait des exposés. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), du Japon, des États-Unis d'Amérique, du Liban, de la Roumanie, de la Jordanie, de la Chine, de la Fédération de Russie et de la Suède et les observateurs de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 et de la Chine), de la République islamique d'Iran et du Swaziland ont fait des déclarations et posé des questions.

20. À la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants des organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Fédération internationale des centres sociaux et communautaires (statut spécial), Confédération internationale des syndicats libres (statut général) et Association internationale de sociologie (Liste).

21. À la 11e séance, le 15 mai, le Conseil a tenu une réunion-débat sur le rôle des organisations non gouvernementales sur le suivi intégré et coordonné des résultats des grandes conférences et sommets organisés par les Nations Unies.

22. Les organisations non gouvernementales suivantes ont fait des exposés : Comité directeur des ONG concernant la Commission du développement durable, United Methodist Office for the United Nations, Instituto del Tercer Mundo/Social Watch, Women's Environment and Development Organization, Center for Population and Family Health, School of Public Health, Université de Columbia. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Liban et de la Zambie ont fait des déclarations et posé des questions.

23. À la même séance, le Président a fait part de ses conclusions et publié le résumé ci-après :

Résumé du Président du Conseil

«Introduction

1. La session du Conseil a revêtu une importance historique. Jamais auparavant dans l'histoire du Conseil autant de personnalités clefs ne s'étaient réunies pour dialoguer et procéder à des échanges de vues sur un sujet qui détermine à ce point les activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes de coordination (CAC), les conseils d'administration des fonds et programmes et leurs chefs de secrétariat et ceux des commissions régionales, ainsi que des représentants de la société civile, ont tous contribué de façon constructive, franche et dynamique au succès de cette session. Celle-ci a fourni une grande richesse d'informations de qualité dont le Conseil pourra tirer parti lorsqu'il se réunira sur le même thème à sa session de fond de juillet 1998. Celles-ci, venant s'ajouter au Rapport du Secrétaire général qui offre non seulement une vue d'ensemble, mais aussi nombre d'idées et de propositions nouvelles, permettront au Conseil de se pencher, en étant bien informé, sur le sujet d'importance cruciale que constituent l'application et le suivi des grandes conférences.

2. La Charte des Nations Unies assigne au Conseil un rôle crucial de coordination en général et, en particulier, celui de fournir des directives aux organes subsidiaires et d'en assurer la supervision. Pendant longtemps, le Conseil économique et social ne s'est pas pleinement acquitté de cette tâche essentielle et ce n'est qu'au cours de ces dernières années qu'il a commencé à s'affirmer dans l'accomplissement de ce rôle.

3. La session spéciale du Conseil témoigne qu'il devient de plus en plus efficace dans ce rôle clef en assurant un suivi intégré, coordonné et efficace des grandes conférences. Dans une certaine mesure, non des moindres, la session poursuit la réforme de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et connexes, conformément aux résolutions 50/227 et 51/12 B de l'Assemblée générale.

4. Le Conseil surplombe la configuration de l'ensemble des activités économiques, sociales et connexes des Nations Unies et en tant que tel a un rôle essentiel à jouer du point de vue de la coordination des politiques ainsi qu'en qualité de forum concernant les questions de gestion. En même temps, assurer l'intégration du suivi des conférences est une tâche redoutable qui requiert du temps et un examen approfondi; le Conseil doit consacrer sa réflexion sur les meilleurs moyens d'y parvenir. En outre, le travail immédiat s'oriente vers l'application et le suivi des résultats.

5. L'ampleur et l'envergure de cette tâche sont clairement apparues au cours des débats et peuvent être appréhendées par le biais des six grands domaines suivants : a) les thèmes intersectoriels; b) le rôle de coordination et de gestion du Conseil en particulier en ce qui concerne les commissions techniques et les conseils d'administration des fonds et programmes; c) la coordination interinstitutions; d) le suivi au niveau de pays; e) le suivi au niveau régional; et f) le suivi de l'application. Pour chacun de ces six domaines, un grand nombre de suggestions détaillées, de propositions et de recommandations ont été faites, résumées ci-après :

I. Thèmes intersectoriels

- L'objectif primordial du Conseil devrait être l'élimination de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des peuples en vue d'assurer un suivi coordonné et intégré des conférences.
- Dans son rôle de contrôle du suivi coordonné et intégré des conférences et sommets, le Conseil devra établir un juste équilibre entre la spécificité de chaque conférence et sommet, chacun avec ses membres très engagés, et la nécessité de se pencher sur les thèmes intersectoriels.

- Il importe de maintenir un équilibre entre les thèmes sectoriels et intersectoriels dans le suivi des conférences. En outre, dans le suivi coordonné, il convient aussi de ne pas accorder plus d'importance à un aspect particulier au détriment des autres. Il conviendrait d'éviter une démarche d'application sélective.

A. Ressources

- En portant son attention sur les thèmes intersectoriels, le Conseil possède un avantage sur ses commissions techniques. Le Conseil pourrait utiliser les divers objectifs et buts comme point de départ pour mesurer les progrès accomplis dans l'application des conclusions des conférences.
- Compte tenu de la baisse de l'aide publique au développement, il s'avère particulièrement important de mettre en perspective les objectifs et buts pour lesquels des engagements ont été pris aux conférences avec leurs moyens de financement.
- Le Conseil doit se pencher sur le problème de la baisse des ressources allouées pour l'application des conclusions des conférences ainsi que sur l'usage rationnel de ces ressources et sur les résultats de leur emploi, en se fondant notamment sur les rapports des fonds et programmes.

B. La société civile

- La participation effective de la société civile dans le processus du suivi d'une conférence intergouvernementale est essentielle, ne serait-ce qu'en raison de son rôle dans la conférence elle-même, et de celui qu'elle exerce dans le suivi et l'application, en particulier au niveau national. La participation du secteur privé est également souhaitable, en demandant à la société civile de prendre en compte les questions sociales au regard de l'activité de ses membres.
- Le Conseil devrait prendre une place de chef de file dans la promotion d'une plus forte participation de la société civile à l'oeuvre et aux activités de l'Organisation des Nations Unies. Les groupes d'experts du Conseil devraient systématiquement inclure un représentant de la société civile et des voies pourraient être examinées afin de permettre aux organisations non gouvernementales de soumettre certaines questions à l'attention du Conseil.
- Le renforcement et un financement suffisant du service de liaison avec les organisations non gouvernementales pourrait être pris en considération.

II. Rôle de coordination et de gestion du Conseil

- Le Conseil, au titre de sa fonction de gestion, devrait offrir des directives de façon plus efficace à ses commissions techniques et en particulier aux conseils d'administration des fonds et programmes qui partagent la responsabilité avec les institutions spécialisées et d'autres partenaires, de faciliter l'application des conclusions des conférences au niveau national.

A. Commissions techniques

- Il est urgent pour le Conseil, par la voie d'un dialogue avec tous les bureaux des commissions techniques, d'entamer le processus d'élaboration et de coordination de l'examen quinquennal des conférences et de s'assurer que les connaissances et l'expertise disponibles dans l'ensemble du système seront pleinement utilisées.

- L'interaction de fond entre les commissions techniques et le Conseil doit être davantage développée. Il est nécessaire que le Conseil examine d'un point de vue intégré les résultats des travaux des commissions techniques et qu'il identifie les approches qui s'opposent afin de leur donner les directives voulues. Il devrait également recourir davantage aux résultats de fond des commissions dans ses propres travaux.
- De nouveaux faits se sont produits depuis la tenue des conférences : il serait utile aux commissions techniques d'avoir un point à l'ordre du jour portant sur les problèmes en émergence.
- Les commissions n'ont cessé d'améliorer leurs méthodes de travail, néanmoins, des progrès restent encore à faire, notamment en recentrant les débats généraux et en élargissant les interactions avec la société civile et les experts.
- En vue d'assurer un meilleur suivi des travaux de commissions, le Conseil pourrait chaque année faire rapport des principaux résultats obtenus par les commissions techniques à propos du suivi des conférences et les communiquer aux fonds, programmes et institutions spécialisées, et leur donner une plus large diffusion.
- Le Conseil devrait trouver le moyen d'assurer que les travaux des commissions techniques soient disponibles à temps, de manière à pouvoir être utilisés dans d'autres enceintes. Le Secrétariat devrait éclaircir le statut juridique des résultats de ces travaux avant leur aval par le Conseil.
- Le Secrétariat devrait participer activement à la coordination des commissions techniques. Cela comporte notamment la diffusion de la documentation et des résultats ainsi qu'une aide plus dynamique à la coordination.

B. Bureaux des commissions techniques

- La transmission de résultats et de rapports ne suffit pas à assurer la coordination. Les commissions et leurs bureaux doivent prendre l'habitude de recourir aux résultats des autres commissions pour leur propre travail. Des contacts personnels entre membres des bureaux sont essentiels, y compris présider une commission technique tout en participant à la session d'une autre commission.
- Une interaction plus intense entre le Bureau du Conseil et les bureaux des commissions techniques est essentielle. Le Bureau du Conseil pourrait rencontrer les présidents des commissions techniques en janvier ou en mai, afin de coordonner les travaux et la préparation de la prochaine session.
- Des réunions entre les nouveaux bureaux et les bureaux sortants des commissions techniques sont importants pour la continuité des travaux. En vue d'améliorer la préparation des sessions, davantage de commissions techniques pourraient prendre en considération la possibilité d'élire leur bureau à l'issue de leur session.
- Les bureaux des commissions techniques devraient maintenir leurs membres au courant de tous les préparatifs relatifs à la session. Des bureaux composés de façon équilibrée d'experts des capitales et de membres de missions permanentes permettraient de préserver l'expertise des commissions tout en facilitant l'interaction avec d'autres bureaux.

C. Conseils d'administration des fonds et programmes

- Relier les éléments normatifs et opérationnels du travail du système des Nations Unies demeure un défi majeur pour l'application des résultats des conférences. Les directives du Conseil sont devenues plus précises et plus pertinentes pour les fonds et program-

mes, en particulier dans le contexte de l'examen triennal des orientations et des conclusions approuvées relatives au suivi des conférences. Une interaction accrue avec les conseils d'administration des fonds et programmes et avec les équipes de pays pourrait s'avérer utile à cet égard.

- Le rôle en matière de directives entre le Conseil et les conseils d'administration de fonds et programmes devrait être davantage clarifié. Le Conseil pourrait être le lieu d'un dialogue de haut niveau portant sur les grands thèmes intersectoriels du développement; il pourrait offrir des directives aux conseils d'administration pour ce qui a trait au suivi des conférences mondiales. Le Conseil devrait également se préoccuper des aspect intersectoriels des politiques en ce qu'ils affectent les activités opérationnelles et leur financement.
- Les conseils d'administration devraient porter leur attention sur les questions de gestion et de financement, en la centrant principalement sur la coordination en aval, contribuant ainsi à l'application des conclusions des conférences au niveau national.
- Les rapports soumis au Conseil devraient être présentés de façon plus analytique afin de lui permettre de remplir son rôle de coordination. Il conviendrait d'accorder moins d'importance au processus, et davantage à l'analyse factuelle.
- Les conseils d'administration devraient inviter le Conseil à leur offrir des recommandations sur les moyens d'améliorer leur interaction avec celui-ci.

III. Coordination interinstitutions

- Le rôle de coordination du Conseil et le rôle de direction actif du CAC sont d'une importance absolument cruciale pour la coordination interinstitutions en raison du fait que les conférences ont fourni la base de la programmation pour la coordination d'activités conjointes, d'analyses et d'applications communes.
- Le suivi des conférences mondiales exige souvent une collaboration dans la programmation, voire une programmation conjointe, toutefois les mécanismes pour financer ces initiatives ne sont pas toujours disponibles. Le Conseil devrait par conséquent encourager la mobilisation de ressources aux fins de coordination et d'activités conjointes. Des arrangements à fins spéciales et des tables rondes pourraient s'avérer nécessaires pour financer des programmes ou des thèmes spécifiques.

A. Les équipes spéciales du CAC

- Les équipes spéciales du CAC ont joué un rôle particulièrement important pour concrétiser au niveau du terrain les objectifs des conférences, et leurs résultats devraient être plus largement diffusés.
- Le système des coordonnateurs résidents doit faire appel aux produits des équipes spéciales, en particulier lors de la préparation du cadre de programmation, et les diffuser auprès des gouvernements et des autres partenaires. Leur emploi par les commissions régionales est également important. Les informations de retour sur l'emploi de ces produits dans des situations spécifiques dans un pays donné sont essentielles pour les adapter, pour les mettre ou à jour ou pour les compléter.
- La direction du Conseil est requise pour assurer que de nouveaux arrangements efficaces sont bien en place. Les organes permanents du CAC, en particulier le Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO) prennent la relève des équipes spéciales et continuent sur la lancée de leurs travaux.

- Il conviendrait pour le suivi des travaux des équipes spéciales de faire également appel aux réseaux du système des organismes des Nations Unies. De tels réseaux recourent à des chefs de projet, facilitent la coordination entre le Siège et le terrain, utilisent la technologie de l'information et assurent la liaison avec le CAC.

B. Les comités permanents du CAC

- Les comités permanents du CAC devraient poursuivre et renforcer leurs efforts en faveur de la formulation de politiques fondées sur les résultats des conférences et de l'élaboration de directives à l'intention du personnel sur le terrain. Ils devraient également continuer à porter leur attention sur la mobilisation des ressources.
- Une interaction régulière entre le Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes et celui du développement durable et le CCQPO est importante. De façon générale, on considère que le renforcement de l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes à l'échelle du système reste une tâche inachevée en matière de coordination.
- Les communications et l'interaction devraient être renforcées entre les deux comités exécutifs, le Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales et le Groupe des Nations Unies pour le développement, ainsi qu'entre ces derniers et les organes permanents du CAC, en particulier le CCQPO et le Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes, en vue d'établir des liens entre le système élargi et les travaux des deux comités exécutifs.

C. Le CAC et le Conseil

- Il conviendrait d'améliorer les interactions entre le CAC et le Conseil; les activités du CAC devraient devenir plus transparentes et une interaction plus intensive devrait prendre place entre le CAC, ses organes subsidiaires et le Conseil. Des arrangements pourraient être pris en vue de faciliter une interaction régulière entre le Secrétariat et les États Membres au sujet des activités du CAC.

D. Les institutions spécialisées

- Le Conseil a besoin de renforcer son interaction avec les institutions spécialisées ainsi que leur participation à ses sessions. Du fait que les institutions spécialisées ont leurs propres organes directeurs et mandats, le Conseil devrait également renforcer son interaction avec ceux-ci.
- La mise en place de liens institutionnalisés entre les fonds, programmes et institutions spécialisées et avec le Conseil constitue une préoccupation majeure.

IV. Suivi au niveau national

- La mise en oeuvre sur le terrain représente, en dernière analyse, l'aspect le plus important. Les gouvernements nationaux jouent un rôle clef dans l'application des conclusions des conférences au niveau national, tandis que le système des Nations Unies y exerce un rôle important pour la faciliter. Outre le manque de ressources financières, pour de nombreux pays la coordination nationale du suivi des conférences demeure un problème. Une contrainte majeure au niveau du terrain concernant le suivi des conférences mondiales réside dans la disponibilité des capacités nationales. Il conviendrait de promouvoir les initiatives en faveur du renforcement des capacités nationales.

- La mesure des succès remportés dans l'application au niveau national pourrait être mise en relief dans des rapports établis par le Secrétariat sur les différentes réalisations nationales en cours et soumis à l'attention du Conseil.
- Les coordonnateurs résidents exercent un rôle crucial dans l'intégration des activités du système des Nations Unies aux fins d'appuyer l'application nationale des conclusions des conférences. Le suivi des principales conférences des Nations Unies devrait faire partie de leurs attributions. Le système des coordonnateurs résidents devrait encourager un large dialogue ainsi que la participation d'une vaste gamme de partenaires dans le suivi des conférences, notamment les gouvernements, la société civile et d'autres donateurs. Une analyse conjointe avec le gouvernement pourrait être menée sur la situation du pays relative au suivi des conférences. Le système des coordonnateurs résidents a également un rôle à jouer dans la promotion d'initiatives en vue de renforcer les capacités nationales aux fins de la mise en oeuvre du suivi.
- Le rôle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en ce qui concerne le suivi des conférences a été confirmé. La participation des institutions spécialisées dans le processus du Plan-cadre des Nations Unies, au sein du système des coordonnateurs résidents, devrait être renforcée aux fins d'une meilleure coordination sur le terrain.
- Les produits des équipes spéciales du CAC et ses directives constituent des instruments utiles pour consolider les efforts déjà entrepris par les équipes de pays des Nations Unies dans le domaine de l'application du suivi des conférences. Il conviendrait de traduire le principe d'intégrer la parité des sexes au sein des activités courantes et des politiques dans des directives d'application concrète à l'intention du personnel sur le terrain.
- Les rapports annuels des coordonnateurs résidents devraient être utilisés en guise d'instruments de suivi et les meilleures pratiques devraient faire l'objet d'une large diffusion tout en gardant à l'esprit que celles-ci devraient refléter la diversité des expériences nationales.
- La formation des équipes de pays sur la mise en oeuvre des conclusions des conférences devrait être encouragée en recourant davantage à l'école des cadres des Nations Unies.
- Une identification plus poussée des thèmes intersectoriels et des indicateurs correspondants serait également susceptible d'aider les efforts nationaux. Il conviendrait de publier un rapport mettant en lumière les principaux engagements pris aux conférences ainsi que les meilleures pratiques de leur mise en oeuvre. Des manuels nationaux sur l'application des ordres du jour mondiaux pourraient aussi être envisagés.
- Le partenariat et la coopération entre le système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods ont besoin d'être renforcés sur le terrain pour le suivi des conférences, en consultation étroite avec le gouvernement et les autres partenaires du développement. La récente décision de la Banque mondiale de participer au processus de deux plans-cadres, au cours duquel la relation entre le Plan-cadre et la Stratégie d'aide au pays sera examinée, devrait être encouragée et poursuivie.
- L'application des conclusions des conférences dans des pays qui se relèvent d'un conflit devrait faire l'objet d'un examen et le Conseil pourrait accorder une attention particulière à la mise en oeuvre dans les pays mêmes quand ceux-ci sortent d'une situation de crise pour passer à la phase du relèvement puis au développement à long terme.

V. Suivi au niveau régional

- Les dimensions régionales et sous-régionales du suivi des conférences méritent des développements et des améliorations car jusqu'ici, presque toute l'attention a porté sur les dimensions mondiales et nationales.
- Le Conseil a un rôle à jouer pour stimuler le suivi par les commissions régionales et assurer qu'elles utilisent les produits des commissions techniques et ne négligent aucune des conférences. Ceci exige une plus grande participation des commissions régionales aux travaux du Conseil portant sur les conférences mondiales.
- Des mécanismes sont requis pour mieux faire connaître au Conseil les conclusions des délibérations régionales. À cet effet, le Président du groupe des commissions régionales pourrait présenter chaque année un rapport au Conseil.
- Les activités des commissions régionales relatives au suivi des conférences devraient être conduites de façon plus systématique. L'interaction des commissions régionales avec d'autres éléments du système des Nations Unies a besoin d'être clarifiée, en particulier avec les fonds et programmes.

VI. Suivi de l'application

- En vue de suivre efficacement les progrès réalisés dans l'application des conclusions des conférences au niveau national, il est urgent pour le système multilatéral d'élaborer une série cohérente d'indicateurs de base ainsi que de renforcer les capacités du système des Nations Unies et celles des pays à rassembler et à analyser des statistiques. L'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et le Comité d'aide au développement (CAD) sont instamment priés d'élaborer et d'utiliser, dans toute la mesure du possible, des indicateurs communs.
- Le Conseil, peut-être à l'occasion d'un de ses débats relatifs à la coordination, pourrait passer en revue les travaux en cours dans le domaine des statistiques et des indicateurs, aux fins d'en assurer la cohérence et de stimuler des avancées en particulier en matière d'indicateurs sociaux.

Conclusion

6. En conclusion, il semble que nombre de défis devront être surmontés en vue non seulement d'un suivi efficace des conférences mondiales, mais aussi, en particulier, de leur mise en oeuvre au niveau national. Cinq défis peuvent être identifiés :

- a) Assurer une intégration horizontale;
- b) Financer aussi bien les programmes d'action des conférences que les activités de suivi intersectorielles;
- c) Résoudre l'insuffisance de données statistiques pertinentes;
- d) Promouvoir une participation accrue de la société civile;
- e) Intégrer l'égalité entre les sexes et les droits de l'homme au sein des thèmes intersectoriels du suivi.»

Chapitre IV

Débat de haut niveau

Accès aux marchés : faits nouveaux intervenus depuis le Cycle d'Uruguay, incidences, perspectives et problèmes, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation

1. Le débat de haut niveau s'est tenu du 6 au 8 juillet 1998 (12e à 18e séances du Conseil). On trouvera un résumé des débats dans les comptes rendus analytiques correspondants (E/1998/SR.12 à 18). Le Conseil était saisi des documents suivants :

a) *Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 1998* (E/1998/50 et Corr.1 à 3);

b) Note du Secrétaire général transmettant au Conseil économique et social le rapport établi par les secrétariats de la CNUCED et de l'Organisation mondiale du commerce sur l'accès aux marchés : faits nouveaux intervenus depuis le Cycle d'Uruguay : répercussions, perspectives et défis pour les pays en développement, les moins avancés en particulier, dans le contexte de la mondialisation et de la libéralisation du commerce (E/1998/55).

2. À la 12e séance, le 6 juillet, le Secrétaire général a pris la parole devant le Conseil.

3. Aux 12e et 13e séances, le 6 juillet, le Conseil a procédé à un dialogue sur les politiques et à des discussions sur les faits nouveaux importants intervenus dans le domaine de l'économie mondiale et de la coopération économique internationale avec les chefs des institutions financières et commerciales multilatérales du système des Nations Unies. À la 12e séance, le 6 juillet, les intervenants, le Président du Conseil d'administration et Directeur général du Fonds monétaire international, le Président de la Banque mondiale et de la Société financière internationale et le Secrétaire général de la CNUCED ont fait des déclarations. À la 13e séance, le 6 juillet, l'un des intervenants, le Directeur général adjoint de l'Organisation internationale du commerce, a fait une déclaration.

4. À la 15e séance, le 7 juillet, le Conseil a tenu une réunion-débat sur le thème «Accès aux marchés : perspectives après le Cycle d'Uruguay», animée par le Secrétaire général adjoint. Les membres du Conseil ont engagé un dialogue après avoir entendu les exposés des intervenants suivants : F. Bergsten, Directeur de l'Institute for International Economics; J. Bhagwati, de l'Université de Columbia; et M. Livanos Cattai, Secrétaire général de la Chambre internationale de commerce.

Mesures prises par le Conseil

5. À la 18e séance, le 8 juillet, le Conseil a adopté le projet de communiqué ministériel présenté par le Président (E/1998/L.13). Le Conseil a décidé d'annexer au communiqué le résumé du Président sur le débat de haut niveau dont le texte était ainsi conçu :

Communiqué ministériel du débat de haut niveau présenté par le Président du Conseil

«Nous, les ministres et chefs de délégations participant à la concertation et au débat de haut niveau de la session de fond de 1998 du Conseil économique et social, du 6 au 8 juillet 1998, ayant examiné la question intitulée "Accès aux marchés : faits nouveaux intervenus depuis le cycle d'Uruguay, incidences, perspectives et problèmes, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation", avons adopté le communiqué suivant :

1. Le système commercial multilatéral a été créé il y a 50 ans à l'issue d'un processus qui a été lancé à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, organisée en application d'une résolution adoptée par le Conseil économique et social à sa première session, en 1946. Dans cette résolution, le Conseil préconisait la tenue d'une conférence qui serait chargée de rédiger une charte en vue de la création d'une organisation internationale du commerce. Au cours des décennies qui ont suivi, le système commercial multilatéral a fortement contribué à la croissance, à l'emploi et à la stabilité, en favorisant la libéralisation et l'expansion des échanges commerciaux et en fournissant un cadre aux relations commerciales internationales. Aujourd'hui, nous réaffirmons et renouvelons l'engagement que nous avons pris d'appuyer et de renforcer ce système qui contribue au progrès économique et social de tous les pays et de tous les peuples.

2. La marginalisation continue des pays les moins avancés nous préoccupe grandement. La communauté internationale a l'obligation morale de mettre un terme à cette marginalisation, d'en annuler les effets et de promouvoir l'intégration rapide de ces pays dans l'économie mondiale. Ensemble nous nous efforcerons d'ouvrir plus largement les marchés à leurs exportations tout en appuyant leurs propres efforts de renforcement des capacités. Nous nous félicitons donc des initiatives prises par l'Organisation mondiale du commerce en coopération avec d'autres organisations, en vue d'appliquer le Plan d'action pour les pays les moins avancés, et notamment d'assurer un suivi efficace de la Réunion de haut niveau sur les initiatives intégrées pour le développement du commerce des pays les moins avancés, qui s'est tenue en octobre 1997. Nous sommes conscients que le Plan d'action ne pourra être pleinement mis en oeuvre que si l'on progresse vers l'importation en franchise des produits provenant des pays les moins avancés. Nous invitons par ailleurs l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Centre du commerce international, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et les autres organisations compétentes, à accroître l'assistance technique en vue de contribuer à renforcer les capacités de production des pays les moins avancés et d'aider ces pays à tirer tout le parti possible des débouchés créés par la mondialisation et la libéralisation.

3. Les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay ont abouti à l'instauration d'un système commercial multilatéral plus ouvert, mieux réglementé et plus stable, et elles ont considérablement amélioré les conditions d'accès aux marchés. Depuis la création de l'OMC, d'importantes négociations multilatérales ont en outre été menées à bien, ce qui a élargi l'accès aux marchés pour les produits informatiques, les services de télécommunications de base et les services financiers. De plus, le mécanisme de règlement des différends du Centre du commerce international, qui

renforce le système commercial multilatéral réglementé, constitue, pour les pays membres qui cherchent à défendre leurs droits d'accès aux marchés, un recours efficace.

4. Toutefois, des barrières tarifaires et non tarifaires importantes et des régimes très divers avec crêtes tarifaires et progressivité des droits, existent toujours pour un nombre considérable de produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays en développement, notamment les pays moins avancés. En ce qui concerne les services, les engagements pris en matière d'accès aux marchés sont très inégaux. À l'avenir, les négociations commerciales devraient tenir compte de ces éléments en vue de libéraliser encore davantage les échanges dans l'intérêt de tous. Le recours à des mesures commerciales intempestives, telles que droits antidumping et droits compensateurs, et à des initiatives unilatérales, devrait être soumis à un contrôle multilatéral accru, de façon à garantir le respect des règlements et obligations multilatérales et la conformité avec ces règlements et obligations.

5. Pour les produits d'exportation des pays en développement, l'accès aux marchés s'est considérablement élargi grâce aux accords commerciaux régionaux forgés à l'issue des Négociations d'Uruguay sur la base des nouvelles disciplines et concessions tarifaires. Compte tenu de la primauté du système commercial multilatéral et de l'importance d'une intégration économique régionale ouverte, les accords commerciaux régionaux devraient être tournés vers l'extérieur et favorables au système multilatéral d'échanges.

6. Nous soulignons qu'il est important que tous les membres de l'OMC appliquent effectivement toutes les dispositions de l'Acte final du Cycle d'Uruguay¹, compte tenu des intérêts spécifiques des pays en développement, et à ce propos, nous rappelons qu'il est indispensable d'appliquer rigoureusement les dispositions particulières des accords commerciaux multilatéraux et décisions ministérielles connexes en faveur des pays membres en développement et en particulier des moins avancés d'entre eux. Le Système généralisé de préférences (SGP) demeure un instrument important d'expansion continu de l'accès pour les marchés des pays en développement, mais beaucoup reste à faire pour l'améliorer encore, tout particulièrement en ce qui concerne les pays les moins avancés.

7. Nous rappelons que la deuxième Conférence ministérielle de l'OMC a décidé de mettre en place un processus qui garantirait l'application intégrale et rigoureuse des accords existants et préparerait la troisième Conférence ministérielle. Nous soulignons à ce propos qu'il est important que le Conseil général de l'OMC présente des recommandations touchant le programme de travail de l'OMC, notamment en ce qui concerne de nouveaux efforts de libéralisation suffisamment généraux pour tenir compte, dans le cadre de l'OMC, de toute la gamme d'intérêts et de préoccupations des membres de l'organisation, ce qui facilitera la prise de décisions lors de la troisième Conférence ministérielle. La deuxième Conférence a également décidé que le Conseil général élaborerait un programme de travail détaillé afin d'examiner toutes les questions commerciales touchant le commerce électronique mondial. Nous soulignons qu'il est important d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités et à développer leur infrastructure de services, afin qu'ils puissent tirer tout le parti possible du commerce électronique. Les pays à économie en transition ont également besoin de ce type d'assistance. Nous demandons à la CNUCED, en collaboration avec d'autres

¹ Voir *Instruments juridiques énonçant les résultats du Cycle d'Uruguay de négociations commerciales multilatérales, signés à Marrakech le 15 avril 1994* (publication du secrétariat du GATT, numéro de vente : GATT/1994-7).

organisations, de fournir aux pays en développement l'appui analytique et l'assistance technique nécessaires dans ce domaine.

8. Nous insistons beaucoup sur la nécessité de fournir une assistance technique aux pays en développement afin de leur permettre de renforcer leurs capacités en matière de négociations commerciales et de tirer le meilleur parti possible du mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce. Nous apprécions l'aide apportée aux pays en développement par la CNUCED dans le cadre de son assistance en matière de recherche et d'analyse relatives aux politiques et de son assistance technique, et nous l'invitons à maintenir son assistance, s'agissant notamment d'aider les pays en développement à élaborer un programme concret pour les négociations commerciales à venir.

9. Nous attachons une grande importance à la diversification des économies africaines et à l'élargissement de l'accès aux marchés pour les produits destinés à l'exportation. À cet égard, nous savons gré au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'avoir récemment énoncé un programme concret pour le développement de l'Afrique. Les efforts doivent se poursuivre si l'on veut ouvrir plus largement les marchés aux produits qui présentent un intérêt pour le commerce d'exportation de l'Afrique et soutenir les efforts de diversification et de renforcement des capacités de production déployés par des économies africaines.

10. Nous sommes préoccupés par la crise financière que traversent un certain nombre de pays et par ses graves répercussions sur l'économie mondiale et les perspectives commerciales. Des mesures plus efficaces s'imposent pour compenser les effets négatifs de la volatilité des flux internationaux de capitaux sur le système commercial international et les perspectives de développement des pays en développement. Il est essentiel, pour surmonter la crise, de laisser ouverts tous les marchés et de maintenir la croissance du commerce mondial. Nous récusons en conséquence le recours à quelque mesure protectionniste que ce soit. Il faut tenir compte des besoins des pays touchés par la crise en matière de financement commercial et permettre à ces derniers d'importer des produits essentiels. Il importe de maintenir la tendance à une libéralisation accrue des échanges commerciaux, s'agissant en particulier des produits présentant un intérêt pour les pays en développement, et de la prendre en compte dans les travaux menant à la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. À plus grande échelle, il faut introduire une plus grande cohérence entre les objectifs de développement convenus par la communauté internationale et le fonctionnement du système commercial et financier international. Nous lançons donc un appel en faveur d'une étroite coopération entre l'Organisation des Nations Unies, les institutions commerciales multilatérales et les institutions financières internationales. La Réunion de haut niveau du Conseil économique et social et des institutions issues des Accords de Bretton Woods, tenue le 18 avril 1998, marque un progrès majeur en ce sens.

11. Les accords commerciaux multilatéraux ont certes contribué à assurer la sécurité de l'accès aux marchés pour les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce, mais nous avons conscience qu'il n'en est pas de même pour les autres pays, notamment pour ceux qui cherchent à devenir membres de l'Organisation. Nous insistons sur l'importance de l'universalisation du système commercial international et sur la nécessité pour les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce et les organisations internationales concernées d'aider les pays non membres conformément aux droits et obligations énoncés par l'Organisation. Nous invitons l'OMC et la CNUCED à fournir aux pays concernés l'assistance technique voulue.

12. Nous nous félicitons de la collaboration et de la complémentarité qui se sont instaurées entre la CNUCED et l'OMC et qui sont de bon augure pour le système commercial multilatéral et l'intégration effective des pays en développement à ce système, en particulier des pays les moins développés. Nous félicitons les secrétariats de la CNUCED et de l'OMC pour le remarquable rapport (E/1998/55) qu'ils ont établi conjointement aux fins du débat de haut niveau.»

Annexe

Résumé du Président sur le débat de haut niveau du Conseil économique et social (6-8 juillet 1998)

«1. Le débat de haut niveau de la session de fond de 1998 du Conseil économique et social a eu lieu du 6 au 8 juillet 1998. Après des déclarations liminaires du Président du Conseil et du Secrétaire général de l'ONU, le Conseil a tenu un dialogue de haut niveau sur l'évolution de l'économie mondiale avec le Directeur général du Fonds monétaire international (FMI), le Président de la Banque mondiale, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce. Après la conclusion du dialogue de haut niveau avec les chefs de secrétariat des institutions financières internationales et des organisations du commerce, le Conseil a tenu un débat de haut niveau sur le thème «Accès aux marchés : faits nouveaux intervenus depuis le Cycle d'Uruguay, incidences, perspectives et problèmes, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation», à l'issue duquel, pour la première fois dans son histoire, le Conseil a adopté un communiqué ministériel.

2. Une table ronde animée par le Secrétaire général adjoint a eu lieu le 7 juillet avec les participants suivants : M. F. Bergsten, Directeur de l'Institute for International Economics, M. J. Bhagwati, professeur à l'Université Columbia et Mme M. Livanos Cattai, Secrétaire générale de la Chambre de commerce internationale. Le sujet de la table ronde était le suivant : «L'accès aux marchés : au-delà du Cycle d'Uruguay.

I. Déclarations liminaires

3. Le Président du Conseil a évoqué, dans sa déclaration liminaire, la crise économique traversée par l'Asie, qui montrait clairement que, si l'intégration au marché mondial pouvait être source de grands avantages, elle comportait aussi de sérieux risques si elle n'était pas correctement gérée. Aucun pays ne pouvait s'isoler des conséquences des événements survenant ailleurs. Il était spécialement important de concevoir des moyens mondiaux de réaction rapide à l'aide desquels les gouvernements et les institutions internationales, de concert avec le secteur privé, les organisations syndicales et les associations de citoyens, pourraient coopérer pour prévenir efficacement les crises et y remédier rapidement lorsqu'elles frappent. Les tensions actuelles dans le système financier et commercial montraient qu'il fallait orienter les forces de la mondialisation vers un plus grand équilibre entre les impératifs de la croissance économique, de la justice sociale, des droits des travailleurs, de l'égalité entre les sexes et de la protection de l'environnement. Elles interpellaient toutes les institutions internationales et mettaient à l'épreuve l'efficacité du système multilatéral tout entier.

4. Le Président a souligné qu'il était désormais bien évident qu'aucune organisation internationale ni aucun pays n'avait aucune chance véritable d'aider à mener le monde

vers une plus grande stabilité économique et sociale par la seule vertu de ses propres recettes de politique économique et de sa propre interprétation des événements. Il fallait développer progressivement une vision de politique économique intégrée, exprimant les objectifs collectifs de la communauté internationale. Il n'était pas possible de poursuivre des politiques sectorielles indépendantes pour traiter de problèmes intégrés, complexes et systémiques. Le Président a relevé que ce dialogue de haut niveau et ceux qui lui feraient suite donnaient au Conseil la possibilité d'aider à forger une compréhension partagée des problèmes et à définir l'orientation générale des actions capables d'y remédier.

5. Le Secrétaire général a observé, dans sa déclaration, que l'état du monde ouvrait aujourd'hui des perspectives sans précédent de paix et de sécurité. Pourtant, la communauté internationale semblait mal équipée pour tirer pleinement parti de cette chance exceptionnelle. Une richesse extraordinaire coexistait avec la misère chronique. Les habitants du monde entier étaient partagés entre les espoirs engendrés par des décennies de progrès remarquable et la crainte de bouleversements futurs. Ces espoirs et ces craintes étaient mondiaux, tout comme l'économie et les marchés. Or les politiques, elles, étaient locales et le fossé se creusait entre les exigences des citoyens et ce que les gouvernements pouvaient leur apporter. Alors qu'il y avait toutes les raisons d'apprécier et d'entretenir les réalisations permises par le système d'échanges commerciaux internationaux, la crise asiatique venait rappeler que des facteurs comme les finances, l'économie et les forces sociopolitiques travaillent ensemble pour façonner le monde et, parfois, l'ébranler aussi.

6. Le Secrétaire général a déclaré que, pour l'Organisation des Nations Unies, trois grandes remarques s'imposaient. Tout d'abord, la crise avait produit son effet le plus dévastateur sur la marginalisation de la société : elle menaçait d'anéantir des années de progrès dans la lutte contre la pauvreté et la promotion des droits de la femme. Ensuite, les pays en développement étaient moins capables de résister aux retombées de la crise que leurs homologues développés. Enfin, l'interdépendance des nations avait un complément essentiel : l'interdépendance des problèmes. Les finances, le commerce, l'exercice du pouvoir et la justice sociale étaient intimement liés.

7. L'économie mondiale ouverte et inclusive était le moyen le plus prometteur de répandre largement les avantages de la mondialisation, a souligné le Secrétaire général. Cependant, il ne fallait pas prendre à la légère la peur suscitée par la mondialisation. Il appartenait aux pouvoirs publics de montrer que les impératifs mondiaux pouvaient coexister avec les besoins locaux. Il fallait choisir entre le repli sur des points de vue purement locaux et l'adoption d'une perspective plus mondiale. L'une des questions essentielles était de savoir si la communauté internationale déciderait d'utiliser les institutions à sa disposition. Elle n'avait en réalité pas le choix car il serait pour elle douloureux de renoncer au multilatéralisme.

II. Dialogue de haut niveau

8. Le Directeur général du FMI a déclaré que la communauté internationale devait soutenir les programmes d'ajustement des pays les plus gravement touchés par la crise asiatique. Il était essentiel aussi que les pays dont la balance des paiements était excédentaire recyclent les excédents sous la forme de prêts et d'une aide humanitaire non liés aux pays en cours d'ajustement. En tant que créanciers, ils devaient être prêts à accorder des conditions généreuses pour la restructuration de leurs créances et disposés à soutenir la reprise économique en Asie en accordant des prêts nouveaux. Avant tout, ces pays devaient garder leurs marchés ouverts. Les pays qui poursuivaient

une forte libéralisation progressive du commerce extérieur, dans le contexte de réformes économiques générales et de politiques tournées vers le marché, parviendraient à la croissance et amélioreraient les résultats de leur commerce extérieur. Quant aux pays industrialisés, ils devaient assouplir les restrictions des importations. Ils devaient cependant éviter de substituer aux obstacles tarifaires et non tarifaires des mesures de protection administrées, comme les restrictions antidumping.

9. En coopération avec la Banque mondiale, le FMI étudiait les moyens d'accélérer les réformes des entreprises publiques et du secteur financier, d'améliorer l'évaluation des besoins d'investissement à moyen terme, d'augmenter la capacité d'absorber les financements extérieurs et d'identifier les conséquences sociales néfastes qui pouvaient accompagner les réformes. Pour protéger le monde contre les crises financières, la surveillance exercée par le Fonds devait gagner en efficacité et il fallait renforcer la transparence des finances internationales. Le FMI pouvait jouer un rôle central pour prévenir les crises en encourageant ses membres à renforcer leurs politiques macroéconomiques et leurs secteurs financiers.

10. Le Président de la Banque mondiale a déclaré que la Banque s'était efforcée d'aider les pays les plus gravement touchés par la crise financière asiatique. La crise ne touchait pas un pays particulier et les problèmes de l'Asie du Sud-Est avaient des conséquences pour tous les pays sous une forme ou une autre. La Banque mondiale avait aussi fait porter spécialement son action sur les aspects structurels et sociaux de la crise, notamment les problèmes liés à la pauvreté. Elle cherchait à aider les compartiments de l'économie les plus touchés, notamment les zones rurales, pour agir par des programmes sociaux de base capables d'apporter l'espoir à la population. La stabilité et la paix n'étaient pas possibles sans stabilité sociale et sans espoir. Des mesures étaient en cours pour adapter les systèmes financiers, judiciaires et réglementaires en créant le cadre indispensable à la réussite des activités du FMI. Avant d'obtenir l'accès aux marchés, les pays devaient créer une base économique fondamentale, notamment une infrastructure et la capacité d'attirer les investissements étrangers. L'une des fonctions essentielles de la Banque mondiale était d'aider les pays à se doter d'un tel cadre. Il fallait aussi que la transparence règne entre pays emprunteurs et pays prêteurs afin d'éviter les distorsions dues à la corruption, à la délinquance et aux détournements de fonds.

11. Le Secrétaire général de la CNUCED a souligné que la crise asiatique avait touché les pauvres avec une violence particulière en raison de la chute brutale des prix des produits de base et des prix à l'exportation de certaines marchandises. Les crises financières récentes s'étaient produites parce que les gouvernements concernés, notamment, n'avaient pas géré correctement l'intégration de leurs pays aux marchés des capitaux. Des politiques nationales correctement conçues pouvaient aider à gérer les crises financières, à limiter les risques de dommages durables et à restaurer la croissance économique. Cependant, quand une crise économique devenait un problème systémique, il fallait aussi agir à l'échelon mondial. La crise asiatique n'était que la dernière en date d'une succession de crises financières qui perturbaient l'économie mondiale depuis l'écroulement du système de Bretton Woods. La communauté internationale n'avait toujours pas appris à gérer ce désordre économique. Il serait souhaitable de procéder à une réévaluation honnête de la réaction de politique internationale pour en apprécier les points forts et les faiblesses. Le Secrétaire général de la CNUCED a fait observer également qu'il était beaucoup plus difficile de gérer l'intégration aux marchés financiers internationaux que de réussir à s'insérer dans le système des échanges commerciaux internationaux. Il n'était pas possible de pousser les pays en développement à une libéralisation financière prématurée qui les priverait

des moyens de protéger leurs économies contre l'instabilité financière internationale et les mouvements imprévisibles des capitaux spéculatifs.

12. Le Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce a déclaré que le cinquantième anniversaire du système multilatéral d'échanges commerciaux, célébré six semaines auparavant, prouvait l'existence d'un consensus virtuel dans toutes les régions sur le bien-fondé des échanges commerciaux ouverts et de l'intégration économique dans le respect de la prééminence du droit. De plus en plus, les règles fondamentales définies par l'Organisation mondiale du commerce se répandaient et gagnaient du terrain dans des domaines nouveaux allant de la politique des investissements et de la concurrence aux politiques de l'environnement, du développement, de la santé et du secteur social. Les problèmes qui surgissaient devaient être envisagés comme autant d'objets d'une politique plus vaste qui appelaient des solutions de plus grande portée et plus intégrées. Les pays en développement étaient de plus en plus présents dans le système mondial d'échanges commerciaux. Beaucoup d'entre eux s'affirmaient comme d'importantes puissances commerciales. Plus remarquable encore était peut-être l'adoption de mécanismes contraignants perfectionnés pour le règlement des différends commerciaux. Même le plus petit pays pouvait aujourd'hui s'adresser à l'Organisation mondiale du commerce pour défendre ses intérêts en invoquant des règles communes dont le respect pouvait être assuré. Néanmoins, tout un ensemble de mesures tarifaires continuaient à restreindre les exportations en provenance des pays en développement et les normes nationales et internationales applicables aux produits étaient difficiles à respecter, ce qui réduisait les possibilités d'exportation pour les pays les moins avancés. Dans le domaine du commerce des services, beaucoup restait à faire également pour libéraliser davantage.

13. Dans le dialogue qui s'est ouvert ensuite entre le Conseil et le Directeur général du FMI, le Président de la Banque mondiale et le Secrétaire général de la CNUCED, la crise asiatique a retenu considérablement l'attention. On a relevé à ce sujet que, si certaines insuffisances des politiques financières et monétaires nationales avaient une part de responsabilité dans les problèmes rencontrés en Asie et ailleurs, les difficultés n'auraient cependant pas atteint de semblables proportions si les organismes prêteurs opérant sur les marchés internationaux n'avaient pas pris des risques excessifs. On a fait état également de la préoccupation causée par la faiblesse récente du yen, qui ouvrait une crise dans la crise. Cette situation faisait peser une grave menace sur la reprise amorcée dans certains pays.

14. Quant aux moyens de prévenir les crises futures, on a relevé que la gravité et la rapidité de la crise asiatique avaient mis en évidence le besoin d'une capacité de réaction mondiale rapide pour éviter et dénouer les crises dans l'avenir. Il faudrait renforcer et adapter à cette fin les institutions multilatérales et donner plus de cohérence aux décisions de portée générale. Une réévaluation honnête de la réaction internationale, en dehors de tous préjugés, s'imposait également. En outre, tous les pays devaient surveiller à tout moment tous les paramètres socioéconomiques. Les plus essentiels étaient notamment le bon état du système bancaire, l'absence d'une accumulation insoutenable de financements à court terme et l'exercice du pouvoir dans la transparence et la responsabilité. La transparence dans les opérations internationales de prêt et d'emprunt avait aussi une importance cruciale par rapport aux mouvements excessifs des capitaux à court terme et spéculatifs et par rapport aux problèmes de la corruption et de la gestion de la dette dans l'économie. Il fallait en outre établir des procédures plus efficaces pour faire participer le secteur privé à la prévention et au règlement de la crise de l'endettement. Afin de bénéficier des avantages de la mondialisation tout en maintenant ses risques au minimum, les pays en développement devaient aussi

continuer à libéraliser leur commerce extérieur et les contrôles des capitaux en portant toute l'attention nécessaire à l'échelonnement et à la solidité de la situation financière et de la position de la balance des paiements. Mais les pays en développement ne devaient pas non plus être poussés à une libéralisation financière prématurée. Le dialogue utile sur ces questions, tenu lors de la réunion de haut niveau du Conseil économique et social et des institutions de Bretton Woods le 18 avril 1998, a été mentionné par de nombreux orateurs et l'organisation de réunions semblables à l'avenir a été demandée.

15. À propos de la libéralisation du commerce et de l'accès aux marchés, on a relevé que la libéralisation du commerce extérieur et l'accès aux marchés devaient être envisagés aussi dans le contexte de l'élimination de la pauvreté, qui était le but ultime des efforts de développement. Pour cette raison, la fourniture des services de base, la création d'une infrastructure appropriée et l'investissement dans le développement humain étaient autant de conditions préalables pour qu'un pays en développement tire avantage du moindre élargissement de l'accès de ses marchandises au marché mondial. On a relevé également que les exportations des pays en développement se heurtaient toujours à de nombreux obstacles tarifaires et non tarifaires, que des crêtes tarifaires s'appliquaient toujours et que l'escalade des tarifs n'avait pas cessé. La libéralisation devait se poursuivre aussi dans ces domaines du commerce extérieur. D'autre part, le système des échanges commerciaux internationaux ne pouvait pas être envisagé isolément des autres préoccupations de développement ni des autres problèmes connexes. Pour cette raison, l'ordre du jour futur au sujet du commerce multilatéral devrait être orienté vers une libéralisation générale des échanges commerciaux.

16. Au sujet de la cohérence du système des Nations Unies, on a souligné que la coopération et la coordination à l'intérieur du système des Nations Unies, entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions financières internationales, et entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce étaient essentielles pour préparer les futures négociations commerciales et pour chercher des solutions aux autres grands problèmes. On a observé également qu'un renforcement du dialogue et de la collaboration s'étaient déjà produits dans le système des Nations Unies. Il s'agissait maintenant de partir des progrès accomplis pour arriver à une complémentarité et une cohérence plus grandes dans la gestion de l'économie mondiale.

III. Débat de haut niveau

17. Les intervenants ont reconnu généralement que le commerce mondial libéralisé était un moyen essentiel de promouvoir la croissance et le développement, et d'éliminer la pauvreté.

18. Un engagement sans réserve en faveur du système multilatéral d'échanges commerciaux a été exprimé. Le Cycle de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay avait donné naissance à un système commercial multilatéral plus ouvert, réglementé et prévisible; il avait aussi amélioré sensiblement les conditions d'accès aux marchés. On a demandé le plein respect et l'entière application des engagements pris lors du Cycle d'Uruguay, considérés comme essentiels pour la crédibilité du système commercial multilatéral.

19. On a déploré le manque de progrès dans l'application des dispositions sur le traitement spécial et différentiel au profit des pays en développement et demandé instamment qu'il soit fait preuve d'un engagement plus solide et que des mesures concrètes soient prises pour donner effet à ces positions. À cet égard, on a rappelé que les partenaires commerciaux devaient garantir le plein accès aux marchés aux pays en

développement et que les pays industrialisés devraient envisager d'accorder unilatéralement le régime de franchise aux pays en développement à titre préférentiel. Cependant, de nombreux pays développés considéraient effectivement l'intégration des pays en développement au système commercial mondial comme l'un des objectifs primordiaux de leur politique du développement et accordaient donc l'accès préférentiel à leur marché à tous les pays en développement pour la quasi-totalité des exportations de ces pays.

20. On a souligné que d'importants obstacles tarifaires et non tarifaires à l'accès aux marchés gênaient considérablement les échanges dans de nombreux secteurs dont beaucoup intéressaient particulièrement les pays en développement et les pays les moins avancés. On a exprimé l'opinion que l'application des résultats du Cycle d'Uruguay était incomplète dans de nombreux secteurs importants qui intéressaient particulièrement les pays en développement. On a relevé qu'il n'y avait guère d'intégration commercialement significative des textiles et des vêtements au système commercial multilatéral jusqu'à présent et que les subventions à l'agriculture dans les pays développés gênaient les exportations agricoles des pays en développement et entravaient leurs efforts pour parvenir à la sécurité alimentaire. On a rappelé aussi que les pays en développement, dont un nombre jamais atteint auparavant avaient participé activement à la libéralisation multilatérale des échanges commerciaux, avaient tiré d'importants avantages de leur participation, notamment du point de vue de l'amélioration de l'accès aux marchés des pays développés.

21. On a demandé qu'un ordre du jour complet soit établi pour la poursuite de la libéralisation des échanges commerciaux conformément aux intérêts de tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce. On a souligné que le lancement d'un cycle de négociations commerciales du nouveau millénaire s'imposait pour trouver une solution aux problèmes d'une économie mondialisée et l'on a soutenu que les négociations sur la libéralisation plus large de l'agriculture et des services devraient s'inscrire dans un cadre de négociation plus vaste qui permettrait de tenir compte des intérêts de tous les membres d'une manière équilibrée. Un appui s'est exprimé en faveur d'un cadre multilatéral de règles sur l'investissement et la concurrence dans le secteur des services et sur l'intégration du développement durable à l'ordre du jour de la libéralisation multilatérale du commerce.

22. On a mentionné l'accord conclu à la deuxième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce sur l'établissement d'un programme de travail en vue de la réunion ministérielle suivante. On a demandé la mise au point d'un ordre du jour complet pour la poursuite de la libéralisation, tenant compte des intérêts de tous les membres et capable de produire des résultats à bref délai. En outre, tous les partenaires ont été invités à fixer activement leurs priorités en vue d'un cycle de négociations commerciales multilatérales.

23. On a déploré les mesures prises par des membres de l'Organisation mondiale du commerce qui étaient en contradiction avec l'esprit des accords commerciaux multilatéraux, notamment les mesures d'urgence (comme les mesures de sauvegardes transitoires, les règles unilatérales d'origine ou les reports dans l'application de l'accord sur les textiles et les vêtements). Les pays importateurs développés ont été invités à oeuvrer de bonne foi vers l'intégration totale du secteur des textiles et des vêtements au système. L'abus des mesures antidumping et l'usage de mesures commerciales discriminatoires figuraient parmi les moyens à rejeter. Certaines délégations ont souligné que les mesures unilatérales et l'application de lois nationales qui produisaient des effets extraterritoriaux devaient être exclues totalement de l'arsenal de la politique commerciale à l'égard du système commercial multilatéral.

24. Les examens obligatoires de divers accords, notamment l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce, y compris le commerce des marchandises contrefaites, l'Accord sur les mesures concernant les investissements liés au commerce et, surtout, l'Accord sur les règles et procédures applicables au règlement des différends², avaient eux aussi une importance considérable, a-t-on souligné. À cet égard, on a fait observer que l'Accord sur le règlement des différends devrait notamment prévoir une aide technique et juridique plus grande pour les pays en développement afin de rendre le mécanisme judiciaire de l'Organisation mondiale du commerce plus accessible à ces derniers.

25. Le manque de capacités techniques des pays en développement a été considéré comme un grand désavantage dans les efforts entrepris par ces pays pour tirer plus pleinement profit des accords commerciaux multilatéraux. On a souligné qu'il importait de procurer l'assistance technique nécessaire aux pays en développement. Beaucoup de délégations ont fait état de l'appui que leur pays procure aux pays en développement dans ce domaine et mis en relief l'accès préférentiel aux marchés que leur pays accorde aux pays en développement.

26. On a relevé cependant qu'il ne suffisait pas de garantir l'accès aux marchés pour que des recettes d'exportation s'ensuivent. La compétitivité ne se fondait pas seulement sur la qualité et le prix des produits, mais venait aussi d'autres facteurs connexes comme les bonnes pratiques de production et le financement correct des exportations. En outre, les avantages comparatifs n'étaient pas immuables dans le temps et ne garantissaient pas la réussite dans le long terme.

27. Une délégation a souligné que, si la notion de promotion et d'augmentation des exportations était acceptée universellement comme un moyen de créer la richesse, l'importance des importations était rarement vue dans la même lumière. Pour cette délégation, son pays, qui accordait un accès libéral aux marchés, donnait des emplois sur son territoire et tout autour du globe.

28. L'existence de saines politiques macroéconomiques et d'un cadre juridique et économique favorable à la croissance d'un secteur économique privé dynamique a été jugée essentielle pour améliorer la capacité des pays de pratiquer le commerce extérieur. Ont été jugés également importants : l'existence d'un environnement favorable aux investissements; le bon exercice du pouvoir; une saine politique de la concurrence; la valorisation des ressources humaines dans les secteurs du commerce extérieur; les services d'appui au commerce extérieur; la solidité des institutions publiques s'occupant du commerce extérieur et le développement de l'infrastructure liée au commerce extérieur.

29. On a estimé qu'un cadre multilatéral de règles sur les investissements et la concurrence dans le secteur des services devrait avoir un effet particulièrement stimulant sur l'investissement étranger direct. On a souligné qu'il était important d'examiner les questions du commerce électronique.

30. L'intégration des pays les moins avancés au système commercial mondial était une priorité pour tous. On a suggéré un certain nombre de mesures pour améliorer les conditions d'accès de ces pays aux marchés et pour augmenter leur capacité d'offre, notamment l'application complète et effective du Plan d'action pour les pays les moins avancés adopté à la première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du

² Voir *Legal Instruments Embodying the Results of the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations, done at Marrakesh on 15 April 1994* (publication du secrétariat du GATT, numéro de vente : GATT/1994-7).

commerce et du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, y compris pour la création de capacités humaines et institutionnelles pour aider les pays les moins avancés dans leur commerce et leurs activités liées au commerce³, adopté à la réunion de haut niveau sur les initiatives intégrées pour le développement du commerce des pays les moins avancés, tenue en octobre 1997; l'octroi de l'accès en franchise à tous les produits et l'élimination de toutes les restrictions quantitatives des importations pour les pays les moins avancés; la cessation de l'escalade tarifaire; l'élimination des éléments temporaires dans le traitement spécial et préférentiel accordé aux pays les moins avancés dans les accords commerciaux multilatéraux.

31. On a mentionné les mesures préférentielles récentes en faveur des pays les moins avancés, notamment sous la forme d'améliorations dans les mécanismes du système généralisé de préférences (SGP). On a souligné que les pays les moins avancés eux-mêmes devaient poursuivre leurs efforts pour créer un cadre macroéconomique correct, particulièrement en instaurant une pratique du pouvoir transparente et responsable, en faisant des investissements dans les services sociaux de base et en s'ouvrant au commerce international et aux investissements.

32. Les engagements à aider les pays les moins avancés et les pays africains ont été renouvelés et des initiatives bilatérales en faveur de ces pays ont été portées à l'attention du Conseil; la communauté internationale a été invitée à continuer ses efforts pour élargir l'accès aux marchés pour les produits dont l'exportation intéresse l'Afrique, et à appuyer l'action entreprise par l'Afrique pour se diversifier et créer une capacité d'offre. Il fallait également soutenir la coopération Sud-Sud dans le domaine du commerce extérieur et dans les autres domaines.

33. On a relevé l'importance de l'aide publique au développement (APD). On a souligné que l'APD assurait des flux financiers externes vers les pays qui ont des difficultés à mobiliser les ressources internes et à attirer l'investissement étranger direct. L'APD finançait le développement des secteurs que n'atteignaient pas les flux privés et l'objectif des 0,7 % gardait toute son importance.

34. On a souligné que la politique du commerce extérieur jouait un rôle majeur pour rétablir la stabilité et la croissance dans les pays touchés par la crise en Asie. Le rejet des mesures protectionnistes et un engagement clair de poursuivre la libéralisation complète du commerce extérieur et des investissements étaient essentiels à cet égard. La crise montrait combien il importait de favoriser une plus grande cohérence entre les politiques du commerce extérieur et les politiques macroéconomiques, sociales et autres. À cet égard, l'ONU pouvait jouer un rôle important pour faire prendre mieux conscience de ces interactions et pour dégager des normes internationales. Le renforcement de la coopération entre l'Organisation mondiale du commerce et les institutions de Bretton Woods était crucial, de même qu'une coopération plus étroite entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce. Cette dernière a été invitée à réfléchir aux possibilités de mieux envisager la cohérence à respecter entre ses activités et les besoins et préoccupations plus généraux de l'économie mondiale.

35. On a souligné qu'il fallait promouvoir le principe d'universalité dans le système commercial multilatéral dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. On a demandé également que la procédure d'adhésion se déroule rapidement. Un grand nombre des pays qui négociaient leur entrée à l'OMC estimaient que le prochain cycle de négociations devrait être ouvert à la participation des pays intéressés indépendam-

³ Document de l'Organisation mondiale du commerce WT/LDC/HL/1/Rev.1.

ment du fait qu'ils auraient ou n'auraient pas demandé à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce. À cet égard, on a fait observer que les pays qui adhéraient à l'Organisation mondiale du commerce ne devaient pas être tenus de prendre des engagements plus exigeants que ceux pris par les pays qui avaient adhéré plus tôt à l'Organisation. On a demandé que les procédures d'adhésion en cours se déroulent rapidement.

36. On a souligné également que les arrangements commerciaux régionaux pouvaient contribuer considérablement à l'existence d'un système de commerce multilatéral solide et universel. Ces arrangements pouvaient aider à intégrer les pays en développement au système commercial mondial car ils les aidaient à développer et à diversifier leurs bases commerciales. Cependant, ces arrangements devaient respecter pleinement les règles et principes du système commercial international et adhérer au postulat du régionalisme ouvert. L'expérience acquise à travers ces arrangements pouvait être bénéfique pour le système commercial multilatéral.

37. On a estimé également qu'il était souhaitable que les politiques de l'environnement et celles du commerce extérieur se renforcent mutuellement. On a mentionné une proposition récente tendant à ce que l'Organisation mondiale du commerce convoque une réunion de haut niveau sur le commerce et l'environnement pour aider à sortir de l'impasse où se trouvaient les discussions et pour faire entrer la notion de développement durable dans l'ordre du jour de l'Organisation mondiale du commerce.

38. L'adoption par l'Organisation internationale du Travail (OIT) d'une déclaration sur les principes fondamentaux et les droits sur le lieu de travail a été jugée positive et l'on attendait avec intérêt des propositions au sujet d'un mécanisme pratique de suivi dans le cadre de l'OIT. Pour renforcer la protection sociale et environnementale au moyen d'incitations positives, plusieurs pays développés avaient commencé récemment à accorder, par l'intermédiaire de leur mécanisme SGP, des préférences supplémentaires aux pays en développement qui adoptent et appliquent les normes environnementales et sociales fixées internationalement.

39. On a relevé aussi que l'application de conditionnalités du commerce extérieur pour faire respecter des objectifs non commerciaux, notamment en rapport avec les normes pour l'emploi et pour l'environnement, pourrait nuire au bon fonctionnement du système commercial multilatéral.

40. Une délégation a mentionné le blocus économique de son pays, exercé par un pays développé au mépris des résolutions successives de l'Assemblée générale condamnant ce blocus, et a demandé son élimination totale et sans condition.

41. Quelques autres délégations ont déclaré qu'il fallait insister sur les risques créés par le recours excessif aux sanctions économiques imposées aux pays en développement. Deux délégations ont condamné le renouvellement automatique par le Conseil de sécurité des sanctions économiques contre leur pays malgré les appels lancés par l'Assemblée générale pour qu'il soit mis fin aux mesures économiques répressives et unilatérales. Une délégation a souligné que l'Assemblée générale n'avait pas adopté ces résolutions par consensus.

42. Une délégation a soulevé le problème du commerce des bananes et a déploré la décision rendue par l'Organisation mondiale du commerce selon laquelle le traitement préférentiel des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) était contraire aux principes de l'Organisation mondiale du commerce. L'orateur a mis en garde contre le fait que l'application de cette décision provoquerait un abaissement du niveau de vie des populations de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et accélérerait la

montée de la pauvreté. Une réforme fondamentale du règlement des différends s'imposait. Exerçant le droit de réponse, une délégation a déclaré que le règlement des différends commerciaux conformément à des règles établies mènerait toujours à des situations où des pays gagneraient dans certains cas, mais perdraient dans d'autres.

43. Enfin, un intervenant a estimé que le système des Nations Unies tout entier et la CNUCED en particulier devaient continuer à jouer un rôle actif pour aider les pays en développement, notamment par les moyens suivants :

- a) Assurer une continuité dans son programme de travail entre les activités de recherche et les fonctions de création de capacités et de coopération technique;
- b) Procurer des analyses objectives et approfondies des effets de la libéralisation et de toutes propositions en faveur d'une libéralisation plus poussée;
- c) Renforcer la capacité des pays en développement de participer aux négociations commerciales;
- d) Continuer à consacrer une grande partie de son activité à la création et au renforcement des capacités des pays en développement de pratiquer le commerce extérieur, en particulier pour les pays les moins avancés et l'Afrique, et augmenter substantiellement sa coopération technique dans le domaine du commerce extérieur;
- e) Renforcer ses services d'information et de formation et renforcer la coopération technique pour élargir les capacités d'offre d'exportations des pays en développement;
- f) Favoriser une plus grande cohérence entre les politiques mondiales du développement, des finances et du commerce pour que la capacité, pour les pays en développement, de bénéficier du renforcement des échanges commerciaux internationaux ne soit pas otage des imperfections des marchés financiers;
- g) Faire en sorte que des facteurs structurels comme l'endettement, l'insuffisance du financement concessionnel pour le développement et les restrictions du transfert de technologie n'empêchent pas les pays en développement de tirer parti des possibilités offertes par le système commercial multilatéral.

44. En conclusion, de nombreuses délégations ont félicité la CNUCED et l'Organisation mondiale du commerce pour l'excellente documentation qu'elles avaient établie en commun pour préparer le débat de haut niveau et les ont remerciées de leur contribution au bon déroulement des travaux.»

Chapitre V

Débat consacré aux activités opérationnelles

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

1. À sa session de fond, le Conseil a examiné la question des activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (point 3 de l'ordre du jour) à ses 19e à 27e, 33e, 44e et 47e séances, du 9 au 14 juillet et les 17, 28 et 31 juillet 1998. Il a tenu une réunion de haut niveau sur les activités opérationnelles le 9 juillet à ses 19e et 21e séances. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.19 à 21). À ses 22e et 23e séances, le 10 juillet, le Conseil a eu des entretiens officiels avec les chefs des fonds et programmes des Nations Unies. À sa 23e séance, le Conseil a tenu une réunion-débat sur les résultats des travaux des conseils d'administration des fonds et programmes. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé de débats (E/1998/SR.22 et 23). À ses 24e et 25e séances, le 13 juillet, le Conseil a examiné la question du suivi des recommandations de l'Assemblée générale concernant la politique à suivre. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.24 et 25). À ses 26e et 27e séances, le 14 juillet, le Conseil a eu des entretiens informels avec les équipes de pays des organismes des Nations Unies en poste au Guatemala et au Mozambique. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.26 et 27).

A. Promotion de la femme : mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement

2. À sa session de fond, le Conseil a examiné la question de la promotion de la femme : mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement (point 3 a) de l'ordre du jour) de sa 19e à sa 21e séance et à sa 44e séance les 9 et 28 juillet. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.19 à 21 et 44). Le Conseil était saisi des documents suivants :

a) Note du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du plan à moyen terme révisé à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001 (E/1998/10);

b) Rapport du Secrétaire général intitulé «Promotion de la femme : mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement (E/1998/54 et Corr.1);

c) Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du plan à moyen terme révisé à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001 (E/CN.6/1998/3).

Mesures prises par le Conseil

3. Au titre du point 3 a) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 1998/26.

Promotion de la femme : mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement

4. À la 44e séance, le 28 juillet, le Vice-Président du Conseil, M. Roble Olhaye (Djibouti) a présenté, à l'issue de consultations officielles, un projet de résolution (E/1998/L.20), intitulé «Promotion de la femme : mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement».

5. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1998/26 du Conseil.

6. Après l'adoption du projet de résolution, les observateurs de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 et de la Chine) et de l'Autriche (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne) ont fait des déclarations.

B. Suite à donner aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale

7. À sa session de fond, le Conseil a examiné la question relative à la suite à donner aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale (point 3 b) de l'ordre du jour) à ses 24e et 25e séances, ainsi qu'à sa 47e séance, les 13 et 31 juillet. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.24 et 25 et 47). Le Conseil était saisi des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'examen triennal des activités opérationnelles des Nations Unies au service de la coopération pour le développement (E/1998/48 et Add.1);

b) Note du Secrétaire général transmettant le projet de directives révisées pour l'examen des politiques et procédures concernant la coopération technique entre pays en développement (E/1997/110).

Mesures prises par le Conseil

8. Au titre du point 3 b) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 1998/42 ainsi que la décision 1998/284.

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

9. À la 47^e séance, le 31 juillet, le Vice-Président du Conseil, M. Roble Olhaye (Djibouti) a présenté, à l'issue de consultations officielles, un projet de résolution (E/1998/L.43), intitulé «Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement».

10. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1998/42 du Conseil.

11. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants du Japon, des États-Unis d'Amérique et de l'Inde, ainsi que les observateurs de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine) et de l'Autriche (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) ont fait des déclarations.

12. À la même séance, le Conseil a pris acte de la note du Secrétaire général sur les directives révisées pour l'examen des politiques et procédures concernant la coopération technique entre pays en développement. Voir décision 1998/284 du Conseil.

C. Rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial

13. À sa session de fond, le Conseil a examiné les rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial (point 3 c) de l'ordre du jour) à ses 22^e, 23^e, 26^e, 27^e, 33^e, 44^e et 47^e séances, les 10, 14, 28 et 31 juillet 1998. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.22, 23, 26, 27, 33, 44 et 47). Le Conseil était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population sur les travaux de sa première session ordinaire de 1998 (DP/1998/12 et Corr.1 et 2)¹;

b) Décisions adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population à sa première session ordinaire de 1998 (DP/1998/13)¹;

c) Décisions adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population à sa deuxième session ordinaire de 1998 (DP/1998/16 et Corr.1)¹;

d) Décisions adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population à sa session annuelle de 1998 (DP/1998/28)¹;

e) Rapport annuel du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance au Conseil (E/1998/16);

¹ À paraître en tant que *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 16* (E/1998/36/Rev.1).

- f) Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa première session ordinaire et des sessions annuelles de 1998 [E/1998/35 (Parts I et II)]²;
- g) Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (E/1998/37)³;
- h) Rapports annuels de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population au Conseil (E/1998/45);
- i) Rapport annuel du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (E/1998/62);
- j) Note du Secrétariat transmettant des informations sur la stratégie de mobilisation des ressources nécessaires au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/1998/70);
- k) Décisions adoptées par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle de 1998 (E/1998/L.11)².

Mesures prises par le Conseil

14. Au titre du point 3 c) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 1998/27 ainsi que les décisions 1998/285 et 1998/286.

Contribution à l'application de la résolution 50/8 de l'Assemblée générale

15. À la 33e séance, le 17 juillet, le représentant de la Lituanie (au nom des États d'Europe orientale) a présenté un projet de résolution (E/1998/L.17), intitulé «Contribution à l'application de la résolution 50/8 de l'Assemblée générale», qui se lisait comme suit :

«Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 48/162 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993, relative aux mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes,

Rappelant également la résolution 50/8 de l'Assemblée générale, en date du 1er novembre 1995, la révision des Règles générales du Programme alimentaire mondial et la transformation du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire en Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial, dans laquelle, au paragraphe 3, l'Assemblée a décidé notamment que la répartition des sièges serait revue dans les deux ans suivant la mise en place du Conseil d'administration,

Prie l'Assemblée générale, au cours de la première partie de sa cinquante-troisième session, de revoir la répartition des sièges au sein du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial pour parvenir à un résultat final conforme aux paragraphes 25 et 30 de l'annexe I et aux autres dispositions pertinentes, de sa résolution 48/162.»

16. Pour la décision du Conseil, voir plus loin le paragraphe 19.

² À paraître en tant que *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 15* (E/1998/35/Rev.1).

³ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 17.*

**La question de l'examen de la répartition des sièges
dans le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial**

17. À sa 47^e séance, le 31 juillet, le représentant de la Lituanie a présenté, au nom des États d'Europe orientale, un projet de décision (E/1998/L.45), intitulé «La question de l'examen de la répartition des sièges dans le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial».

18. À la même séance, sur la proposition du Président, le Conseil a décidé de déroger à l'article 54 de son règlement intérieur après quoi il a pu adopter le projet de décision E/1998/L.45. Voir décision 1998/285 du Conseil.

19. Le projet de décision ayant été adopté, le Conseil a décidé de renvoyer à la reprise de sa session de fond en septembre ou octobre 1998 la prise d'une décision sur le projet de résolution intitulé «Contribution à l'application de la résolution 50/8 de l'Assemblée générale» (E/1998/L.17).

20. Après l'adoption du projet de décision, l'observateur de la Lituanie a fait une déclaration au nom des États d'Europe orientale.

**Présentation de rapports au Conseil économique et social par les fonds
et programmes des Nations Unies**

21. À sa 44^e séance, le 28 juillet, le Vice-Président du Conseil, M. Roble Olhaye (Djibouti), a présenté, à l'issue de consultations officieuses, un projet de résolution (E/1998/L.19), intitulé «Présentation de rapports au Conseil économique et social par les fonds et programmes des Nations Unies».

22. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1198/27 du Conseil.

23. Après l'adoption du projet de résolution, les observateurs de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine) et de l'Autriche (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) ont fait des déclarations.

Documents examinés par le Conseil au titre du point 3 c) de l'ordre du jour

24. À la 47^e séance, le 31 juillet 1998, sur la proposition du Président, le Conseil a pris note des documents présentés au titre de ce point. Voir décision 1998/286 du Conseil.

Chapitre VI

Débat consacré aux questions de coordination

Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies dans le domaine du suivi et de l'application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

1. À sa session de fond, le Conseil a tenu un débat sur la coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies dans le domaine du suivi et de l'application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (point 4 de l'ordre du jour) à ses 32e et 33e séances, de sa 36e à sa 38e séance et à sa 47e séance, les 17, 21, 22 et 31 juillet 1998. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.32, 33, 36 à 38 et 47). Le Conseil était saisi d'un rapport du Secrétaire général sur la coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies dans le domaine suivant : suivi et application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (E/1998/60).

Mesures prises par le Conseil

2. À la 47e séance, le 28 juillet, le Vice-Président du Conseil, M. Francesco Paolo Fulci (Italie), a présenté, à l'issue de consultations officieuses, le projet de conclusions concertées (E/1998/L.23) sur le suivi et l'application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.
3. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de conclusions concertées, tel qu'il avait été corrigé oralement. Le texte en est le suivant :

Conclusions concertées 1998/2

«La Déclaration et le Programme d'action de Vienne¹ affirment que la promotion et la protection de tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales doivent être considérées comme un objectif prioritaire de l'Organisation des Nations Unies conformément à ses buts et principes, eu égard en particulier à l'objectif de coopération internationale. Au regard de ces buts et principes, la promotion et la protection de tous les droits de l'homme sont une préoccupation légitime de la communauté internationale. Les organes et les institutions spécialisées s'occupant des droits de l'homme doivent donc renforcer encore la coordination de leurs activités en se fondant sur l'application uniforme et objective des instruments internationaux en la matière.

Tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés. La communauté internationale doit traiter des droits de l'homme globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant une égale valeur. S'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des États, quels qu'en soient les systèmes politique, économique et

¹ A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales.

Venant après le débat initial consacré à l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne à la cinquante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme, la contribution du Conseil économique et social à l'évaluation quinquennale de cette application revêt une importance particulière pour les efforts faits actuellement par les Nations Unies pour faire avancer le suivi et l'application coordonnés à l'échelle du système de ces instruments. Elle sera suivie, au cours de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, d'une évaluation d'ensemble de l'application des recommandations adoptées par la Conférence mondiale des droits de l'homme à Vienne.

Le Conseil économique et social réaffirme le rôle important des organisations non gouvernementales dans la promotion de tous les droits de l'homme et dans les activités humanitaires aux niveaux national, régional et international. Le Conseil leur rend hommage pour la contribution qu'elles apportent à la sensibilisation de l'opinion publique aux questions relatives aux droits de l'homme, à l'éducation, à la formation et à la recherche dans ce domaine et à la promotion et la protection de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales.

I. Renforcement du suivi et de l'application coordonnés à l'échelle du système de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

1. Le Conseil économique et social réaffirme la nécessité de renforcer la coordination en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'échelle du système des Nations Unies. Pour ce faire, tous les organes, organismes des Nations Unies et institutions spécialisées qui s'occupent des droits de l'homme doivent coopérer afin de renforcer, rationaliser et améliorer leurs activités, compte tenu de la nécessité d'éviter les doubles emplois. Le Conseil, réaffirmant l'approche globale des questions relatives aux droits de l'homme, adoptée par les Nations Unies, se félicite que ces questions fassent l'objet d'une promotion de plus en plus large à l'échelle du système. Il demande à tous les organismes des Nations Unies de poursuivre leurs efforts pour développer la coordination à l'échelle du système et la coopération interorganisations afin de promouvoir tous les droits de l'homme, y compris ceux qui ont trait à l'égalité entre les sexes, dans leurs activités. Le Conseil réaffirme que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a pour responsabilité de coordonner les activités de promotion et de protection des droits de l'homme à l'échelle du système et soutient ses efforts en vue de promouvoir la coopération et la coordination dans ce domaine à l'intérieur du système, afin de parvenir à une approche globale et intégrée de la défense et de la protection des droits de l'homme qui fasse fond sur la contribution de chacun des organes de l'ONU, organismes des Nations Unies et institutions spécialisées dont les activités ont trait aux droits de l'homme et visent à renforcer la coopération et la coordination interorganisations. Le Conseil demande aux départements, fonds et programmes des Nations Unies et aux institutions spécialisées, dans le cadre de leur mandat, de participer activement à ce processus.

2. Les consultations interorganisations engagées par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, avec l'appui du Comité administratif de coordination, en vue de la célébration du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'évaluation quinquennale de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, devraient se poursuivre à l'avenir pour devenir

un mécanisme de coopération portant sur les différents aspects des activités relatives aux droits de l'homme des Nations Unies.

3. Le Conseil recommande que les liens réciproques et l'interdépendance entre démocratie, développement et respect de tous les droits de l'homme soient une source d'inspiration pour le Secrétariat de l'ONU et les autres éléments du système des Nations Unies dans l'élaboration de leurs politiques ou l'exécution de leurs programmes et activités dans différents domaines, sachant que les questions économiques, sociales et humanitaires gagneraient à être examinées dans une optique qui tienne dûment compte de tous les droits de l'homme.

4. Le Conseil demande à ses commissions techniques, ainsi qu'aux commissions régionales et aux autres organes, organismes et institutions spécialisées, dans le cadre de leur mandat, de tenir dûment compte de tous les droits de l'homme dans leurs activités respectives.

5. Le Conseil insiste sur la nécessité d'une approche globale et intégrée de la défense et de la protection des droits de l'homme, fondée sur une coordination efficace des efforts faits par les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées. Le Conseil renouvelle l'appel lancé dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne pour qu'à leur réunion annuelle les hauts responsables des organismes et institutions spécialisées compétents des Nations Unies coordonnent leurs activités mais aussi évaluent l'effet de leurs stratégies et politiques quant à la jouissance de l'ensemble des droits de l'homme.

6. Le Conseil réaffirme qu'il importe d'assurer que l'examen des questions relatives aux droits de l'homme se fasse dans un esprit d'universalité, d'objectivité et de non-sélectivité.

7. Le Conseil recommande que tous les éléments du système des Nations Unies oeuvrant dans ce domaine coordonnent, dans le cadre de leur mandat, leurs projets relatifs aux droits de l'homme et à d'autres questions apparentées. Ils devraient faire appel aux compétences du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

8. Le Conseil prie le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour recruter le personnel dont a besoin le Secrétariat, notamment le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la considération dominante étant de s'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, étant dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible compte tenu du fait que le principe de la répartition géographique équitable était compatible avec cette exigence, comme l'a affirmé la Commission des droits de l'homme dans son rapport à la Commission spéciale du Conseil économique et social². Le Conseil a également insisté sur la nécessité de tenir compte de l'équilibre entre les sexes dans le recrutement du personnel à tous les niveaux. Le Conseil a invité les États parties aux traités relatifs aux droits de l'homme à tenir dûment compte du principe de la répartition géographique équitable et de l'équilibre entre les sexes dans le choix de leurs candidats aux élections des membres des organes créés en vertu de traités relatifs aux droits de l'homme.

9. Le Conseil s'est déclaré favorable à la formation du personnel des Nations Unies à l'échelle du système dans le domaine des droits de l'homme et à l'amélioration des connaissances intersectorielles afin de favoriser une prise de conscience accrue des droits de l'homme. Les éléments du système des Nations Unies sont encouragés à

² E/CN.4/1988/85 et Corr.1.

coopérer étroitement avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans ce domaine.

10. Le Conseil est conscient de la nécessité de poursuivre l'adaptation des mécanismes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme aux besoins actuels et futurs de la promotion et de la protection des droits de l'homme, compte tenu de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Le Conseil réaffirme la recommandation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme invitant les États parties aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social à envisager d'examiner les organes créés en vertu de traités dans le domaine considéré et les différents mécanismes thématiques et procédures en vue d'en accroître l'efficacité et l'utilité grâce à une meilleure coordination, en tenant compte de la nécessité d'éviter les doubles emplois et les chevauchements de mandats et de tâches. Le Conseil prend également note des efforts que déploient actuellement dans ce domaine l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dans le cadre de leur mandat.

11. Le Conseil est conscient de la nécessité de prévoir des ressources accrues au titre du budget ordinaire pour financer l'élargissement des activités du Haut Commissariat des Nations Unies conformément à la résolution 1998/83 de la Commission des droits de l'homme³. À cet égard, le Conseil renouvelle la demande faite par l'Assemblée générale au Secrétaire général dans sa résolution 48/141, dans laquelle elle le priait de fournir au Haut Commissaire le personnel et les ressources dont il aurait besoin pour pouvoir s'acquitter de son mandat dans les limites du budget ordinaire, existant et futur, de l'Organisation des Nations Unies, sans effectuer de prélèvement sur les ressources affectées aux programmes et aux activités des Nations Unies ayant trait au développement.

II. La démocratie – le développement – les droits de l'homme, le droit au développement et le rôle de la coopération internationale

1. Le Conseil économique et social appelle le système des Nations Unies à affirmer systématiquement l'interaction et l'interdépendance de la démocratie, du développement et du respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les organismes des Nations Unies devraient prendre pleinement en considération le lien entre la démocratie, le développement et les droits de l'homme dans leurs politiques et programmes. La communauté internationale devrait contribuer à renforcer et promouvoir la démocratie, le développement et le respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde entier. Le Conseil réaffirme que le droit au développement en tant que droit universel et inaliénable fait partie intégrante des droits fondamentaux de la personne. Comme le stipule la Déclaration sur le droit au développement⁴, l'être humain est le sujet central du développement. Le Conseil réaffirme l'importance d'une coopération internationale efficace pour la réalisation du droit au développement et rappelle que cette dernière suppose des politiques efficaces de développement au niveau national ainsi que des relations économiques équitables et un climat économique favorable au niveau international.

2. Le Conseil engage les organismes intéressés des Nations Unies à prendre de nouvelles mesures pour réaliser le droit au développement et rappelle la nécessité

³ Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 3 (E/1998/23).

⁴ Résolution 41/128 de l'Assemblée générale.

d'assurer la coordination et la coopération dans l'ensemble du système des Nations Unies pour promouvoir et réaliser plus efficacement ce droit. Il recommande que les organismes intéressés coopèrent davantage en vue de renforcer l'exercice du droit au développement et coopèrent avec l'expert indépendant et le groupe de travail sur le droit au développement. Il invite les institutions de Bretton Woods et les institutions financières régionales à accroître leur participation à ce processus.

3. Le Conseil appelle les organismes des Nations Unies à redoubler d'efforts pour éliminer la pauvreté dans le cadre de leur action d'ensemble en faveur des droits de l'homme. Il leur demande de continuer à privilégier l'application des conclusions concertées qu'il a adoptées sur la coordination des activités menées par le système des Nations Unies pour éliminer la pauvreté⁵, en particulier l'extrême pauvreté, en gardant présent à l'esprit que les stratégies de lutte contre la pauvreté favorisent l'exercice de l'ensemble des droits de l'homme. La généralisation de l'extrême pauvreté entrave la jouissance pleine et effective des droits de l'homme. À ce propos, le Conseil encourage les organismes des Nations Unies, ainsi que les institutions de Bretton Woods et les institutions financières régionales, à accroître leurs efforts.

4. Le Conseil appelle à une coordination et une coopération accrues dans tout le système des Nations Unies, en vue d'appuyer les activités nationales et internationales visant à promouvoir et à défendre les droits économiques, sociaux et culturels, compte tenu du caractère indivisible, interdépendant et corrélatif de tous les droits de l'homme. Il appuie les efforts engagés par le Haut Commissaire aux droits de l'homme afin de promouvoir la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement et d'aider le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à s'acquitter de ses tâches. Par ailleurs, il engage les organismes des Nations Unies à accorder une attention accrue à ses décisions et à celles de ses commissions techniques concernant les droits économiques, sociaux et culturels. Il leur demande d'appuyer les mécanismes et procédures existant dans ce domaine.

5. Le Conseil engage les États à s'abstenir de toute mesure unilatérale non conforme au droit international et à la Charte des Nations Unies qui entrave les échanges entre les pays et empêche la pleine réalisation des droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme⁶ et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant, y compris la nourriture et les soins médicaux, le logement et les services sociaux nécessaires. Le Conseil déclare que la nourriture ne devrait pas être utilisée comme un instrument de pression politique.

6. Le Conseil engage tous les éléments du système des Nations Unies à aider à renforcer et à promouvoir la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde entier. Il demande au Secrétaire général de continuer à renforcer la capacité des organismes des Nations Unies de répondre véritablement aux demandes des États Membres, en appuyant de façon cohérente et appropriée les activités que ces derniers entreprennent pour réaliser les objectifs de gouvernance responsable et transparente et de démocratie.

7. Le Conseil engage tous les États à adopter et à appliquer énergiquement les instruments existants relatifs au déversement de produits et déchets toxiques et dangereux et à coopérer à la prévention du déversement illicite.

⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 3 (A/51/3/Rev.1)*, chap. III, par. 2, conclusions concertées 1996/1.

⁶ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

8. Le Conseil engage la communauté internationale à ne ménager aucun effort pour aider à alléger le poids de la dette extérieure des pays en développement, pour compléter les efforts déployés par les gouvernements de ces derniers afin que les populations jouissent pleinement de leurs droits économiques, sociaux et culturels.

III. Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

1. Le Conseil appelle tous les organismes intéressés des Nations Unies à renforcer leur contribution aux efforts visant à éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. La participation accrue aux activités du Programme d'action de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination⁷ devrait devenir l'instrument interinstitutions qui permettra d'améliorer les résultats obtenus dans ce domaine. Le Conseil demande au Haut Commissaire aux droits de l'homme de continuer à coordonner toutes les activités de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, y compris en créant un dispositif interinstitutions chargé de coordonner ces activités, conformément à la résolution 52/111 de l'Assemblée générale.

2. Le Conseil engage tous les organismes intéressés des Nations Unies à aider le comité préparatoire et à participer activement à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui doit se tenir au plus tard en 2001, conformément à la résolution 52/111 de l'Assemblée générale et à la résolution 1998/26 de la Commission des droits de l'homme³.

3. Le Conseil encourage les organismes des Nations Unies à élaborer une stratégie globale d'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

4. Le Conseil recommande à l'Assemblée générale de proclamer l'année 2001 année de mobilisation contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, en vue d'appeler l'attention du public sur les objectifs de la Conférence mondiale et d'imprimer un nouvel élan aux engagements politiques.

IV. Égalité de condition et droits fondamentaux des femmes

1. Le Conseil se félicite des progrès accomplis depuis l'adoption de ses conclusions concertées 1997/2 et demande l'application de ces dernières, comme cadre de la stratégie globale visant à intégrer une perspective sexospécifique dans tous les aspects des travaux des organismes des Nations Unies, s'appliquant aussi bien au Siège que sur le terrain, en ce qui concerne notamment le renforcement du pouvoir politique et économique des femmes.

2. Le Conseil accueille avec satisfaction les conclusions sur les droits fondamentaux des femmes adoptées par la Commission de la condition de la femme à sa quarante-deuxième session⁸, lesquelles, avec les autres conclusions de la Commission, contribuent à accélérer l'application du Programme d'action de Beijing⁹.

⁷ Résolution 49/146 de l'Assemblée générale.

⁸ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 7 (E/1998/27)*, chap. I, sect. B.

⁹ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

3. Le Conseil demande aux organismes des Nations Unies de prendre des mesures spéciales pour renforcer les connaissances spécialisées touchant l'égalité de condition et les droits fondamentaux. Il engage tous les organismes intéressés à continuer d'intégrer une perspective sexospécifique à tous les niveaux. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme, la Division de la promotion de la femme, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) devraient renforcer leur coopération. Le Conseil se félicite de la concertation croissante entre la Commission de la condition de la femme et la Commission des droits de l'homme, y compris la tenue d'un dialogue interactif sur les droits fondamentaux des femmes lors de la cinquante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme.

4. Le Conseil souligne combien il importe de dispenser une formation sur les droits fondamentaux et l'intégration des femmes à tous les personnels et fonctionnaires des Nations Unies au Siège et sur le terrain, afin qu'ils prennent conscience des violations des droits fondamentaux des femmes et y remédient et qu'ils puissent incorporer pleinement dans leurs travaux les aspects liés aux rôles respectifs des hommes et des femmes.

5. Le Conseil encourage les organismes et institutions des Nations Unies à coopérer davantage avec d'autres organisations pour mettre en place des activités destinées à lutter, dans leurs sphères de compétence respectives, contre les violations des droits fondamentaux des femmes et à favoriser le plein exercice par les femmes de tous leurs droits les plus élémentaires et de leurs libertés fondamentales, notamment en organisant, de concert avec d'autres organisations telles que l'Organisation internationale pour les migrations, des actions de lutte contre le trafic des femmes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, y compris la prostitution des femmes et jeunes filles. Le Conseil se félicite des activités entreprises par de nombreuses instances du système des Nations Unies en vue d'éliminer les pratiques traditionnelles préjudiciables pour les femmes et les jeunes filles, et les encourage à continuer de coordonner leurs activités.

6. Le Conseil recommande à l'Assemblée générale et demande à la Commission des droits de l'homme de mentionner explicitement l'égalité entre les sexes lorsqu'ils définissent ou renouvellent les mandats relatifs aux droits de l'homme.

7. Le Conseil encourage les organes créés en vertu de traités relatifs aux droits de l'homme à poursuivre et renforcer l'examen de la condition et des droits fondamentaux des femmes dans leurs délibérations et conclusions et à favoriser une meilleure compréhension des droits visés dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et de leur importance particulière pour les femmes. Il encourage également ces organes à tenir compte de la sexospécificité dans le suivi de l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il se déclare favorable au renforcement de la coordination entre le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et les autres organes créés en vertu de traités relatifs aux droits de l'homme et incite ces derniers à coordonner leurs activités concernant le suivi du plein exercice par les femmes de leurs droits fondamentaux.

8. Le Conseil se félicite des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en faveur de la ratification universelle par tous les États de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes¹⁰ d'ici l'an 2000 et prône l'adoption de mesures supplémentaires pour atteindre cet objectif. Il prend note

¹⁰ Résolution 34/180 de l'Assemblée générale, annexe.

des travaux accomplis par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour établir l'inventaire des réserves à la Convention et demande instamment aux États de retirer les réserves qui vont à l'encontre de l'objet et du but de la Convention ou qui sont d'autres façons incompatibles avec le droit conventionnel international.

V. Ceux qui ont besoin d'une protection particulière

Le Conseil demande à toutes les instances du système des Nations Unies d'entreprendre, en étroite coordination et concertation les unes avec les autres, une évaluation de l'impact de leurs stratégies et politiques sur l'exercice des droits de l'homme par ceux qui ont besoin d'une protection particulière.

1. Le Conseil insiste sur l'importance des efforts déployés par les organes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies en vue de défendre et de protéger les droits de l'enfant et reconnaît que la coopération interinstitutions dans ce domaine aboutit à des résultats positifs. Il apporte son appui à l'approche axée sur les droits de l'enfant qui a été adoptée par l'UNICEF et encourage le développement. Il convient également d'encourager le renforcement de la coopération internationale et l'intensification des efforts conjoints et/ou concertés ainsi que la participation de toutes les composantes du système des Nations Unies à la protection des droits de l'enfant.

2. Le Conseil demande que les droits fondamentaux et les préoccupations humanitaires concernant les enfants touchés par les conflits armés ainsi que leur protection soient pleinement pris en considération dans toutes les activités des Nations Unies, y compris celles de maintien et de consolidation de la paix et, à cet égard, demande aux organismes et institutions spécialisées compétents des Nations Unies ainsi qu'au Comité des droits de l'enfant et autres instances, de renforcer leur coopération avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés.

3. Le Conseil demande également aux organes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies de continuer à lutter contre l'exploitation et les mauvais traitements des enfants, y compris l'infanticide des filles, l'emploi des enfants à des travaux dangereux, les pratiques traditionnelles préjudiciables aux fillettes, la vente d'enfants ou de leurs organes, la prostitution et l'exploitation pornographique des enfants, ainsi que d'autres formes de violences sexuelles.

4. Le Conseil se félicite des résultats positifs de la coopération entre le Comité des droits de l'enfant et l'UNICEF.

5. Le Conseil réaffirme l'engagement pris par les Nations Unies de poursuivre leurs efforts en vue de la ratification universelle de la Convention sur les droits de l'enfant adoptée au Sommet mondial pour les enfants et réaffirmée dans la Déclaration de Vienne et le Programme d'action.

6. Le Conseil encourage les organisations compétentes du système des Nations Unies, dans le cadre de leur mandat et selon le cas, à faciliter la négociation du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones par le Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme, y compris par le biais d'ateliers et de séminaires, ainsi que l'examen de propositions en vue de la création éventuelle d'un forum permanent des populations autochtones dans le cadre du système des Nations Unies, qui doit être débattue au sein du groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme. Il encourage également les États Membres à envisager de ratifier au plus tôt la Convention No 169 de l'OIT concernant les peuples autochtones et tribaux dans les pays indépendants.

7. Le Conseil demande au Programme des Nations Unies pour le développement et aux autres instances du système des Nations Unies, en coopération avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en sa qualité de coordonnateur pour la Décennie internationale des populations autochtones, de veiller à ce que leurs programmes englobent les droits des populations autochtones. Il encourage les États Membres à contribuer au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones créé pour le financement des projets en rapport avec la Décennie. Il encourage également les institutions, fonds et programmes des Nations Unies, en coopération avec les États Membres, à soutenir les activités réalisées dans le cadre de la Décennie, y compris au moyen de microfinancements des projets exécutés par des populations autochtones.

8. Le Conseil demande instamment aux États et à la communauté internationale de défendre et protéger les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, conformément à la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques¹¹. Il se félicite des consultations interorganisations entre le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et les programmes et institutions des Nations Unies concernant les questions en rapport avec les minorités. Le Conseil souscrit par ailleurs à la poursuite des consultations interorganisations sur les questions des minorités en vue de favoriser l'échange d'informations, y compris par le biais du Groupe de travail sur les minorités de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et de garantir une participation accrue des minorités dans les programmes et projets qui les concernent.

9. Le Conseil encourage également les États Membres à envisager de ratifier au plus tôt la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille¹², qui n'est pas encore entrée en vigueur en raison du nombre insuffisant de ratifications.

10. Le Conseil encourage ses organes subsidiaires et autres instances compétentes du système des Nations Unies à participer davantage à la défense et à la protection des droits des handicapés et à veiller à ce que leurs programmes prennent leurs besoins en considération. Par ailleurs, il demande aux organisations du système des Nations Unies, et en particulier à ses fonds, programmes et institutions spécialisées, de tenir compte

¹¹ Résolution 47/135 de l'Assemblée générale.

¹² Résolution 45/158 de l'Assemblée générale.

des droits des handicapés dans toutes leurs activités, y compris par le biais de consultations interorganisations sur les questions d'invalidité, en vue de renforcer les échanges d'informations et d'assurer une participation accrue des handicapés aux programmes et projets qui les concernent. Le Conseil se félicite des échanges réciproques entre le Rapporteur spécial de la Commission du développement social pour les handicapés, la Commission des droits de l'homme et le Comité des droits de l'enfant. Il encourage également la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales à agir davantage en faveur du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées¹³ et à aider les gouvernements, à leur demande, à appliquer les normes nationales en vue de la protection des handicapés.

11. Le Conseil demande instamment aux instances compétentes des Nations Unies de redoubler d'efforts afin d'élaborer, pour apporter des solutions aux problèmes des réfugiés, une démarche d'ensemble qui incorpore la mise au point de stratégies destinées à s'attaquer aux causes profondes et aux effets des déplacements de réfugiés et à renforcer les mécanismes de préparation et d'intervention d'urgence, ainsi que la protection et l'aide à apporter aux réfugiés, en particulier les femmes et les enfants. Le Conseil insiste sur la nécessité de rechercher des solutions durables aux problèmes des réfugiés, principalement par le biais de la solution préférée du rapatriement librement consenti dans la dignité et la sécurité, mais aussi au travers de solutions telles que celles adoptées par les conférences internationales sur les réfugiés. À cet égard, le Conseil insiste sur la nécessité d'instaurer une coopération internationale dans l'esprit de la solidarité internationale et de la répartition des charges, compte tenu des instruments internationaux applicables en la matière, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme⁶, la Convention de 1951¹⁴ et le Pro-tocole de 1967¹⁵ relatif au statut des réfugiés. Le Conseil demande instamment à tous les États de soutenir les travaux du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés afin que les besoins des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissariat soient pleinement satisfaits.

12. Le Conseil félicite le représentant du Secrétaire général de ses efforts en vue de mettre en place une stratégie d'ensemble axée sur la prévention ainsi que sur l'amélioration de la protection, de l'assistance et du développement en faveur des personnes déplacées dans leur propre pays et, à cet égard, note les progrès accomplis à ce jour dans l'élaboration d'un cadre juridique. Il note avec satisfaction que le Coordonnateur des secours d'urgence a été chargé d'assurer la coordination interinstitutions de l'aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, et il encourage toutes les organisations qui oeuvrent dans les domaines de l'aide humanitaire et du développement à intensifier leur collaboration en définissant des cadres de coopération destinés à favoriser la protection, l'aide et le développement en faveur des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

13. Le Conseil demande au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, au Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH/sida et à ses coparrainants de fournir aux États qui le demandent une assistance technique pour la défense et la protection des droits de l'homme dans le contexte du VIH/sida.

¹³ Résolution 37/52 de l'Assemblée générale.

¹⁴ Publication des Nations Unies, *Série des Traités*, vol. 189, No 2545.

¹⁵ Ibid., vol. 606, No 8791.

VI. Coopération technique, éducation et information en matière de droits de l'homme

1. Le Conseil se félicite que les États soient de plus en plus nombreux à demander en matière de droits de l'homme l'assistance technique fournie par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres entités du système des Nations Unies dans le cadre de leur mandat. Le Conseil réaffirme que les services consultatifs et l'assistance technique fournis sur la demande de l'État intéressé dans le domaine des droits de l'homme exigent une coopération et une coordination étroites entre les organismes des Nations Unies et toutes les institutions spécialisées qui s'en occupent, de manière que l'efficacité et le rendement des programmes en soient améliorés et la défense de tous les droits de l'homme renforcée. Cette coopération doit procéder des atouts dont disposent ces différentes entités pour la fourniture de l'assistance technique voulue dans le domaine des droits de l'homme. Le Conseil réaffirme que la coopération doit être placée sous le signe du dialogue et de la transparence avec la participation de tous les intervenants.

2. Le Conseil réitère qu'il importe de favoriser particulièrement les mesures d'aide contribuant à mettre en place et renforcer les institutions consacrées aux droits de l'homme, à consolider une société civile pluraliste et à protéger les groupes rendus vulnérables. Il importe tout particulièrement à cet égard que les gouvernements qui le demandent reçoivent une aide pour la tenue d'élections libres et régulières, notamment en ce qui concerne les aspects du scrutin qui touchent aux droits de l'homme et l'information sur les élections. Il n'importe pas moins d'aider à renforcer la primauté du droit, à défendre la liberté de parole et l'administration de la justice, ainsi que la participation réelle et effective de la population au processus décisionnel.

3. Le Conseil reprend la recommandation de la Conférence mondiale tendant à affecter aux bureaux régionaux de l'Organisation des Nations Unies des spécialistes des droits de l'homme chargés de diffuser l'information et d'offrir une formation et d'autres types d'assistance technique dans le domaine considéré. Le Conseil note avec intérêt l'expérience des pays où, sur la demande du gouvernement intéressé, des spécialistes des droits de l'homme s'intègrent aux équipes de pays de l'ONU pour contribuer à la formulation et à la réalisation des programmes en cause.

4. Le Conseil encourage les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, les rapporteurs spéciaux et les représentants spéciaux, de même que les groupes de travail, à continuer d'étudier les possibilités d'assistance technique à apporter aux États qui la demanderaient.

5. Le Conseil se félicite des importants travaux réalisés par l'UNESCO, le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour la mise en oeuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, et demande que l'on relance dans l'ensemble du système les efforts visant à étoffer le concours à la poursuite des objectifs de la Décennie en y consacrant les ressources humaines et financières voulues.

6. Le Conseil incite les départements du Secrétariat et les autres composantes intéressées du système des Nations Unies à désigner, comme prévu dans le Plan d'action pour la Décennie¹⁶, un fonctionnaire de liaison pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, qui travaillerait avec le Haut Commissariat dans les domaines de

¹⁶ A/49/261/Add.1-E/1994/110/Add.1, annexe.

compétence respectifs des différentes entités à la mise en place d'activités d'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

7. Le Conseil recommande à l'Assemblée générale de réitérer son plein appui à la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme proclamée en 1988, et d'allouer les ressources voulues pour qu'elle soit bien réalisée, et demande au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de coordonner la Campagne quant aux aspects de fond.

VII. Réalisation

1. Le Conseil engage les gouvernements à faire intégrer à leur législation interne les normes énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et à renforcer les appareils et les institutions nationaux et les mouvements sociaux de promotion et de défense des droits de l'homme. Le Conseil affirme que les institutions spécialisées, les organes et institutions intéressés des Nations Unies, et les autres organisations intergouvernementales dont les activités touchent aux droits de l'homme, jouent dans le cadre de leurs mandats un rôle crucial dans la formulation, la promotion et la réalisation des normes concernant les droits de l'homme.

2. Le Conseil soutient l'action déployée par le Haut Commissaire aux droits de l'homme pour stimuler la ratification de tous les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme par tous les États au cours des cinq années à venir, de manière à réaliser l'objectif de la ratification universelle des traités et protocoles internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés sous les auspices des Nations Unies. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme et les autres entités du système des Nations Unies devraient, dans le cadre de leurs mandats respectifs, aider les gouvernements qui le demandent pour la ratification desdits instruments et l'établissement des rapports initiaux. Le Conseil demande au Secrétaire général et au Haut Commissaire aux droits de l'homme de diffuser des informations sur les activités des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme.

3. Le Conseil applaudit au concours apporté aux activités des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme par les institutions spécialisées et les organes des Nations Unies, et les incite ainsi que le Haut Commissariat aux droits de l'homme et les présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme à continuer à rechercher des mesures précises propres à intensifier leur coopération réciproque; il engage également à cet égard, les réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme à inviter au besoin des responsables des institutions spécialisées et des organes des Nations Unies à assister à leurs réunions.

4. Le Conseil réaffirme le rôle essentiel joué par le Haut Commissariat aux droits de l'homme pour la coordination des activités du système entier dans le domaine des droits de l'homme. Il demande également à ce propos aux entités intéressées du système des Nations Unies de développer leur coopération avec le Haut Commissariat. Le Conseil encourage le Haut Commissaire, dans le cadre de son mandat énoncé dans la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, à continuer d'assumer un rôle dynamique pour la défense et la protection des droits de l'homme, notamment en prévenant les atteintes à ces droits dans le monde entier. Le Conseil note avec intérêt la multiplication des opérations de terrain visant les droits de l'homme dans le monde entier, et encourage le Haut Commissaire à envisager de nouvelles améliorations à apporter à la coopération avec les éléments intéressés du système des Nations Unies.

5. Le Conseil recommande à chaque État de déterminer s'il est souhaitable qu'il élabore un plan national d'action énonçant les mesures propres à améliorer la défense et la protection des droits de l'homme dans le pays. Le Conseil encourage à ce propos les entités intéressées du système des Nations Unies à aider les États qui le demandent à adopter et appliquer des plans nationaux d'action dans ce domaine.

VIII. Interaction entre la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne et celle des décisions adoptées par les autres grandes conférences des Nations Unies

Le Conseil réaffirme que la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne fait partie intégrante de la suite coordonnée à donner aux grandes conférences tenues sous les auspices des Nations Unies. La Déclaration et le Programme d'action de Vienne, de même que les décisions adoptées lors des autres conférences mondiales organisées par les Nations Unies, sont à intégrer plus étroitement au programme de travail de toutes les organisations du système des Nations Unies.»

4. Les représentants du Brésil et du Liban et l'observateur de la République arabe syrienne ont fait des déclarations.

Rapport du Secrétaire général sur la coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies dans le domaine suivant : suivi et application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

5. À la 47^e séance également, sur la proposition du Président, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général sur la coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies dans le domaine du suivi et de l'application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (E/1998/60). Voir décision 1998/287 du Conseil.

Chapitre VII

Débat consacré aux affaires humanitaires

Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe

1. À sa session de fond, le Conseil a examiné la question de l'assistance économique spéciale, de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe (point 5 de l'ordre du jour) à ses 28^e à 32^e séances, du 14 au 17 juillet. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.28 à 32). Le Conseil était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (A/53/139-E/1998/67);

b) Lettre datée du 9 juillet 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/172-E/1998/86).

2. À sa 29^e séance, le 15 juillet, le Conseil a eu des entretiens officiels avec les chefs de secrétariat et chefs de secrétariat adjoints du Comité directeur interorganisations et du Comité exécutif pour les affaires humanitaires.

3. À ses 30^e et 31^e séances, le 16 juillet, le Conseil a eu des entretiens informels sur la question des catastrophes naturelles et les situations d'urgence complexes auxquels ont participé un certain nombre de coordonnateurs résidents et coordonnateurs des secours humanitaires des Nations Unies. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats.

Mesures prises par le Conseil

4. À la 32^e séance, le 17 juillet, le Vice-Président du Conseil, M. Alyaksandr Sychou (Biélorus) a présenté le projet de conclusions concertées sur l'assistance économique spéciale, l'aide humanitaire et les secours en cas de catastrophe (E/1998/L.15).

5. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de conclusions concertées.

Conclusions concertées 1998/1

«1. Le Conseil économique et social se penchera sur le thème du renforcement de la coordination des activités humanitaires du système des Nations Unies lors de la première partie de la session qu'il consacrerait aux affaires humanitaires. Les débats se fonderont sur les précédentes résolutions sur la question, en particulier la résolution 46/182 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1991, et son annexe.

2. Le Conseil prend acte du rapport du Secrétaire général sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (A/53/139-E/1998/67). Il se félicite des progrès réalisés dans le renforcement de cette coordination et souhaite donner quelques indications pour la poursuite des travaux en ce sens.

3. Le Conseil réaffirme qu'une aide humanitaire coordonnée et des ressources financières suffisantes sont nécessaires pour assurer que le système des Nations Unies dispose en permanence de la capacité d'intervenir rapidement, efficacement et en temps voulu en cas de catastrophes naturelles et autres situations d'urgence, tant pour la fourniture immédiate de secours que pour une transition sans heurts entre les opérations de secours, de relèvement, de reconstruction et de développement à long terme, qui ne se suivent pas nécessairement dans le temps et qui se déroulent souvent simultanément.

4. Le Conseil réaffirme que les opérations humanitaires sont généralement menées en coopération étroite entre les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, d'autres organisations internationales et des organisations non gouvernementales. C'est à chaque État que revient en tout premier lieu la responsabilité des secours aux victimes des catastrophes naturelles et autres situations d'urgence survenant sur son territoire. C'est donc à l'État touché que revient le rôle primordial dans le lancement, l'organisation, la coordination et l'exécution des opérations d'aide humanitaire sur son territoire. L'ampleur et la durée de certaines situations d'urgence peut dépasser la capacité d'intervention de nombre des pays touchés. La coopération internationale visant à faire face aux situations d'urgence et à renforcer la capacité d'intervention des pays touchés revêt donc une grande importance. Cette coopération doit être fournie conformément au droit international et aux législations nationales. Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui travaillent en toute impartialité et avec des motifs strictement humanitaires devraient continuer d'apporter une contribution considérable en complément des efforts déployés sur le plan national.

5. Le Conseil exprime sa préoccupation devant le nombre croissant de catastrophes naturelles et de situations d'urgence écologique qui frappent souvent des pays ne disposant pas des ressources voulues pour y faire face comme il convient.

6. Le Conseil affirme son appui aux principes et normes du droit international humanitaire, et souligne la nécessité urgente d'assurer le respect et la promotion de ces principes et de ces normes. Le Conseil est également préoccupé par le contexte de plus en plus difficile dans lequel l'aide humanitaire doit s'opérer dans certaines régions, en particulier par l'érosion continue, dans nombre de cas, du respect du droit international humanitaire et de ses principes, qu'illustrent notamment les actes de violence perpétrés délibérément à l'encontre de la population civile, en particulier des femmes et des enfants, et des agents des organismes d'assistance. Le Conseil accueille favorablement les efforts soutenus que déploie le Représentant spécial du Secrétaire général pour la protection des enfants en période de conflit armé en vue d'empêcher que les femmes et les enfants ne soient pris pour cible dans les situations de conflit, de mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants comme soldats dans les hostilités en violation du droit international, et d'appuyer la démobilisation et la réinsertion sociale des enfants soldats. Le Conseil note qu'il importe de mobiliser un segment beaucoup plus important de la société civile dans l'oeuvre de sensibilisation aux questions humanitaires et au respect du droit international humanitaire et de ses principes, et d'appui aux programmes humanitaires.

7. Le Conseil réaffirme la résolution 52/167 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1997, relative à la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire, dans laquelle l'Assemblée engage tous les gouvernements et les parties se trouvant dans des situations d'urgence humanitaire complexes, en particulier des conflits armés et des situations d'après conflit, dans des pays dans lesquels opère du personnel humanitaire, conformément aux dispositions pertinentes du droit international et des législations nationales, à garantir l'accès en toute sécurité et sans restriction du personnel humanitaire pour lui permettre de remplir efficacement sa mission au service des

populations civiles touchées, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Le Conseil réaffirme également la nécessité pour tous les personnels humanitaires de respecter la législation nationale des pays dans lesquels ils opèrent.

8. Le Coordonnateur des secours d'urgence, en coopération avec la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, doit s'assurer que les sexospécificités sont totalement prises en compte dans les activités et politiques humanitaires.

9. Le Conseil se félicite des efforts accomplis par le Secrétaire général pour renforcer la coordination de l'aide humanitaire au sein du système des Nations Unies, notamment à la faveur de la création du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, avec ses trois missions essentielles que sont l'élaboration et la coordination des politiques, les actions de mobilisation en faveur des questions humanitaires et la coordination des interventions humanitaires en cas d'urgence, ainsi que des objectifs directeurs définis par le Bureau pour la mise en oeuvre des réformes. Il soutient sans réserve le rôle directeur joué par le Coordonnateur des secours d'urgence dans la coordination constante de l'aide humanitaire et l'établissement d'un ordre de priorité des programmes dans les appels globaux lancés par les Nations Unies. Le Conseil note que le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires est chargé de partager avec le Service de l'action antimines de l'Organisation des Nations Unies, centre de coordination au sein de l'Organisation de toutes les actions de déminage, ainsi qu'avec d'autres partenaires, toutes les informations utiles concernant les conséquences sur le plan humanitaire des mines terrestres, et qu'il s'emploiera à faire en sorte que la satisfaction des besoins humanitaires fasse partie intégrante de l'action humanitaire globale.

10. Le Conseil félicite le Comité permanent interorganisations, principal mécanisme de coordination interorganisations placé sous la direction du Coordonnateur des secours d'urgence, de ses efforts en vue de mettre en place des structures de coordination cohérentes sur le terrain, de favoriser au niveau interorganisations une répartition explicite des tâches et de garantir la transparence, ainsi que de l'amélioration des modalités de notification par les fonds et programmes de leurs activités en matière d'aide humanitaire. Le Conseil se félicite de l'utilisation des équipes interorganisations de négociation qui relèvent du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires pour assurer le respect des principes humanitaires sur le terrain et la mise en place de dispositifs d'intervention.

11. Le Conseil note avec satisfaction que le Coordonnateur pour les secours d'urgence a été désigné pour centraliser la coordination interorganisations de l'aide humanitaire aux personnes déplacées dans leur propre pays; il note également que le Comité permanent interorganisations a adopté les principes directeurs concernant ces personnes déplacées et encourage le Coordonnateur des secours d'urgence, dans l'exercice de cette fonction, à travailler en liaison étroite avec toutes les institutions et organisations participantes, en particulier avec le Représentant du Secrétaire général pour les personnes déplacées dans leur propre pays, qui fera rapport à la Commission des droits de l'homme sur ses efforts et sur les avis qui lui auront été donnés au sujet de ces principes directeurs.

12. Le Conseil estime, comme le Secrétaire général, que le coordonnateur résident doit normalement coordonner les activités d'aide humanitaire de l'Organisation des Nations Unies en assumant la double fonction de coordonnateur résident et de coordonnateur de l'assistance humanitaire. D'autres mécanismes, à savoir la nomination

d'un coordonnateur de l'assistance humanitaire distinct du coordonnateur résident, la désignation d'une institution chef de file ainsi que la nomination d'un coordonnateur régional, pourraient être justifiés lorsque les circonstances le demandent. Le Conseil appuie sans réserve les nouveaux efforts déployés pour préciser les paramètres déterminant les responsabilités dans les fonctions de coordonnateur résident/coordonnateur de l'assistance humanitaire, l'établissement de critères et procédures de sélection ainsi que de mécanismes d'examen de l'exécution et de formation à l'intention des coordonnateurs des questions humanitaires, et il encourage le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires et le Comité permanent interorganisations à oeuvrer énergiquement en faveur de ces objectifs. Le Conseil encourage tous les fonds et programmes des Nations Unies à coopérer pleinement à l'établissement et la gestion d'un fichier de candidats qualifiés.

13. Le Conseil demande au Secrétaire général de définir des règles et procédures d'urgence afin de pouvoir réagir rapidement en cas de crise humanitaire, comme le demande l'Assemblée générale dans sa résolution 46/182.

14. Le Conseil se félicite de l'importance donnée dans le rapport du Secrétaire général aux questions des catastrophes naturelles et des situations d'urgence environnementale, et il réaffirme l'importance qu'il attache à cet aspect du mandat du Coordonnateur des secours d'urgence. Il réaffirme également que la prévention des catastrophes fait partie intégrante des stratégies de développement durable et des plans de développement nationaux des pays et communautés vulnérables. Il souligne qu'il faut encore renforcer la préparation aux catastrophes et les systèmes d'alerte rapide aux niveaux national et régional, notamment en assurant une meilleure coordination entre les organismes compétents des Nations Unies et en coopérant avec les gouvernements intéressés, organisations régionales et autres acteurs appropriés afin de porter à son maximum l'efficacité des interventions en cas de catastrophe naturelle, notamment dans les pays en développement. Il faut s'efforcer en particulier de renforcer les moyens locaux d'intervention en cas de catastrophe, ainsi que d'utiliser ceux qui existent déjà dans les pays en développement, dès lors qu'ils sont plus proches du lieu d'une catastrophe et moins coûteux. Le Conseil félicite les équipes des Nations Unies chargées de l'évaluation et de la coordination en cas de catastrophe du travail qu'elles ont accompli en fournissant des évaluations rapides des besoins et en facilitant la coordination des interventions à la suite d'une catastrophe. Il prend note qu'il procédera à une évaluation de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles à sa session de fond de 1999.

15. Le Conseil salue les efforts accomplis par le Coordonnateur des secours d'urgence pour appliquer la résolution 52/200 de l'Assemblée générale, intitulée "Coopération internationale pour l'atténuation des effets du phénomène «El Niño»" et invite l'Équipe spéciale interinstitutions sur El Niño à offrir ses compétences en matière de programmes nationaux de gestion des catastrophes afin de participer à l'élaboration d'une stratégie de prévention des catastrophes pour le XXI^e siècle.

16. Le Conseil se félicite des contributions que les gouvernements donateurs ont versées au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance en cas de catastrophe, fait observer qu'il pourrait être utile d'accroître les contributions à la réserve du Fonds non affectées à une fin particulière et, par conséquent, encourage vivement le versement de contributions supplémentaires.

17. Le Conseil est conscient que de manière générale, les phases de secours, de relèvement, de reconstruction et de développement ne sont pas consécutives mais se chevauchent et se déroulent simultanément. Il reconnaît également que dans certains

pays qui émergent d'une situation de crise, il peut y avoir un écart trop important entre les secours et le développement, auquel il est possible de remédier, notamment en élaborant un cadre stratégique en consultation avec les gouvernements. Le Conseil note qu'il est nécessaire d'élaborer, en s'appuyant au besoin sur un cadre stratégique, une approche globale des pays en crise qui prenne en compte les principaux aspects du redressement durable, de la consolidation de la paix, de tous les droits de l'homme, d'une croissance économique soutenue et du développement durable, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux conclusions des dernières conférences des Nations Unies. Les autorités nationales mais aussi les organismes des Nations Unies, les donateurs et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales doivent participer à l'élaboration de cette approche. Les autorités nationales doivent jouer un rôle moteur pour tous les aspects du plan de redressement. Dans ce contexte, le Conseil se félicite que la Banque mondiale ait reconnu la nécessité d'engager rapidement le dialogue avec les organismes humanitaires et de participer, dès les premiers stades, à des mécanismes de coordination efficaces en vue d'aider les pays qui émergent d'une situation de crise. Le Conseil souligne qu'au sortir d'un conflit, le renforcement des capacités des pays concernés à gérer leurs propres affaires est un facteur crucial de redressement et de développement. Dans ce contexte, les rôles et responsabilités des gouvernements revêtent une importance particulière.

18. Le Conseil souligne que la procédure d'appel global reste le principal instrument de mobilisation de ressources aux fins de l'assistance humanitaire. Il souligne qu'il importe que les activités humanitaires bénéficient d'un financement adéquat, notamment par la voie d'appels globaux. Il se félicite des efforts accomplis pour classer les besoins par ordre de priorité et pour accroître le potentiel permettant de mieux prendre en compte les liens avec les activités de développement, dont le renforcement devrait être poursuivi. Il souligne que la procédure d'appel global doit être exécutée en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies et les autres organismes humanitaires compétents, les institutions financières internationales, les donateurs et les gouvernements des pays d'accueil, ce qui constituera un progrès important vers l'adoption d'une approche mieux intégrée et plus stratégique. Il souligne que les contributions à l'assistance humanitaire ne doivent pas se faire au détriment de l'aide au développement. Il encourage les efforts visant à améliorer la forme et la structure de la procédure d'appel global afin d'en faire un instrument de programmation efficace au service de la planification stratégique. Le Conseil souligne également qu'il importe d'appuyer les activités humanitaires de l'Organisation des Nations Unies en répondant de manière appropriée à ses appels. Dans cette optique, il pourrait être utile de recourir à d'autres donateurs. Le Conseil souligne qu'il ne faut pas répondre aux appels lancés sur le plan international en fonction de l'importance que les médias accordent aux situations d'urgence en cause, mais qu'il faut répondre aux besoins des populations touchées.

19. Le Conseil invite le Secrétaire général à présenter pour examen à l'Assemblée générale, à sa cinquante-troisième session, ses propositions en vue d'asseoir le Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur une base financière solide.

20. Le Conseil souligne qu'il importe de veiller à responsabiliser l'ensemble des acteurs humanitaires. Il se félicite que le Comité permanent interorganisations ait créé un système de suivi stratégique basé sur le terrain qui permettra d'évaluer dans quelle mesure les buts et les objectifs stratégiques des programmes sont atteints.

21. Le Conseil affirme qu'il importe que les politiques et activités humanitaires soient examinées au Conseil et à l'Assemblée générale. Il prie le Secrétaire général, en consultation avec les gouvernements, de recommander, à sa session d'organisation,

des mesures qui permettent de faciliter le débat consacré aux questions humanitaires afin de renforcer le rôle du Conseil dans la coordination et l'orientation des activités humanitaires des organismes des Nations Unies, en prenant pleinement en compte les conclusions et vues exprimées par les États Membres à la session de fond de 1998 du Conseil.

22. Le Conseil prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil, dans le cadre du prochain débat qu'il consacrera aux questions humanitaires, sur l'application et le suivi de ces conclusions concertées.»

Chapitre VIII

Débat général

A. Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies

1. Lors de sa session de fond, le Conseil a examiné la question de l'application et du suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies (point 6 de l'ordre du jour) à ses 42e et 47e séances, les 27 et 31 juillet 1998. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.42 et 47). Le Conseil était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies (E/1998/19);

b) Rapport du Secrétaire général sur les activités concernant la question de l'eau douce : application des conclusions concertées adoptées par le Conseil lors de son débat de 1997 sur les questions de coordination (E/1998/56);

c) Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre des conclusions concertées du débat consacré par le Conseil économique et social aux questions de coordination en 1997 concernant l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans tous les programmes et politiques des organismes des Nations Unies (E/1998/64);

d) Déclaration d'engagement du Comité administratif de coordination en faveur des mesures visant à éliminer la pauvreté (E/1998/73).

Mesures prises par le Conseil

2. Au titre du point 6 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 1998/43 et 1998/44 ainsi que les décisions 1998/288 et 1998/290.

Intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans tous les programmes et politiques des organismes des Nations Unies

3. À la 47e séance, le 31 juillet, le Président du Conseil a présenté à l'issue de consultations officielles un projet de résolution (E/1998/L.32) intitulé «Intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans tous les programmes et politiques des organismes des Nations Unies».

4. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1998/43 du Conseil.

5. Avant l'adoption du projet de résolution, les observateurs de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 et de la Chine) et de l'Autriche (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) ont fait des déclarations.

6. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant de l'Allemagne a fait une déclaration.

Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies

7. À la 47^e séance, le 31 juillet, le Président du Conseil a présenté à l'issue de consultations officielles un projet de résolution (E/1998/L.42) intitulé «Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies».
8. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1998/44 du Conseil.
9. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants du Canada, des États-Unis d'Amérique, du Japon et du Chili, ainsi que les observateurs de l'Autriche (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) et de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 de la Chine) ont fait des déclarations.

Indicateurs de base pour l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par l'ONU dans les domaines économique et social et les domaines connexes

10. À la 47^e séance, le 31 juillet, le Président du Conseil a présenté à l'issue de consultations officielles un projet de décision (E/1998/L.41), intitulé «Indicateurs de base pour l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par l'ONU dans les domaines économique et social et les domaines connexes».
11. À la même séance, le représentant du Mexique a corrigé le texte du projet de décision.
12. Après avoir entendu des déclarations des représentants de l'Inde et du Mexique, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 1998/290 du Conseil.
13. Après l'adoption du projet de décision, le représentant de l'Inde et l'observateur de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 et de la Chine) ont fait des déclarations.

Documents examinés par le Conseil économique et social dans le cadre de la question de l'application et du suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies

14. À la 47^e séance, le 31 juillet, le Conseil, sur la proposition du Président, a pris note des documents examinés dans le cadre de la question de l'application et du suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies. Voir décision 1998/288 du Conseil.

B. Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions

15. Lors de sa session de fond, le Conseil a examiné le point relatif aux questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions (point 7 de l'ordre du jour) à ses 41^e et 42^e séances, ainsi que de sa 44^e à sa 47^e séance, le 24 juillet et du 27 au 31 juillet 1998. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.41, 42, 44 à 47). Le Conseil était saisi des documents suivants :

- a) Révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/53/6);
- b) Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de la première partie de sa trente-huitième session [A/53/16 (Part I) et Corr.1]¹;
- c) Rapport du Secrétaire général sur l'action préventive et l'intensification de la lutte contre le paludisme et les maladies diarrhéiques, en particulier le choléra (E/1998/20);
- d) Rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1997 (E/1998/21);
- e) Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans le domaine de l'informatique (E/1998/44);
- f) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général de l'UNESCO sur l'état d'avancement des préparatifs de l'Année internationale de la culture de la paix en l'an 2000 (E/1998/52);
- g) Rapport du Secrétaire général sur la proclamation d'une Année internationale de la montagne (E/1998/68);
- h) Lettre datée du 26 juin 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kirghizistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/1998/80);
- i) Lettre datée du 30 juin 1998, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies transmettant la proposition relative à la proclamation de l'année 2005 Année internationale du microcrédit (E/1998/83);
- j) Lettre datée du 8 juillet 1998, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/1998/85).

Mesures prises par le Conseil

16. Au titre du point 7 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 1998/28 à 1998/31, 1998/36, 1998/37 et 1998/45 ainsi que la décision 1998/289.

Année internationale du microcrédit (2005)

17. À la 42e séance, le 27 juillet, le représentant du Bangladesh a présenté un projet de résolution (E/1998/L.25 et Corr.1), intitulé «Année internationale du microcrédit (2005)», également au nom des pays ci-après : Bahamas*, Bélarus, Bolivie*, Burkina Faso*, Burundi*, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica*, Côte d'Ivoire*, El Salvador, Érythrée*, Fidji*, Guyana, Inde, Iran (République Islamique d')*, Italie, Japon, Kazakhstan*, Kenya*, Lesotho, Malaisie*, Malawi*, Maroc*, Maurice, Namibië*, Népal*, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Panama*, Pérou*, Philippines*, République arabe syrienne*, République démocratique du Congo*, République dominicaine*, République-Unie de Tanzanie*, Saint-Vincent-et-les Grenadines*, Sénégal*, Soudan*, Sri Lanka, Thaïlande*, Tunisie et Vanuatu*. L'Azerbaïdjan*, le Bénin*, Djibouti, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine*, la Gambie, l'Indonésie*, la Jordanie, la Mongolie*, le Pakistan, la République centrafricaine, la Slovénie et le Viet Nam se sont ultérieurement joints aux auteurs du projet de résolution.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 16*.

* Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

18. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1998/28 du Conseil.

19. Avant l'adoption du projet de résolution, le représentant du Bangladesh a fait une déclaration.

1. Rapports des organes de coordination

20. À la 47e séance, le 31 juillet, le Conseil a pris acte du rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de la première partie de sa trente-huitième session et du rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1997. Voir décision 1998/289 du Conseil.

2. Paludisme et maladies diarrhéiques, en particulier le choléra

21. À la 44e séance, le 28 juillet, l'observateur de l'Indonésie* (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine) a présenté un projet de résolution (E/1998/L.30), intitulé «Le paludisme et les maladies diarrhéiques, en particulier le choléra» qui se lit comme suit :

«Le Conseil économique et social,

Réaffirmant les conclusions adoptées d'un commun accord au cours du débat qu'il a consacré aux questions de coordination lors de sa session de fond de 1993,

Rappelant ses résolutions 1994/34 du 29 juillet 1994 et 1995/63 du 28 juillet 1995 et les résolutions 49/135 du 19 décembre 1994 et 50/128 du 20 décembre 1995 adoptées par l'Assemblée générale,

Notant avec préoccupation que le paludisme et les maladies diarrhéiques demeurent endémiques dans les pays en développement, en particulier en Afrique, et notant également qu'elles ont de graves conséquences pour la santé et le développement en Afrique,

Constatant que ces maladies touchent surtout les personnes vivant dans la pauvreté, qu'il existe des moyens efficaces et abordables de les prévenir et de les traiter et que la lutte contre ces maladies est un moyen essentiel et décisif d'éliminer la pauvreté et de favoriser le développement,

Notant la fonction de chef de file dans la lutte mondiale contre le paludisme que l'Assemblée générale dans sa résolution 49/135 et le Conseil économique et social dans sa résolution 1995/63 ont attribuée à l'Organisation mondiale de la santé, ainsi que le rôle que cette organisation joue dans la direction et la coordination des efforts internationaux visant à prévenir et combattre ces maladies,

Reconnaissant la part importante que prennent les fonds et programmes des Nations Unies à la lutte contre ces maladies et le rôle que jouent dans ce domaine le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et de multiples particuliers et organisations,

Notant en particulier que le secteur privé appuie de façon décisive la recherche et la mise au point de vaccins, de médicaments et de tests diagnostiques qui continueront d'accroître l'efficacité de la lutte contre les maladies, et qu'il y est fortement encouragé par le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et

* Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

le Programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales de l'Organisation mondiale de la santé,

Accueillant chaleureusement la déclaration faite par le Sommet des chefs d'État du Groupe des Huit à Birmingham en mai 1998, et l'annonce d'une contribution de 60 millions de livres en faveur de l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé visant à faire reculer le paludisme,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur l'action préventive et l'intensification de la lutte contre le paludisme et les maladies diarrhéiques, en particulier le choléra;

2. *Appuie* les mesures prises en 1997 et 1998 par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en matière de prévention et de lutte contre le paludisme, dans le cadre des mesures de redressement et de développement économiques de l'Afrique;

3. *Se félicite* des mesures prises pour développer la recherche dans les pays africains sujets à endémies dans le cadre de l'Initiative multilatérale sur le paludisme en Afrique, initiative largement soutenue par les membres de la communauté internationale s'occupant de développement et par la communauté scientifique de ces pays africains;

4. *Souscrit* à l'initiative Faire reculer le paludisme prise par l'Organisation mondiale de la santé pour appuyer l'actuelle initiative sur le paludisme en Afrique;

5. *Prie* l'Organisation des Nations Unies et exhorte les organisations internationales, les institutions multilatérales et financières, les institutions spécialisées, les organes et programmes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres groupes de participer à cette initiative en apportant notamment une assistance technique et un appui financier;

6. *Note* que les vaccins constituent l'un des moyens les plus efficaces de prévenir les maladies, et que la mise au point de vaccins, bien que facilitée par de multiples progrès dans le domaine de la biotechnologie, reste un processus long et difficile qui devrait bénéficier d'un appui financier plus important;

7. *Souligne* qu'il importe d'adopter des plans nationaux d'action conformes à la Stratégie mondiale de lutte antipaludique de l'Organisation mondiale de la santé dans les pays où le paludisme est endémique;

8. *Invite instamment* les partenaires internationaux du développement, en collaboration avec le secteur privé, à intensifier leurs efforts en vue de mettre au point et de distribuer largement des vaccins et d'autres médicaments contre le paludisme et les maladies diarrhéiques, y compris le choléra;

9. *Engage* la communauté internationale, en particulier les pays donateurs, à accroître l'assistance financière ainsi que d'autres formes d'assistance, y compris l'assistance médicale et technique, aux pays en développement concernés, en particulier aux pays africains, afin de mettre en oeuvre des programmes de travail et des projets dans ce domaine;

10. *Prie instamment* le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé de continuer de fournir, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres institutions et programmes concernés du système des Nations Unies, et d'autres organismes internationaux compétents tels que le Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques et l'Institut international de vaccination, des services d'experts et un appui technique aux pays sujets à des endémies;

11. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil économique et social, à sa session de fond de 1999, un rapport sur la mise en oeuvre de la présente résolution, qu'il devra élaborer en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé et les autres organismes, organes, entités et programmes compétents du système des Nations Unies.»

22. À la 46e séance, le 30 juillet, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), a présenté un projet de résolution (E/1998/L.37), intitulé «Le paludisme et les maladies diarrhéiques, en particulier le choléra», à l'issue de consultations officieuses tenues sur le projet de résolution E/1998/L.30.

23. À la même séance, le Président du Conseil a révisé oralement le paragraphe 11 du projet de résolution comme suit :

«*Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa session de fond de 2001, un rapport sur la mise en oeuvre de la présente résolution, qu'il devra élaborer en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé et les autres organismes, organes, entités et programmes compétents du système des Nations Unies.»

24. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution E/1998/L.37 tel qu'il avait été révisé oralement. Voir résolution du Conseil 1998/36.

25. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution E/1998/L.37, le projet de résolution E/1998/L.30 a été retiré par ses auteurs.

3. Révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001

26. À sa session de fond, le Conseil n'a pas pris de décision sur la question des révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (point 7 c) de l'ordre du jour).

4. Coopération internationale dans le domaine de l'informatique

Nécessité d'harmoniser et d'améliorer les systèmes informatiques de l'Organisation des Nations Unies en vue de leur utilisation et de leur accessibilité optimales par tous les États

27. À la 45e séance, le 29 juillet, le Président du Conseil a présenté à l'issue de consultations officieuses un projet de résolution (E/1998/L.16) intitulé «Nécessité d'harmoniser et d'améliorer les systèmes informatiques de l'Organisation des Nations Unies en vue de leur utilisation et de leur accessibilité optimales par tous les États».

28. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution du Conseil 1998/29.

Projet de directives pour résoudre le problème informatique posé par le passage à l'an 2000

29. À la 47e séance, le 31 juillet, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), a présenté à l'issue de consultations officieuses un projet de résolution (E/1998/L.40) intitulé «Projet de directives pour résoudre le problème informatique posé par le passage à l'an 2000».

30. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution du Conseil 1998/45.

5. Proclamation d'une année internationale de la montagne

31. À la 42e séance, le 27 juillet, l'observateur du Kirghizistan*, également au nom des pays suivants : Afghanistan*, Afrique du Sud*, Albanie*, Algérie, Allemagne, Andorre*, Angola*, Argentine, Arménie*, Australie*, Autriche*, Azerbaïdjan*, Bahreïn*, Bangladesh, Barbade*, Bélarus, Bénin*, Bhoutan*, Bolivie*, Bosnie-Herzégovine*, Brésil, Bulgarie*, Canada, Chili, Chine, Chypre*, Colombie, Congo*, Costa Rica*, Côte d'Ivoire, Croatie*, Cuba, Djibouti, Équateur*, Égypte*, El Salvador, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie*, ex-République yougoslave de Macédoine*, Fédération de Russie, Fidji*, France, Gabon, Géorgie*, Grèce*, Guatemala*, Guinée*, Guyana, Honduras*, Îles Salomon*, Inde, Indonésie*, Iran (République islamique d')*, Irlande*, Islande, Italie, Jamaïque*, Japon, Jordanie, Kazakhstan*, Kenya*, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein*, Luxembourg*, Malawi*, Malaisie*, Malte*, Maroc*, Maurice, République de Moldova*, Monaco*, Mongolie*, Myanmar*, Népal*, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Oman*, Ouganda*, Pakistan, Pays-Bas*, Pérou*, Philippines*, Portugal*, République centrafricaine, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Marin*, Slovaquie*, Slovénie*, Sri Lanka, Suisse*, Tadjikistan*, Thaïlande*, Tunisie, Turquie, Turkménistan*, Ukraine*, Uruguay*, Viet Nam et Yémen*, a présenté un projet de résolution (E/1998/L.21), intitulé «Proclamation d'une année internationale de la montagne».

32. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution du Conseil 1998/30.

33. Avant l'adoption du projet de résolution, l'observateur du Kirghizistan a fait une déclaration (voir E/1998/SR.45).

34. Après l'adoption du projet de résolution, l'observateur de l'Autriche (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) a fait une déclaration.

6. Année internationale de la culture de la paix en 2000

Décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)

35. À la 42e séance, le 27 juillet, le représentant du Bangladesh, également au nom des pays ci-après : Afghanistan*, Barbade*, Bélarus, Brésil, Burundi*, Cap-Vert, Costa Rica*, Côte d'Ivoire*, Gabon, Guinée*, Jordanie, Kirghizistan*, Madagascar*, Mali*, Malte*, Maroc*, Mozambique, Niger*, Panama*, Papousie-Nouvelle-Guinée*, Philippines*, Pologne, Qatar*, Sainte-Lucie, Swaziland*, Turkménistan*, Togo et Venezuela*, a présenté un projet de résolution (E/1998/L.14) intitulé «Décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)», dont le texte se lit comme suit :

«Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter, à sa cinquante-troisième session, en cette année du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont procèdent la notion et l'esprit de paix et de non-violence et qui en nourrit la pratique, la résolution ci-après :

* Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

"Décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/15 du 20 novembre 1997 et la résolution 1997/47 du Conseil économique et social en date du 22 juillet 1997, proclamant l'année 2000 Année internationale de la culture de la paix, ainsi que la résolution 52/13 de l'Assemblée générale, du 20 novembre 1997, relative à une culture de la paix,

Constatant qu'un préjudice et une souffrance énormes sont causés aux enfants par différentes formes de violence à chaque niveau de nos sociétés partout dans le monde et que les principes et la pratique de la non-violence et de la paix peuvent promouvoir le respect de la vie et de la dignité de chaque être humain sans préjugé ni discrimination d'aucune sorte, surtout pour les enfants du monde,

Constatant également le rôle de l'éducation pour bâtir une culture de la non-violence et de la paix, particulièrement en enseignant la pratique de la non-violence aux enfants, car elle sert les buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Soulignant que la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix venant de l'enfance contribuera à renforcer la paix et la coopération internationales au service du développement socioéconomique et culturel, et aidera les enfants à prendre conscience non seulement de leurs droits mais aussi de leurs responsabilités, en apprenant à vivre ensemble en harmonie, au sein de leur famille et parmi leurs frères et soeurs humains,

Soulignant que la décennie proposée contribuera à faire progresser la réalisation des autres objectifs, activités et programmes de l'Organisation des Nations Unies qui promeuvent les droits de l'homme, l'éducation, la non-discrimination, le bénévolat, la protection de l'environnement et la protection des enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles, préconisée par la Convention relative aux droits de l'enfant,

Convaincue qu'une décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde au début du nouveau millénaire encouragerait fortement la communauté internationale à créer des conditions d'harmonie, de paix et de développement partout dans le monde,

1. *Déclare* que la période 2001-2010 constituera la Décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde;

2. *Invite* le Secrétaire général à lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport, en consultation avec tous les organes des Nations Unies et organisations non gouvernementales concernés, pour mettre au point le projet de programme d'action de la Décennie et son application aux niveaux local, national, régional et international, et à coordonner l'ordre du jour et le mandat de la Décennie;

3. *Invite* chaque État Membre à prendre les mesures nécessaires pour que la pratique de la non-violence soit enseignée à tous les niveaux de sa société, y compris dans chaque établissement d'enseignement, en axant l'enseignement sur la signification et les bienfaits concrets de la pratique de la non-violence dans la vie quotidienne;

4. *Prides* organes compétents des Nations Unies comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, les chefs spirituels du monde entier, les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement, les médias, les professionnels du spectacle et la société civile d'appuyer activement la Décennie pour le bien de chaque enfant du monde;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre provisoire du jour de sa cinquante-cinquième session un point intitulé «Décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)»».

36. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution révisé (E/1998/L.14/Rev.1), intitulé «Décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)», présenté par les pays ci-après : Afghanistan*, Antigua-et-Barbuda*, Argentine, Bangladesh, Barbade*, Bélarus, Brésil, Burundi*, Cap-Vert, Chili, Colombie, Costa Rica*, Côte d'Ivoire*, Djibouti, Équateur*, El Salvador, Gabon, Guatemala*, Guinée*, Guyana, Inde, Jordanie, Kirghizistan*, Madagascar*, Mali*, Malte*, Maroc*, Maurice, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Panama*, Papouasie-Nouvelle-Guinée*, Philippines*, Pologne, Qatar*, Sainte-Lucie, Swazi-land*, Togo, Turkménistan* et Venezuela*. L'Angola, le Bénin, le Congo, le Malawi, le Népal, l'Ouganda*, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, la République-Unie de Tanzanie*, la Thaïlande*, la Tunisie et l'Uruguay* se sont ultérieurement joints aux auteurs du projet de résolution.

37. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé. Voir résolution du Conseil 1998/31.

38. Avant l'adoption du projet de résolution, une déclaration a été faite par l'observateur de l'Autriche (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne).

Année internationale de la culture de la paix en l'an 2000

39. À la 44e séance, le 28 juillet, le représentant du Bangladesh, également au nom du Chili, du Costa Rica*, de la Côte d'Ivoire*, d'El Salvador, de l'Équateur, du Mozambique, du Nicaragua, du Togo et de la Turquie, a présenté un projet de résolution (E/1998/L.31) intitulé «Année internationale de la culture de la paix en l'an 2000». Le Cap-Vert, le Guatemala*, le Mali*, le Maroc*, le Nigéria, le Panama*, le Paraguay*, les Philippines, la République dominicaine, la République-Unie de Tanzanie*, la Somalie* et l'Uruguay* se sont ultérieurement joints aux auteurs du projet de résolution.

40. À la 46e séance, le 30 juillet, le Vice-Président du Conseil, M. Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), a présenté à l'issue de consultations officieuses tenues sur le projet de résolution E/1998/L.31, un projet de résolution (E/1998/L.38) intitulé «Année internationale de la culture de la paix, en l'an 2000».

41. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution E/1998/L.38. Voir résolution du Conseil 1998/37.

42. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution E/1998/L.38, le projet de résolution E/1998/L.31 a été retiré par ses auteurs.

* Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

C. Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale

43. À sa session de fond, le Conseil a examiné la question de l'application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale (point 8 de l'ordre du jour) à ses 43e, 47e et 48e séances, les 27 et 31 juillet 1998. Il était saisi des documents ci-après :

- a) Rapport du Secrétaire général sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes (A/53/137-E/1998/66);
- b) Rapport du Secrétaire général sur l'examen exploratoire conjoint de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods (E/1998/61);
- c) Rapport du Secrétaire général sur l'emploi des dividendes pour le développement (E/1998/81).

Décisions prises par le Conseil

44. Au titre du point 8 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 1998/46 et 1998/47 et la décision 1998/296.

Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes

45. À la 47e séance, le 31 juillet, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), a présenté un projet de résolution (E/1998/L.18) intitulé «Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes», soumis sur la base de consultations officielles. Dans sa déclaration, il a révisé oralement le projet de résolution comme suit :

- a) Au paragraphe 15 de l'annexe I, les crochets ont été supprimés;
- b) Au paragraphe 13 de l'annexe III, une nouvelle phrase a été ajoutée à la fin du paragraphe, dont le texte se lit comme suit «À ce sujet, le Conseil économique et social encourage le Secrétaire général à prendre ces mesures en compte dans son rapport au titre du point de l'ordre du jour sur la coopération régionale en 1999»;
- c) À l'annexe III, la section D a été supprimée.

46. Un état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme, présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 31 du Règlement intérieur du Conseil économique et social, a été publié sous la cote E/1998/L.35.

47. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution, tel que révisé oralement. Voir résolution 1998/46 du Conseil.

48. Après l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les représentants de la Fédération de Russie, du Japon, de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de Cuba, du Canada, du Liban et du Bangladesh et les observateurs de l'Autriche (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne), de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine) et de l'Australie.

Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes : mode de scrutin

49. À la 47e séance, le 31 juillet, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), a présenté à l'issue de consultations officieuses un projet de résolution (E/1998/L.46) intitulé «Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes : mode de scrutin».

50. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1998/47 du Conseil.

Compte pour le développement

51. À la 48e séance, le 31 juillet, l'observateur de l'Indonésie a proposé oralement un projet de décision sur le Compte pour le développement, au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

52. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision (publié par la suite sous la cote E/1998/L.50). Voir décision 1998/296 du Conseil.

53. Avant l'adoption du projet de décision, des déclarations ont été faites par les représentants du Pakistan, de Cuba, de la Fédération de Russie et de l'Algérie et les observateurs de l'Autriche (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne) et de l'Égypte.

54. Après l'adoption du projet de décision, des déclarations ont été faites par les représentants du Canada, des États-Unis d'Amérique et du Pakistan et par l'observateur de l'Égypte.

D. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

55. À sa session de fond, le Conseil a examiné la question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies à ses 39e, 40e et 46e séances les 23 et 30 juillet 1998 (point 9 de l'ordre du jour). Les débats qu'il a tenus à ce sujet sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (E/1998/SR.39, 40 et 46). Le Conseil était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/53/130 et Corr.1);

b) Lettre datée du 18 juin 1998, adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (A/53/152-E/1998/71);

c) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (A/53/153-E/1998/75);

d) Rapport du Président du Conseil sur les consultations tenues avec le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (E/1998/76).

Mesures prises par le Conseil

56. Au titre du point 9 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 1998/38 et la décision 1998/282.

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

57. À la 40e séance, le 23 juillet, le représentant de Cuba, au nom de la Chine, de la Côte d'Ivoire*, de l'Iran (République islamique d')*, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée*, de la République arabe syrienne*, de la République-Unie de Tanzanie*, du Soudan*, de la Tunisie, du Viet Nam et de la Zambie, a présenté un projet de résolution (E/1998/L.22) intitulé «Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies». La Colombie, la Grenade*, l'Inde, le Liban, la Namibie* et le Togo se sont ensuite joints aux auteurs du projet de résolution.

58. À la 46e séance, le 30 juillet, l'Algérie s'est jointe aux coauteurs du projet de résolution.

59. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution par 24 voix contre zéro, avec 19 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré. Voir résolution 1998/38 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit² :

Ont voté pour :

Algérie, Argentine, Bangladesh, Brésil, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Djibouti, El Salvador, Guyana, Inde, Lesotho, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Sainte-Lucie, Togo, Tunisie, Turquie et Viet Nam.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Allemagne, Bélarus, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

60. Après l'adoption du projet de résolution, une déclaration a été faite par le représentant de la Fédération de Russie.

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien

61. À sa 46e séance, le 30 juillet, sur la proposition du Président, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien. Voir décision 1998/282 du Conseil.

E. Coopération régionale

62. À sa session de fond, le Conseil a examiné la question de la coopération régionale (point 10 de l'ordre du jour) à ses 34e et 35e séances, le 20 juillet 1998. Les débats qu'il a tenus

* Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

² La délégation libanaise a indiqué par la suite que si elle avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour le projet de résolution.

à ce sujet sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (E/1998/SR.34 et 35). Le Conseil était saisi des documents suivants :

- a) Résumé de l'étude sur la situation économique de l'Europe en 1997 (E/1998/11);
- b) Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale en Afrique, 1998 (E/1998/12);
- c) Résumé de l'étude de la situation économique et sociale en Asie et dans le Pacifique, 1998 (E/1998/13);
- d) Résumé de l'étude sur la situation économique en Amérique latine et dans les Caraïbes, 1997 (E/1998/14);
- e) Aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la CESA, 1997-1998 (E/1998/15);
- f) Rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes (E/1998/65 et Add.1 à 3).

63. À sa 34^e séance, le 17 juillet, le Conseil a organisé une table ronde avec les secrétaires exécutifs des commissions régionales.

Mesures prises par le Conseil

64. Au titre du point 10 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 1998/3 à 1998/6 et les décisions 1998/213 et 1998/214.

Recommandations faites par les commissions régionales

65. Les recommandations faites au Conseil par les commissions régionales figurent dans un additif au rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes (E/1998/65/Add.2).

Examen des commissions régionales par le Conseil économique et social

66. À la 35^e séance, le 20 juillet, le Conseil a adopté un projet de résolution intitulé «Examen des commissions régionales par le Conseil économique et social» recommandé par la Commission économique pour l'Europe (E/1998/65/Add.2, chap. I, sect. A). Voir résolution 1998/3 du Conseil.

Renforcement de l'appui régional en faveur des handicapés au XXI^e siècle

67. À la 35^e séance, le 20 juillet, le Conseil a adopté un projet de résolution intitulé «Renforcement de l'appui régional en faveur des handicapés au XXI^e siècle», recommandé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (E/1998/65/Add.2, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/4 du Conseil.

Lieu de la vingt-huitième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

68. À la 35^e séance, le 20 juillet, le Conseil a adopté un projet de décision intitulé «Lieu de la vingt-huitième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes», recommandé par la CEPALC (E/1998/65/Add.2, chap. I, sect. C). Voir décision 1998/213 du Conseil.

Relations entre la Commission économique pour l'Afrique, les organismes des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales en Afrique

69. À la 35^e séance, le 20 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution I intitulé «Relations entre la Commission économique pour l'Afrique, les organismes des Nations Unies

et les organisations régionales et sous-régionales en Afrique», recommandé par la CEA (E/1998/65/Add.2, chap. I, sect. D). Voir résolution 1998/5 du Conseil.

Révision du plan à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique, 1998-2001

70. À la 35e séance, le 20 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution II intitulé «Révision du plan à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique, 1998-2001», recommandé par la CEA (E/1998/65/Add.2, chap. I, sect. D). Voir résolution 1998/6 du Conseil.

Documents examinés par le Conseil économique et social au titre de la question de la coopération régionale

71. À la 35e séance, le 20 juillet, sur proposition du Président, le Conseil a pris note des documents examinés au titre de la question de la coopération régionale. Voir décision 1998/214 du Conseil.

72. À la 35e séance, le 20 juillet, après l'adoption de tous les projets de résolution et de décision, des déclarations ont été faites par les observateurs de l'Autriche (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne) et de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine).

F. Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé

73. À sa session de fond, le Conseil a examiné la question des répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé (point 11 de l'ordre du jour) à ses 39e, 40e, 42e et 45e séances, les 23, 27 et 29 juillet 1998. Les débats qu'il a tenus sur cette question sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (E/1998/SR.39, 40, 42 et 45). Le Conseil était saisi d'une note du Secrétaire général transmettant le rapport établi par la Commission économique et social pour l'Asie occidentale sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/53/163-E/1998/79).

Mesures prises par le Conseil

74. Au titre du point 11 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 1998/32 et la décision 1998/239.

Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé

75. À la 42e séance, le 27 juillet, le représentant de la Jordanie, également au nom de l'Algérie, du Bangladesh, de Cuba, de Djibouti, de l'Égypte*, des Émirats arabes unis*, de la Malaisie* et de la Tunisie, a présenté un projet de résolution E/1998/L.26 intitulé «Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé». La Colombie, l'Indonésie*, le Maroc* et l'Oman se sont ultérieurement joints aux auteurs du projet de résolution.

76. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution par 44 voix contre 46 à l'issue d'un vote enregistré. Voir résolution 1998/32 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Allemagne, Argentine, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Brésil, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Djibouti, El Salvador, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Guyana, Islande, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Liban, Maurice, Mexique, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Pologne, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sri Lanka, Suède, Togo, Tunisie, Turquie, Viet Nam.

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus :

Néant.

77. Avant l'adoption du projet de résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant de la Fédération de Russie a fait une déclaration.

Note du Secrétaire général sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et les conditions de vie de la population arabe du Golan syrien occupé

78. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a pris acte de la note du Secrétaire général sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/53/163-E/1998/69). Voir décision 1998/239 du Conseil.

G. Organisations non gouvernementales

79. À sa session de fond, le Conseil a examiné la question des organisations non gouvernementales (point 12 de l'ordre du jour) à sa 45e séance, le 29 juillet 1998. Le débat qu'il a tenu sur cette question est consigné dans le compte rendu analytique correspondant (E/1998/SR.45). Le Conseil était saisi des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général sur les activités de la Section des organisations non gouvernementales du Secrétariat (E/1998/43 et Corr.1);

b) Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur la reprise de sa session de 1997 (E/1998/8);

* Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

c) Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les première et deuxième parties de sa session de 1998 (E/1998/72 et Add.1).

Mesures prises par le Conseil

80. Au titre du point 12 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les décisions 1998/231 à 1998/238.

Recommandations figurant dans le rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur la reprise de sa session de 1997 (E/1998/8)

Élargissement du Comité chargé des organisations non gouvernementales

81. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision I intitulé «Élargissement du Comité chargé des organisations non gouvernementales», recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/8, chap. I, sect. A). Voir décision 1998/231 du Conseil.

Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

82. À sa 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision II intitulé «Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales», recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/8, chap. I, sect. A). Voir décision 1998/232.

Demandes émanant d'organisations de populations autochtones non dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social touchant la participation aux travaux du Groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones

83. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision III intitulé «Demandes émanant d'organisations de populations autochtones non dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social touchant la participation aux travaux du Groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones», recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/8, chap. I, sect. A). Voir décision 1998/233 du Conseil.

Participation accrue des organisations non gouvernementales inscrites sur la Liste aux fins des travaux de la Commission du développement durable

84. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision IV intitulé «Participation accrue des organisations non gouvernementales inscrites sur la Liste aux fins des travaux de la Commission du développement durable», recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/8, chap. I, sect. A). Voir décision 1998/234 du Conseil.

Recommandations figurant dans le rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur la première partie de sa session de 1998 (E/1998/72)

Demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non

gouvernementales

85. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a examiné le projet de décision I intitulé «Demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales», recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/72, chap. I, sect. A).

86. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 1998/235 du Conseil.

87. Avant l'adoption du projet de décision, le représentant de la Turquie a fait une déclaration. Après l'adoption du projet de décision, l'observateur de l'Arménie a fait une déclaration.

Application de la décision 1996/302 du Conseil économique et social

88. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision II intitulé «Application de la décision 1996/302 du Conseil économique et social», recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/72, chap. I, sect. A). Voir décision 1998/236 du Conseil.

Demandes émanant d'organisations représentant des populations autochtones qui ne sont pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social touchant leur participation aux travaux du Groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones

89. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision III intitulé «Demandes émanant d'organisations représentant des populations autochtones qui ne sont pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social touchant leur participation aux travaux du Groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones», recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/72, chap. I, sect. A). Voir décision 1998/233 du Conseil.

Recommandations figurant dans le rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur la deuxième partie de sa session de 1998 (E/1998/72/Add.1)**Demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales**

90. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision I intitulé «Demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales», recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/72/Add.1, chap. I). Voir décision 1998/235 du Conseil.

Reprise de la session de 1998 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

91. À la 45e séance, le 29 juillet, le Conseil a examiné le projet de décision II intitulé «Reprise de la session de 1998 du Comité chargé des organisations non gouvernementales», recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/72/Add.1, chap. I). Le Conseil a été informé que le projet de décision n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

92. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 1998/237 du Conseil.

Documents examinés au titre de la question des organisations non gouvernementales

93. À la 45e séance, le 29 juillet, sur proposition du Président, le Conseil a pris acte des rapports examinés au titre de la question des organisations non gouvernementales. Voir décision 1998/238 du Conseil.

H. Questions relatives à l'économie et à l'environnement

94. Lors de sa session de fond, le Conseil a examiné les questions relatives à l'économie et à l'environnement (point 13 de l'ordre du jour) à ses 39e et 40e séances, ainsi que de sa 45e à sa 47e séance, le 23 juillet et du 29 au 31 juillet 1998. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.39, 40 et 45 à 47). Le Conseil était saisi des documents suivants :

- a) Propositions d'organes subsidiaires du Conseil économique et social touchant les questions sociales et les droits de l'homme (E/1998/59);
- b) Note du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (E/1998/88);
- c) Lettre datée du 13 juillet 1998, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de Vanuatu auprès de l'Organisation des Nations Unies concernant la proposition de retirer Vanuatu de la liste des pays les moins avancés (E/1998/89);
- d) Déclaration soumise par l'International Multiracial Shared Cultural Organization, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (E/1998/NGO/5).

Mesures prises par le Conseil

95. Au titre du point 13 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les décisions 1998/283 et 1998/291.

Rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique

96. À la 45e séance, le 29 juillet, le représentant du Mozambique a présenté un projet de décision (E/1998/L.33), intitulé «Rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique». Par la suite, les États-Unis d'Amérique se sont joints aux auteurs du texte.

97. À la 46e séance, le 30 juillet, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), a révisé oralement le projet de décision à l'issue de consultations officielles.

98. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision E/1998/L.33 tel qu'il avait été oralement révisé. Voir décision 1998/283 du Conseil.

Documents examinés par le Conseil économique et social dans le cadre des questions relatives à l'économie et à l'environnement

99. À la 47e séance, le 31 juillet, le Conseil, sur la proposition du Président, a pris acte des documents examinés dans le cadre des questions relatives à l'économie et à l'environnement. Voir décision 1998/291 du Conseil.

100. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique, du Canada et de la Chine, ainsi que les Observateurs de l'Autriche (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) et de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 et de la Chine), ont fait des déclarations.

1. Développement durable

101. Le Conseil a examiné la question du développement durable (point 13 a) de l'ordre du jour) à ses 39e, 40e, 42e, 44e et 46e séances, les 23, 27, 28 et 30 juillet 1998. On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.39, 40, 42, 44 et 46). Le Conseil était saisi des documents suivants :

- a) Rapport du Secrétaire général sur l'établissement de l'indice de vulnérabilité pour les petits États insulaires en développement (A/53/65-E/1998/5);
- b) Rapport du Secrétaire général sur les produits dangereux pour la santé et l'environnement (A/53/156-E/1998/78);
- c) Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa sixième session (E/1998/29)³;
- d) Rapport du Comité de la planification du développement sur les travaux de sa trente-deuxième session (E/1998/34)⁴;
- e) Note du Secrétaire général sur la protection du consommateur et les principes directeurs concernant les modes de consommation durables (E/1998/63);
- f) Communication présentée par l'Union interparlementaire, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (E/1998/NGO/1);
- g) Rapport du Secrétaire général sur la protection du consommateur : principes directeurs concernant les modes de consommation durables (E/CN.17/1998/5).

Mesures prises par le Conseil

102. Au titre du point 13 a) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 1998/39, 1998/40 et 1998/41 ainsi que les décisions 1998/215, 1998/216 et 1998/217.

Protection du consommateur : principes directeurs concernant les modes de consommation durables

103. À la 40e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision I intitulé «Protection du consommateur : principes directeurs concernant les modes de consommation durables», recommandé par la Commission (E/1998/29, chap. premier). Voir décision 1998/215 du Conseil.

Questions liées à la troisième session du Forum intergouvernemental sur les forêts

104. À la 40e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision II intitulé «Questions liées à la troisième session du Forum intergouvernemental sur les forêts»,

³ Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 9.

⁴ Ibid., Supplément No 14.

recommandé par la Commission (E/1998/29, chap. premier). Voir décision 1998/216 du Conseil.

Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa sixième session et ordre du jour provisoire de la septième session de la Commission

105. À la 40e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision III intitulé «Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa sixième session et ordre du jour provisoire de la septième session de la Commission», recommandé par la Commission (E/1998/29, chap. premier). Voir décision 1998/217 du Conseil.

Classement des pays les moins avancés

106. À la 42e séance, le 27 juillet, l'Observateur de l'Indonésie* a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 et de la Chine, ainsi que du Canada et de la Nouvelle-Zélande, un projet de résolution (E/1998/L.27), intitulé «Rapport du Comité de la planification et du développement sur les travaux de sa trente-deuxième session», qui se lit comme suit :

«Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 52/210 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1997, concernant la nécessité d'évaluer l'utilité d'un indice de vulnérabilité comme critère d'identification des pays les moins avancés,

Prenant note du paragraphe 167 du rapport du Comité de la planification et du développement sur les travaux de sa trente-deuxième session, où il est précisé que le Comité n'a pas été en mesure d'entreprendre cette évaluation,

Prenant également note de la teneur de la lettre du Premier Ministre de Vanuatu, dont le texte a été distribué comme document du Conseil économique et social, exposant les raisons pour lesquelles l'examen du statut de Vanuatu devrait être remis à l'an 2000,

1. *Affirme* qu'une telle évaluation est nécessaire avant toute prise de décisions sur le retrait de Vanuatu de la liste des pays les moins avancés;

2. *Prie* le Comité de la planification du développement de présenter au Conseil économique et social un rapport sur l'utilité de l'indice de vulnérabilité comme critère d'identification des pays les moins avancés;

3. *Prie* en outre le Comité de la planification du développement d'inclure dans son rapport ses observations sur les conclusions des travaux menés par toutes les institutions internationales compétentes sur la vulnérabilité des petits États insulaires en développement;

4. *Décide* de reporter la décision relative au retrait de Vanuatu de la liste des pays les moins avancés jusqu'à ce que le Comité de la planification du développement ait achevé son examen de l'utilité de l'indice de vulnérabilité comme critère d'identification des pays les moins avancés.»

107. À la 46e séance, le 30 juillet, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh) a présenté, à l'issue de consultations officielles sur le projet de résolution E/1998/L.27, un projet de résolution (E/1998/L.39), intitulé «Classement des pays les moins avancés».

* Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

108. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1998/39 du Conseil.

109. Avant l'adoption du projet de résolution, l'Observateur de l'Indonésie a fait une déclaration au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique ainsi que l'Observateur de Vanuatu ont fait des déclarations.

110. Le projet de résolution E/1998/L.39 ayant été adopté, le projet de résolution E/1997/L.27 a été retiré par ses auteurs.

Proclamation de l'année 2002 Année internationale de l'écotourisme

111. À la 44e séance, le 28 juillet, l'Observateur de l'Indonésie* a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution (E/1998/L.28), intitulé «Proclamation de l'année 2002 Année internationale de l'écotourisme». Par la suite, la Turquie s'est jointe aux auteurs du projet.

112. À la 46e séance, le 30 juillet, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), a révisé oralement le projet de résolution à l'issue de consultations officielles.

113. L'Observateur des Philippines* a proposé un amendement qui a été appuyé par le représentant de la Turquie. Le Conseil a ensuite adopté le projet de résolution E/1998/L.28 tel qu'il avait été révisé et modifié oralement. Voir résolution 1998/40 du Conseil.

Protection contre les produits nocifs pour la santé et l'environnement

114. À la 44e séance, le 28 juillet, l'Observateur de l'Indonésie* a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies appartenant au Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution (E/1998/L.29), intitulé «Protection contre les produits nocifs pour la santé et l'environnement», dont le texte est le suivant :

«Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 37/137 du 17 décembre 1982, 38/149 du 19 décembre 1983, 39/229 du 18 décembre 1984 et 44/226 du 22 décembre 1989, ainsi que les décisions 47/439 du 22 décembre 1992 et 50/431 du 20 décembre 1995 adoptées par l'Assemblée générale,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur les produits nocifs pour la santé et l'environnement, qui contient une étude de la *Liste récapitulative des produits dont la consommation ou la vente ont été interdites ou rigoureusement réglementées, ou qui ont été retirés du marché ou qui n'ont pas été approuvés par les gouvernements*, publication destinée à la vente,

Notant avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé et le Programme des Nations Unies pour l'environnement continuent de collaborer étroitement à l'établissement de la Liste récapitulative,

Tenant compte de la nécessité de continuer à utiliser les travaux des organismes des Nations Unies et d'autres organismes intergouvernementaux compétents dans ce domaine, ainsi que les activités entreprises au titre de conventions et d'accords internationaux dans des domaines connexes, pour mettre à jour la Liste récapitulative,

Prenant note de l'aboutissement des négociations relatives à l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure

* Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

de consentement préalable en connaissance de cause dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur les produits nocifs pour la santé et l'environnement et note qu'on parvient à accroître le nombre de pays participant à l'élaboration de la *Liste récapitulative des produits dont la consommation ou la vente ont été interdites ou rigoureusement réglementées, ou qui ont été retirés du marché ou qui n'ont pas été approuvés par les gouvernements*;

2. *Se félicite* de la coopération qu'apportent les gouvernements aux fins de l'établissement de la Liste récapitulative et exhorte tous les gouvernements, en particulier ceux qui ne l'ont pas encore fait, à communiquer aux organismes compétents les renseignements nécessaires pour qu'ils figurent dans une prochaine édition de la Liste récapitulative;

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer à établir la Liste récapitulative en consacrant chaque année, en alternance, une partie aux produits chimiques et une autre aux produits pharmaceutiques, et de publier cette Liste avec la même fréquence dans chaque langue officielle conformément aux modalités prévues par l'Assemblée générale dans ses résolutions 39/229 et 44/226;

4. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à fournir l'assistance technique nécessaire aux pays en développement, sur leur demande, afin de les aider à mettre en place et/ou à renforcer leurs capacités nationales dans le domaine de l'utilisation des produits chimiques et pharmaceutiques dangereux;

5. *Engage instamment* tous les participants à la Conférence diplomatique qui doit se tenir à Rotterdam (Pays-Bas) à adopter le texte concerté de la Convention sur l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause, et à procéder ensuite rapidement à sa ratification;

6. *Invite* le Comité du commerce et de l'environnement de l'Organisation mondiale du commerce à achever son examen du système de notification relatif aux produits dont la vente est interdite dans le pays d'origine, afin, le cas échéant, de le remettre en application;

7. *Prie* le Secrétaire général de continuer de faire rapport tous les trois ans, conformément à la résolution 39/229 de l'Assemblée générale, sur l'application de la présente résolution et des résolutions antérieures de l'Assemblée sur la question.»

115. À la 46e séance, le 30 juillet, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), a présenté un projet de résolution (E/1998/L.34) intitulé «Produits nocifs pour la santé et l'environnement» à l'issue de consultations officieuses sur le projet de résolution E/1998/L.29.

116. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution E/1998/L.34. Voir résolution 1998/41 du Conseil.

117. Le projet de résolution E/1998/L.34 ayant été adopté, le projet de résolution E/1998/L.29 a été retiré par ses auteurs.

2. Ressources naturelles

118. Le Conseil n'était saisi d'aucun document à ce titre (point 13 b) de l'ordre du jour) et aucune proposition n'a été présentée à ce sujet.

3. Énergie

119. Le Conseil n'était saisi d'aucun document à ce titre (point 13 c) de l'ordre du jour) et aucune proposition n'a été présentée à ce sujet.

4. Coopération internationale en matière fiscale

120. Lors de sa session de fond, le Conseil a examiné la question de la coopération internationale en matière fiscale (point 13 d) de l'ordre du jour) à ses 39e et 40e séances, le 23 juillet 1998. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la huitième réunion du Groupe spécial d'experts sur la coopération internationale en matière fiscale (E/1998/57).

Mesures prises par le Conseil

121. Au titre du point 13 d) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la décision 1998/218.

Neuvième réunion du Groupe spécial d'experts sur la coopération internationale en matière fiscale

122. À la 40e séance, le Conseil a adopté la recommandation de la huitième réunion du Groupe spécial d'experts sur la coopération internationale en matière fiscale concernant les dates de la neuvième réunion du Groupe en 1999 (E/1998/57, par. 51). Voir décision 1998/218 du Conseil.

5. Administration publique et finances

123. Lors de sa session de fond, le Conseil a examiné la question de l'administration publique et des finances (point 13 e) de l'ordre du jour) à ses 39e et 40e séances, le 23 juillet 1998. Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 50/225 de l'Assemblée générale (A/53/173-E/1998/87);

b) Rapport du Secrétaire général sur les travaux de la quatorzième réunion du Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies (E/1998/77).

Mesures prises par le Conseil

124. Au titre du point 13 e) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les décisions 1998/219 et 1998/220.

**Quinzième réunion du Groupe d'experts chargé d'examiner
le Programme d'administration et de finances publiques**

125. À la 40e séance, le Conseil a adopté la recommandation de la quatorzième réunion du Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies concernant les dates de sa quinzième session en l'an 2000 (E/1998/77, par. 3). Voir décision 1998/219 du Conseil.

**Examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la résolution 50/225
de l'Assemblée générale**

126. À la 40e séance, le Conseil a adopté la recommandation de la quatorzième réunion du Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies concernant l'examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la résolution 50/225 de l'Assemblée générale (E/1997/77, par. 4). Voir décision 1998/220 du Conseil.

6. Cartographie

127. Lors de sa session de fond, le Conseil a examiné la question de la cartographie (point 13 f) de l'ordre du jour) à ses 39e et 40e séances, le 23 juillet 1998. Il était saisi des documents suivants :

a) Lettre datée du 6 février 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte d'une lettre datée du même jour adressée au Secrétaire général par S. E. M. Aytuğ Plümer (A/52/788-E/1998/6);

b) Rapport du Secrétaire général sur la septième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques (E/1998/47).

Mesures prises par le Conseil

128. Au titre du point 13 f) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la décision 1998/221.

**Recommandations de la septième Conférence des Nations Unies
sur la normalisation des noms géographiques**

129. À la 40e séance, le Conseil a adopté les recommandations de la septième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques [E/1998/47, par. 12, al. a) à c)]. Voir décision 1998/221 du Conseil.

7. Population et développement

130. Lors de sa session de fond, le Conseil a examiné la question de la population et du développement (point 13 g) de l'ordre du jour) à ses 39e et 40e séances, le 23 juillet 1998. Il était saisi du rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trente-neuvième session (E/1998/25)⁵.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 5.

Mesures prises par le Conseil

131. Au titre du point 13 g) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 1998/7 et 1998/8 ainsi que la décision 1998/222.

Importance des activités de recensement de la population pour l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

132. À la 40e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution I, intitulé «Importance des activités de recensement de la population pour l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement», recommandé par la Commission de la population et du développement (E/1998/25, chap. premier, sect. A). Voir résolution 1998/7 du Conseil.

Examen et évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

133. À la 40e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution II, intitulé «Examen et évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement», recommandé par la Commission de la population et du développement (E/1998/25, chap. premier, sect. A). Voir résolution 1998/8 du Conseil.

Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trente et unième session et ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session de la Commission

134. À la 40e séance, le Conseil a examiné un projet de décision intitulé «Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de la trente et unième session et ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session de la Commission», recommandé par la Commission de la population et du développement (E/1998/25, chap. premier, sect. B).

135. Le Directeur de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales a recommandé, dans le point 4 du projet d'ordre du jour pour la trente-deuxième session, la référence au rapport de l'Équipe du CAC sur les services sociaux de base pour tous.

136. À la 40e séance, le Conseil a adopté le projet de décision tel qu'il avait été modifié. Voir décision 1998/222 du Conseil.

I. Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme

137. Le Conseil a examiné les questions sociales et les questions relatives aux droits de l'homme à sa session d'organisation (point 5 de l'ordre du jour), à la reprise de sa session d'organisation (point 8 de l'ordre du jour) et à sa session de fond (point 14 a) à g) de l'ordre du jour), à ses 3e, 5e, 44e et 46e à 49e séances les 6 février, 7 mai, 28, 30 et 31 juillet et 5 août 1998. On trouvera un résumé des débats dans les comptes rendus analytiques correspondants (E/1998/SR.3, 5, 44 et 46 à 49). Le Conseil était saisi d'une note du Secrétariat contenant une liste de propositions appelant une décision du Conseil ou portées à son attention (E/1998/59) ainsi que des documents suivants :

Promotion de la femme (points 8 et 14 a) de l'ordre du jour) :

- a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de sa dix-huitième session [A/53/36, (Part I)]⁶;
- b) Note du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du plan à moyen terme révisé à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001 (E/1998/10);
- c) Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-deuxième session (E/1998/27 et Corr.1)⁷;
- d) Rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme sur les travaux de sa dix-huitième session (E/1998/46);
- e) Rapport du Secrétaire général sur l'application et le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (E/1998/53);
- f) Communication présentée par l'Union interparlementaire, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social (E/1998/NGO/2);
- g) Communication présentée par la Fédération mondiale des anciens combattants, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social (E/1998/NGO/6);
- h) Communication présentée par la Society for Post-Traumatic Stress Studies, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social (E/1998/NGO/7);

Développement social (point 14 b) de l'ordre du jour) :

- i) Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa trente-sixième session (E/1998/26)⁸;
- j) Communication présentée par l'Union interparlementaire, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social (E/1998/NGO/3);
- k) Communication présentée par la Fédération mondiale des anciens combattants, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social (E/1998/NGO/6);

Prévention du crime et justice pénale (point 14 c) de l'ordre du jour) :

- l) Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa septième session (E/1998/30 et Corr.1)⁹;

Stupéfiants (point 14 d) de l'ordre du jour) :

- m) Rapport du Secrétaire général sur l'application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (A/53/129-E/1998/58);

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 36.

⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 7 et rectificatif.

⁸ Ibid., Supplément No 6.

⁹ Ibid., Supplément No 10 et rectificatif.

n) Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante et unième session (E/1998/28)¹⁰;

o) Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1997 (E/INCB/1997/1);

**Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
(point 14 e) de l'ordre du jour) :**

p) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/1998/7 et Corr.2)¹¹;

q) Lettre datée du 27 juillet 1998, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/1998/93);

Application du Programme d'action pour la troisième Décennie contre le racisme et la discrimination raciale (Point 14 f) de l'ordre du jour) :

r) Rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action pour la troisième Décennie contre le racisme et la discrimination raciale (E/1998/51);

Droits de l'homme (points 5, 8 et 14 g) de l'ordre du jour)¹² :

s) Lettre datée du 15 avril 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/1998/18);

t) Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de ses seizième et dix-septième sessions (E/1998/22)¹³;

u) Lettre datée du 12 mai 1998, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/1998/49);

v) Note du Secrétaire général transmettant les observations générales du Comité des droits de l'homme (E/1998/74);

w) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (E/1998/84);

x) Note du Secrétaire général sur les privilèges et immunités du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats (E/1998/94);

y) Lettre datée du 29 juillet 1998, adressée au Président du Conseil économique et social par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/1998/95);

z) État des incidences administratives et incidences sur le budget-programme des projets de décision recommandés pour adoption par le Conseil économique et social dans les documents E/1997/L.23 et Add.2 et E/1998/22, présenté par le Secrétaire général

¹⁰ Ibid., *Supplément No 8*.

¹¹ À paraître en tant que *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 12*.

¹² Le Conseil n'a pas reçu le rapport du Comité des droits de l'enfant (A/53/41) à temps pour qu'il puisse l'examiner lors de sa session de fond.

¹³ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 2*.

conformément à l'article 31 du Règlement intérieur du Conseil économique et social (E/1998/L.4);

aa) Répertoire des projets de proposition émanant des organes subsidiaires du Conseil économique et social appelant une décision du Conseil ou portés à son attention (E/1997/L.23 et Add.2);

bb) Extrait du rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa quarante-quatrième session (E/1998/L.24);

cc) Communication présentée par l'Union interparlementaire, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social (E/1998/NGO/4).

Mesures prises par le Conseil

Rapports examinés par le Conseil économique et social au titre des questions sociales et des questions relatives aux droits de l'homme

138. À sa 47^e séance, le 31 juillet, sur la proposition du Président, le Conseil a pris acte de plusieurs rapports présentés au titre du point 14 de l'ordre du jour. Voir décision 1998/294 du Conseil.

1. Promotion de la femme

139. Au titre des points 8 et 14 a) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 1998/2, 1998/9 à 1998/12 et 1998/48 et la décision 1998/224.

Mesures prises par le Conseil

Recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-deuxième session (E/1998/27 et Corr.1)

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

140. À sa 5^e séance, le 7 mai 1998, le Conseil a examiné un projet de résolution (reproduit dans le document E/1998/L.8), intitulé «Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing», sur la recommandation de la Commission de la condition de la femme constituée en Comité préparatoire de l'examen de haut niveau auquel l'Assemblée générale procédera en l'an 2000 en vue d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme et du Programme d'action de Beijing (E/1998/27, chap. I, sect. A).

141. À la même séance, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution. Voir résolution 1998/2 du Conseil.

Situation des femmes et des fillettes en Afghanistan

142. À sa 44^e séance, le 28 juillet, le Conseil a procédé à un vote sur le projet de résolution I, intitulé «Situation des femmes et des fillettes en Afghanistan» (E/1998/27, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/9 du Conseil.

Femmes palestiniennes

143. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a procédé à un vote sur le projet de résolution II, intitulé «Femmes palestiniennes» (E/1998/27, chap. I, sect. B). Le projet de résolution a été adopté par 40 voix contre 1, avec 2 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré. Voir résolution 1998/10 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit¹⁴ :

Ont voté pour :

Algérie, Allemagne, Argentine, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Brésil, Canada, Cap Vert, Chili, Chine, Cuba, Djibouti, El Salvador, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Guyana, Inde, Italie, Japon, Lesotho, Maurice, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Sri-Lanka, Suède, Turquie, Viet Nam.

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus :

Colombie, Islande.

144. Avant l'adoption du projet de résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration.

Examen à mi-parcours du plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme, y compris la situation des femmes au Secrétariat

145. À sa 44e session, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution III, intitulé «Examen à mi-parcours du plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme, y compris la situation des femmes au Secrétariat», sur la recommandation de la Commission de la condition de la femme (E/1998/27, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/11 du Conseil.

Conclusions de la Commission de la condition de la femme sur les domaines critiques identifiés dans le Programme d'action de Beijing

146. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution IV, intitulé «Conclusions de la Commission de la condition de la femme sur les domaines critiques identifiés dans le Programme d'action de Beijing», sur la recommandation de la Commission de la condition de la femme (E/1998/27 et Corr.1, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/12 du Conseil.

Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-deuxième session et ordre du jour provisoire et documentation de la quarante-troisième session

147. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté un projet de décision intitulé «Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-deuxième session et ordre du jour provisoire et documentation de la quarante-troisième session», sur la recommandation de la Commission de la condition de la femme (E/1998/27, chap. I, sect. C). Voir décision 1998/224 du Conseil.

¹⁴ Les délégations jordanienne, togolaise et tunisienne ont indiqué par la suite que, si elles avaient été présentes au moment du vote, elles auraient voté pour le projet de résolution.

Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

148. À sa 46e séance, le 30 juillet, l'observateur de l'Indonésie*, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et au nom de la Chine, a présenté un projet de résolution (E/1998/L.36) intitulé «Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme». L'Autriche*, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas*, le Portugal* et la Turquie se sont ultérieurement joints aux auteurs du projet de résolution.

149. À sa 47e séance, le 31 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1998/48 du Conseil.

150. Après l'adoption du projet de résolution, les observateurs de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77) et de l'Autriche (au nom de l'Union européenne) ont fait des déclarations.

2. Développement social

151. Au titre du point 14 b) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les décisions 1998/225 et 1998/226.

Mesures prises par le Conseil

Recommandations figurant dans le rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa trente-sixième session (E/1998/26)

Activités du Groupe consultatif pour l'Année internationale des personnes âgées

152. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision I, intitulé «Activités du Groupe consultatif pour l'Année internationale des personnes âgées», sur la recommandation de la Commission du développement social (E/1998/26, chap. I, sect. A). Voir décision 1998/225 du Conseil.

Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa trente-sixième session et ordre du jour provisoire et documentation de la trente-septième session de la Commission

153. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision II, intitulé «Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa trente-sixième session et ordre du jour provisoire et documentation de la trente-septième session de la Commission», selon la recommandation de la Commission du développement social (E/1998/26, chap. I, sect. A). Voir décision 1998/226 du Conseil.

3. Prévention du crime et justice pénale

154. Au titre du point 14 c) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 1998/13 à 1998/24 et les décisions 1998/227 et 1998/228.

* Conformément à la règle 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

Mesures prises par le Conseil

Recommandations figurant dans le rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30 et Corr.1)

Préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

155. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a examiné le projet de résolution I, intitulé «Préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30 et Corr.1, chap. I, sect. A). Le Conseil a été informé que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

156. À la même séance, le Conseil a approuvé le projet de résolution en vue de son adoption par l'Assemblée générale. Voir résolution 1998/13 du Conseil.

Criminalité transnationale organisée

157. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a examiné le projet de résolution II, intitulé «Criminalité transnationale organisée», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30 et Corr.1, chap. I, sect. A). L'attention du Conseil a été appelée sur l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution figurant à l'annexe II du rapport de la Commission.

158. À la même séance, le Conseil a approuvé le projet de résolution en vue de son adoption par l'Assemblée générale. Voir résolution 1998/14 du Conseil.

Entraide judiciaire et coopération internationale en matière pénale

159. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a approuvé le projet de résolution III en vue de son adoption par l'Assemblée générale, intitulé «Entraide judiciaire et coopération internationale en matière pénale», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. A). Voir résolution 1998/15 du Conseil.

Lutte contre la corruption

160. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution I, intitulé «Lutte contre la corruption», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/16 du Conseil.

Réglementation des explosifs pour la prévention de la délinquance ainsi que la santé et la sécurité publiques

161. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution II, intitulé «Réglementation des explosifs pour la prévention de la délinquance ainsi que la santé et la sécurité publiques», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/17 du Conseil.

Mesures visant à réglementer les armes à feu aux fins de la lutte contre le trafic illicite de ces armes

162. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution III, intitulé «Mesures visant à réglementer les armes à feu aux fins de la lutte contre le trafic illicite de

ces armes», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/18 du Conseil.

Lutte contre le trafic illégal de migrants, y compris par voie maritime

163. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution IV, intitulé «Lutte contre le trafic illégal de migrants, y compris par voie maritime», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/19 du Conseil.

Lutte contre le trafic international des femmes et des enfants

164. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution V, intitulé «Lutte contre le trafic international des femmes et des enfants», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/20 du Conseil.

Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

165. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution VI, intitulé «Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/21 du Conseil.

Traitement des étrangers dans les procédures pénales

166. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution VII, intitulé «Traitement des étrangers dans les procédures pénales», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/22 du Conseil.

Coopération internationale en vue de réduire la surpopulation carcérale et de promouvoir des peines de substitution

167. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution VIII, intitulé «Coopération internationale en vue de réduire la surpopulation carcérale et de promouvoir des peines de substitution», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. B). Voir résolution 1998/23 du Conseil.

Coopération technique et services consultatifs pour la prévention du crime et la justice pénale

168. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution IX, intitulé «Coopération technique et services consultatifs pour la prévention du crime et la justice pénale», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. B). L'attention du Conseil a été appelée sur l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution, figurant à l'annexe II du rapport de la Commission (E/1998/30).

169. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 1998/24 du Conseil.

**Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale
sur les travaux de sa septième session et ordre du jour provisoire
et documentation de la huitième session de la Commission**

170. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision I, intitulé «Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa septième session et ordre du jour provisoire et documentation de la huitième session de la Commission», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. C). Voir résolution 1998/227 du Conseil.

**Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut régional
de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice**

171. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision II, intitulé «Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut régional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice», sur la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1998/30, chap. I, sect. C). Voir résolution 1998/228 du Conseil.

4. Stupéfiants

172. Au titre du point 14 d) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 1998/25 et les décisions 1998/229, 1998/230 et 1998/240.

Mesures prises par le Conseil

**Recommandations figurant dans le rapport de la Commission des stupéfiants
sur les travaux de sa quarante et unième session (E/1998/28)**

Demande et offre d'opiacées à des fins médicales et scientifiques

173. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté un projet de résolution intitulé «Demande et offre d'opiacées à des fins médicales et scientifiques», sur la recommandation de la Commission des stupéfiants (E/1998/28, chap. I, sect. A). Voir résolution 1998/25 du Conseil.

**Ordre du jour provisoire et documentation de la quarante-deuxième session
de la Commission des stupéfiants**

174. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision I, intitulé «Ordre du jour provisoire et documentation de la quarante-deuxième session de la Commission des stupéfiants», sur la recommandation de la Commission des stupéfiants (E/1998/28, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/229 du Conseil.

Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

175. À sa 44e séance, le 28 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision II, intitulé «Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants», sur la recommandation de la Commission des stupéfiants (E/1998/28, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/230 du Conseil.

Rapport de la Commission des stupéfiants

176. À sa 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision III, intitulé «Rapport de la Commission des stupéfiants», sur la recommandation de la Commission des stupéfiants (E/1998/28, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/240 du Conseil.

5. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

177. Aucune proposition n'a été présentée au titre de cette question [point 14 e)].

6. Application du Programme d'action pour la troisième Décennie contre le racisme et la discrimination raciale

178. Aucune proposition n'a été présentée au titre de cette question [point 14 f)].

7. Droits de l'homme

Mesures prises par le Conseil à sa session d'organisation et à la reprise de cette session

Recommandations figurant dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa seizième session

179. Conformément à sa décision 1997/321 du 18 décembre 1997, le Conseil a examiné à ses 3e et 5e séances, le 6 février et le 7 mai 1998, quatre projets de décision, dont le Comité des droits économiques, sociaux et culturels avait recommandé l'adoption lors de sa seizième session. Le texte des projets de décision figurait dans le répertoire des projets de proposition émanant des organes subsidiaires du Conseil économique et social (E/1997/L.23 et Add.2). On trouvera dans le document E/1998/L.4 l'état des incidences sur le budget-programme de ces projets de décision.

180. À sa 3e séance, le 6 février, le Conseil a décidé de renvoyer à la reprise de sa session d'organisation l'examen des quatre projets de décision. Voir décision 1998/210 A du Conseil.

181. À sa 5e séance, le 7 mai, le Conseil a décidé de renvoyer à une session ultérieure l'examen des trois projets de décision contenus dans le document E/1998/L.23, ainsi que l'état des incidences sur le budget-programme publié sous la cote E/1998/L.4. Voir décision 1998/210 B du Conseil.

182. Le Conseil ne s'est pas prononcé sur les projets de décision intitulés «Session supplémentaire extraordinaire du Groupe de travail présession du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (20-24 avril 1998)» (E/1998/L.23/Add.2). Voir décision 1998/210 B du Conseil.

Mesures prises par le Conseil à sa session de fond

183. Au titre du point 14 g) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 1998/33 à 1998/35 ainsi que les décisions 1998/241 à 1998/281, 1998/292 et 1998/293.

**Recommandations figurant dans l'extrait du rapport de la Commission
des droits de l'homme sur les travaux de sa cinquante-quatrième session
(E/1998/L.24)**

Question d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus

184. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution I intitulé «Question d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. A). Voir résolution 1998/33 du Conseil.

Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994

185. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution II, intitulé «Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. A). Voir résolution 1998/34 du Conseil.

Question d'un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

186. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution III, intitulé «Question d'un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. A). Voir résolution 1998/35 du Conseil.

Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

187. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a voté sur le projet de décision 1, intitulé «Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Le projet de décision a été adopté par 26 voix contre 13, avec 7 abstentions à l'issue d'un vote enregistré. Voir décision 1998/241 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Argentine, Bangladesh, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Djibouti, El Salvador, Fédération de Russie, Guyana, Inde, Jordanie, Lesotho, Liban, Maurice, Mexique, Mozambique, Oman, Pakistan, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Tunisie, Turquie, Viet Nam.

Ont voté contre :

Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, Islande, Italie, Japon, Nicaragua, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

Se sont abstenus :

Bélarus, France, Lettonie, Nouvelle-Zélande, République de Corée, République tchèque, Roumanie.

Conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme

188. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a voté sur le projet de décision 2, intitulé «Conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Le projet de décision a été adopté par 26 voix contre 20, avec 2 abstentions à l'issue d'un vote enregistré. Voir décision 1998/242 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Argentine, Bangladesh, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Djibouti, El Salvador, Guyana, Inde, Jordanie, Lesotho, Liban, Maurice, Mexique, Mozambique, Oman, Pakistan, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Togo, Tunisie, Turquie, Viet Nam.

Ont voté contre :

Allemagne, Bélarus, Belgique, Canada, Cap-Vert, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Roumanie, Suède.

Se sont abstenus :

Lettonie, République de Corée.

Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et Décennie internationale des populations autochtones

189. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 3, intitulé «Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et Décennie internationale des populations autochtones», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/243 du Conseil.

Les migrants et les droits de l'homme

190. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 4, intitulé «Les migrants et les droits de l'homme», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/244 du Conseil.

Application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion et la conviction

191. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 5, intitulé «Application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/245 du Conseil.

Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques

192. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 6, intitulé «Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/246 du Conseil.

Instance permanente pour les populations autochtones dans le système des Nations Unies

193. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 7, intitulé «Instance permanente pour les populations autochtones dans le système des Nations Unies», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/247 du Conseil.

Le droit à l'alimentation

194. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 8, intitulé «Le droit à l'alimentation», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/248 du Conseil.

Effets des politiques d'ajustement économique consécutives à la dette extérieure sur la jouissance effective des droits de l'homme, en particulier pour l'application de la Déclaration sur le droit au développement

195. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a voté sur le projet de décision 9, intitulé «Effet des politiques d'ajustement économique consécutives à la dette extérieure sur la jouissance effective des droits de l'homme, en particulier pour l'application de la Déclaration sur le droit au développement», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Le projet de décision a été adopté par 22 voix contre 19, avec 7 abstentions à l'issue d'un vote enregistré. Voir décision 1998/249 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Bangladesh, Cap-Vert, Chine, Colombie, Cuba, Djibouti, Guyana, Inde, Jordanie, Lesotho, Liban, Maurice, Mozambique, Oman, Pakistan, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Togo, Tunisie, Turquie, Viet Nam.

Ont voté contre :

Allemagne, Bélarus, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du - Nord, Suède.

Se sont abstenus :

Argentine, Brésil, Chili, El Salvador, Mexique, Nicaragua, République de Corée.

Les droits de l'homme et l'extrême pauvreté

196. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 10, intitulé «Les droits de l'homme et l'extrême pauvreté», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/250 du Conseil.

Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

197. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 11, intitulé «Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/251 du Conseil.

Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre

198. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 12, intitulé «Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/252 du Conseil.

Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation de ces droits de l'homme

199. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 13, intitulé «Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation de ces droits de l'homme», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision E/1998/253 du Conseil.

Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

200. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 14, intitulé «Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision E/1998/254 du Conseil.

Question des disparitions forcées ou involontaires

201. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 15, intitulé «Question des disparitions forcées ou involontaires», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision E/1998/255 du Conseil.

Droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales

202. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 16, intitulé «Droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/256 du Conseil.

Personnes déplacées dans leur propre pays

203. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 17, intitulé «Personnes déplacées dans leur propre pays», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision E/1998/257 du Conseil.

Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme

204. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 18, intitulé «Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/258 du Conseil.

Situation des droits de l'homme au Cambodge

205. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 19, intitulé «Situation des droits de l'homme au Cambodge», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/259 du Conseil.

Situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo

206. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 20, intitulé «Situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo», sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/260 du Conseil.

207. Avant l'adoption du projet de décision, le représentant du Japon a fait une déclaration. Après l'adoption du projet de décision, l'observateur de la République démocratique du Congo a fait une déclaration.

Situation des droits de l'homme au Myanmar

208. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 21, intitulé «Situation des droits de l'homme au Myanmar», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/261 du Conseil.

Situation des droits de l'homme au Nigéria

209. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 22, intitulé «Situation des droits de l'homme au Nigéria», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/262 du Conseil.

Situation des droits de l'homme en Iraq

210. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a voté sur le projet de décision 23, intitulé «Situation des droits de l'homme en Iraq», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Le projet de décision a été adopté par 27 voix contre zéro, avec 18 abstentions à l'issue d'un vote enregistré. Voir décision 1998/263 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Argentine, Bélarus, Belgique, Brésil, Canada, Chili, El Salvador, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Pologne, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Turquie.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Algérie, Bangladesh, Cap-Vert, Chine, Colombie, Cuba, Djibouti, Guyana¹⁵, Inde, Jordanie, Liban, Mozambique, Pakistan, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Togo, Tunisie, Viet Nam.

211. Avant l'adoption du projet de décision, le représentant des États-Unis et l'observateur de l'Iraq ont fait des déclarations.

Situation des droits de l'homme au Soudan

212. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 24, intitulé «Situation des droits de l'homme au Soudan», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/264 du Conseil.

Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

213. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 25, intitulé «Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/265 du Conseil.

Situation des droits de l'homme au Rwanda

214. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 26, intitulé «Situation des droits de l'homme au Rwanda», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/266 du Conseil.

Situation des droits de l'homme en Afghanistan

215. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 27, intitulé «Situation des droits de l'homme en Afghanistan», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/267 du Conseil.

Situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale et assistance dans le domaine des droits de l'homme

216. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 28, intitulé «Situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale et assistance dans le domaine des droits de l'homme», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/268 du Conseil.

Le droit au développement

217. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 29, intitulé «Le droit au développement», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/269 du Conseil.

¹⁵ La délégation guyanienne a déclaré par la suite qu'elle avait eu l'intention de voter pour et non pas contre le projet de décision.

Les droits de l'homme et les procédures thématiques

218. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 30, intitulé «Les droits de l'homme et les procédures thématiques», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/270 du Conseil.

Droits de l'enfant

219. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 31, intitulé «Droits de l'enfant», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/271 du Conseil.

Situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie

220. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 32, intitulé «Situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/272 du Conseil.

221. Après l'adoption du projet de décision, le représentant de la Fédération de Russie a fait une déclaration.

Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

222. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a voté sur le projet de décision 33, intitulé «Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Le projet de décision a été adopté par 25 voix contre 8, avec 11 abstentions à l'issue d'un vote enregistré. Voir décision 1998/273 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Guyana, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

Ont voté contre :

Bangladesh, Chine, Cuba, Inde, Jordanie, Oman, Pakistan, Viet Nam.

Se sont abstenus :

Bélarus, Cap-Vert, Colombie, Djibouti, Mexique, Mozambique, République de Corée, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Togo, Tunisie.

223. Avant l'adoption du projet de décision, le représentant du Liban et l'observateur de la République islamique d'Iran ont fait des déclarations.

Situation des droits de l'homme au Burundi

224. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 34, intitulé «Situation des droits de l'homme au Burundi», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/274 du Conseil.

**Question des ressources du Haut Commissariat des Nations Unies
aux droits de l'homme et des activités de l'Organisation des Nations Unies
dans le domaine des droits de l'homme**

225. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 35, intitulé «Question des ressources du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/275 du Conseil.

**Effets des politiques d'ajustement structurel sur la jouissance effective
des droits de l'homme**

226. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a voté sur le projet de décision 36, intitulé «Effets des politiques d'ajustement structurel sur la jouissance effective des droits de l'homme», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Le projet de décision a été adopté par 28 voix contre 18, avec une abstention, à l'issue d'un vote enregistré. Voir décision 1998/276 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Argentine, Bangladesh, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Djibouti, El Salvador, Guyana, Inde, Jordanie, Lesotho, Liban, Maurice, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Oman, Pakistan, République de Corée, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Togo, Tunisie, Turquie, Viet Nam.

Ont voté contre :

Allemagne, Bélarus, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

Se sont abstenus :

Pologne.

Protection du patrimoine des populations autochtones

227. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 37, intitulé «Protection du patrimoine des populations autochtones», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/277 du Conseil.

Liberté de circulation et déplacements de populations

228. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a examiné le projet de décision 38, intitulé «Liberté de circulation et déplacements de populations», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B).

229. À la même séance, le représentant de la Jordanie a proposé les amendements ci-après :

- a) À la sixième ligne, supprimer le mot «final»;
- b) À la dernière ligne, supprimer la mention du document E/CN.4/Sub.2/1997/23.

230. Toujours à la même séance, les représentants de la Turquie, du Liban, de l'Autriche (au nom de l'Union européenne) et du Canada, ainsi que le représentant du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont fait des déclarations.

231. À la 47e séance, le 31 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision, tel qu'il avait été modifié oralement. Voir décision 1998/292 du Conseil.

232. Après l'adoption du projet de décision, les représentants du Liban, de la Jordanie et du Canada ainsi que les observateurs de l'Autriche (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne) et du Nigéria ont fait des déclarations.

Droits de l'homme et terrorisme

233. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a voté sur le projet de décision 39, intitulé «Droits de l'homme et terrorisme», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Le projet de décision a été adopté par 23 voix contre zéro, avec 22 abstentions à l'issue d'un vote enregistré. Voir décision 1998/278 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Bangladesh, Bélarus, Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Djibouti, El Salvador, Fédération de Russie, Guyana, Inde, Lesotho, Mozambique, Oman, Pakistan, République de Corée, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Togo, Tunisie, Turquie, Viet Nam.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Cap-Vert, Chili, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

234. Avant l'adoption du projet de décision, le représentant du Mexique a fait une déclaration.

Question des droits de l'homme et des états d'exception

235. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 40, intitulé «Question des droits de l'homme et des états d'exception», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/279 du Conseil.

Dates de la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme

236. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 41, intitulé «Dates de la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/280 du Conseil.

Organisation des travaux de la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme

237. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision 42, intitulé «Organisation des travaux de la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme», recommandé par la Commission des droits de l'homme (E/1998/L.24, chap. I, sect. B). Voir décision 1998/281 du Conseil.

* * *

238. À la 46e séance, le 30 juillet, après l'adoption des projets de résolution et de décision, le représentant de Cuba et l'observateur de l'Autriche (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne) ont fait des déclarations.

Recommandations contenues dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

239. À la 46e séance, le 30 juillet, le Conseil a examiné quatre projets de décision dont le Comité des droits économiques, sociaux et culturels avait recommandé l'adoption à ses seizième et dix-septième sessions. Le texte de ces décisions figure dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de ses seizième et dix-septième sessions (voir E/1998/22). Un état des incidences des projets de décision sur le budget-programme, présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 31 du Règlement intérieur du Conseil a été distribué sous la cote E/1998/L.4.

Examen par le Conseil économique et social des projets de recommandation contenus dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa seizième session

240. À la 47e séance, le 31 juillet, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), a présenté, à l'issue de consultations officieuses, un projet de décision (E/1998/L.48), intitulé «Examen par le Conseil économique et social des projets de recommandation contenus dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa seizième session».

241. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 1998/293 du Conseil.

Chapitre IX

Élections, nominations, présentation de candidatures et confirmation des candidatures

Le Conseil a examiné la question des élections, des nominations, de la présentation de candidatures et de la confirmation des candidatures à sa session d'organisation, à la reprise de sa session d'organisation et à sa session de fond (point 1 de l'ordre du jour). La question a été examinée aux 2e, 3e, 5e et 47e séances, les 3 et 6 février, le 7 mai et le 31 juillet 1998. On trouvera un résumé des débats dans les comptes rendus analytiques correspondants (E/1998/SR.2, 3, 5 et 47). Le Conseil était saisi des documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire annoté de la session d'organisation de 1998 (E/1998/2/Add.1);
- b) Note du Secrétaire général sur les élections et nominations reportées des sessions précédentes (E/1998/L.1);
- c) Note du Secrétaire général sur l'élection de neuf membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (E/1998/L.1/Add.1 et Corr.1, Add.14 et Add.16);
- d) Note du Secrétaire général sur l'élection de 11 membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population (E/1998/L.1/Add.2);
- e) Note du Secrétaire général sur l'élection des membres des commissions techniques du Conseil (E/1998/L.1/Add.3);
- f) Note du Secrétaire général sur l'élection de six membres du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (E/1998/L.1/Add.4);
- g) Note du Secrétaire général sur l'élection de 20 membres de la Commission des établissements humains (E/1998/L.1/Add.5);
- h) Note du Secrétaire général sur la nomination de sept membres du Comité du programme et de la coordination (E/1998/L.1/Add.6);
- i) Note du Secrétaire général sur l'élection de 11 membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/1998/L.1/Add.7);
- j) Note du Secrétaire général sur l'élection de huit membres du Conseil de coordination du Programme commun coparrainé sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) (E/1998/L.1/Add.8);
- k) Note du Secrétaire général sur l'élection des 19 membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/L.1/Add.9);
- l) Note du Secrétaire général sur la nomination de trois membres du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (E/1998/L.1/Add.10 et Add.15);
- m) Note du Secrétaire général sur la nomination des membres du Comité de la planification du développement (E/1998/L.1/Add.11);
- n) Note du Secrétaire général sur l'élection de membres du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement (E/1998/L.1/Add.12 et Add.17);
- o) Note du Secrétaire général sur l'élection de membres du Comité des ressources naturelles (E/1998/L.1/Add.13);

p) Note du Secrétaire général sur la confirmation de la candidature des membres des commissions techniques du Conseil (E/1998/L.2 et Corr.1 et Add.1 et 2).

Mesures prises par le Conseil

Au titre du point relatif aux élections, le Conseil a adopté les décisions 1998/202 A, B et C.

Chapitre X

Questions d'organisation

1. Le Conseil a tenu sa session d'organisation de 1998 au Siège de l'ONU le 22 janvier et les 3 et 6 février 1998 (1re, 2e et 3e séances), une réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods le 18 avril (4e séance), la reprise de sa session d'organisation au Siège de l'ONU le 7 mai (5e séance), une séance sur l'application et le suivi intégrés et coordonnés des grandes conférences et des sommets internationaux organisés par les Nations Unies du 13 au 15 mai (6e à 11e séances) et sa session de fond au Siège de l'ONU du 6 au 31 juillet et le 5 août 1998 (12e à 49e séances). On trouvera dans les comptes rendus analytiques correspondants un résumé des débats (E/1998/SR.1 à 49).

A. Décisions prises par le Conseil

2. À sa session d'organisation de 1998, le Conseil a adopté une résolution et neuf décisions concernant les questions d'organisation. Voir résolution 1998/1 et décisions 1998/201 et 1998/203 à 210 du Conseil.
3. À la reprise de sa session d'organisation de 1998, le Conseil a adopté une décision concernant les questions d'organisation. Voir décision 1998/211 du Conseil.
4. À sa session de fond de 1998, le Conseil a adopté quatre décisions concernant les questions d'organisation. Voir décisions 1998/212, 1998/223, 1998/295 et 1998/298 du Conseil.

B. Travaux du Conseil

5. La 1re séance, tenue le 22 janvier, a été ouverte par le Président du Conseil économique et social pour 1997, M. Vladimir Galuska (République tchèque). Une fois élu, le Président du Conseil pour 1998, M. Juan Somavia (Chili), a fait une déclaration.

1. Bureau du Conseil

6. Conformément au paragraphe 2 k) de sa résolution 1998/77, le Conseil s'est réuni le 22 janvier pour élire son bureau.
7. À la 1re séance, le Conseil a élu par acclamation Paolo Fulci (Italie), Anwarul Chowdhury (Bangladesh), Roble Olhaye (Djibouti) et Alyaksandr Sychou (Biélorussie) vice-présidents du Conseil pour 1998.

2. Ordre du jour de la session d'organisation de 1998

8. Le Conseil a examiné l'ordre du jour de sa session d'organisation à la 1re séance, le 22 janvier. Il était saisi de l'ordre du jour provisoire annoté (E/1998/2 et Corr.1).
9. À la même séance, le Conseil a adopté l'ordre du jour de la session d'organisation (voir annexe I au présent rapport).
10. À la 3e séance, le 6 février, sur la recommandation du Président, le Conseil a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la reprise de sa session d'organisation de 1998 la question intitulée «Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme : promotion de la femme». Voir décision 1998/203 du Conseil.

3. Programme de travail de base pour 1998 et 1999

11. Le Conseil a examiné son programme de travail de base pour 1998 et 1999 à ses 2e et 3e séances, les 3 et 6 février. Il était saisi d'une note du Secrétaire général contenant le programme de travail de base pour 1998 et 1999 (E/1998/1).

12. À la 2e séance, le 3 février, le Vice-Président du Conseil, Anwarul Chowdhury, a fait une déclaration sur les consultations officielles consacrées au programme de travail de base pour 1998 et 1999. Sur la recommandation du Président, le Conseil a adopté une décision orale sur la question de la coopération régionale. Voir décision 1998/201 du Conseil.

13. À la 3e séance, le 6 février, le Conseil était saisi des projets de proposition relatifs au programme de travail de base pour 1998 et 1999 présentés par le Vice-Président du Conseil, M. Chowdhury (Inde) (E/1998/L.6). M. Chowdhury a fait une déclaration sur les consultations officielles consacrées aux questions en suspens portées à l'attention de la session d'organisation.

14. À la même séance, le Conseil a adopté les projets de décision contenus dans le document E/1998/L.6 et, sur la recommandation du Président, trois décisions orales. Voir décisions 1998/205 à 1998/209 du Conseil.

4. Ordre du jour provisoire de la session de 1998 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

15. À la 3e séance, le 6 février, le Conseil était saisi d'une note du Secrétariat contenant l'ordre du jour provisoire de la session de 1998 du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/L.3).

16. À la même séance, le Conseil a approuvé l'ordre du jour provisoire. Voir décision 1998/204 du Conseil.

5. Proclamation d'années internationales

17. À la 3e séance, le 6 février, le représentant de la Fédération de Russie a présenté un projet de résolution intitulé «Proclamation d'années internationales» (E/1998/L.5) que le Conseil a adopté. Voir résolution 1998/1 du Conseil.

6. Report de l'examen des recommandations contenues dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa seizième session*

18. À la 3e séance, le 6 février, le Conseil a décidé, sur la recommandation du Président, de reporter à la reprise de sa session d'organisation l'examen des recommandations contenues dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa seizième session (voir E/1998/L.23 et Add.2) et l'état des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme (E/1998/L.4) de ces recommandations. Voir décision 1998/210 A du Conseil. À la 5e séance, le 7 mai, le Conseil a reporté l'examen de trois de ces recommandations et de l'état des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme et décidé de ne pas se prononcer sur la quatrième recommandation. Voir décision 1998/210 B du Conseil.

* Voir aussi chap. VIII, par. 179 à 182 et 239 à 241.

7. Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

19. À la 5e séance, le 7 mai 1998, le Conseil était saisi d'un projet de décision intitulé «Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés» (E/1998/L.7).

20. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 1998/211 du Conseil.

8. Ordre du jour de la session de fond de 1998

21. À la 12e séance, le 6 juillet, le Conseil a examiné l'ordre du jour et l'organisation des travaux de sa session de fond de 1998. Il était saisi des documents ci-après :

- a) Ordre du jour provisoire annoté (E/1998/100 et Add.1);
- b) Projet de programme de travail pour la session de fond (E/1998/L.9);
- c) Note du Secrétariat sur l'état de la documentation de la session (E/1998/L.10/Rev.1).

22. À la même séance, le Conseil a adopté l'ordre du jour de la session de fond de 1998 (voir annexe I) et approuvé l'organisation des travaux de la session. Voir le paragraphe 1 de la décision 1998/212 du Conseil.

9. Demandes d'audition présentées par les organisations non gouvernementales

23. Aux 19e, 28e et 32e séances, les 9, 15 et 17 juillet, le Conseil a approuvé sur la recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1998/82 et Add.1 et 2) les demandes présentées par les organisations non gouvernementales qui souhaitaient être entendues par le Conseil à sa session de fond de 1998. Voir paragraphe 2 de la décision 1998/212 du Conseil.

10. Réunion d'organisation de la Commission du développement durable en 1998

24. À la 40e séance, le 23 juillet, le Conseil, sur la proposition du Président, a autorisé la Commission du développement durable à convoquer en 1998 une réunion d'organisation pour tenir des élections afin de pourvoir les deux postes restés vacants de vice-président à sa septième session. Voir décision 1998/223 du Conseil.

11. Dates des sessions des organes subsidiaires du Conseil économique et social en 1999

25. À sa 47e séance, le 31 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de décision intitulé «Dates des sessions des organes subsidiaires du Conseil économique et social» en 1999 (E/1998/L.44), présenté par le Président du Conseil. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 1998/295 du Conseil.

12. Thèmes de la session de fond de 1999 du Conseil économique et social

26. À sa 47e séance, le 31 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de décision intitulé «Thèmes de la session de fond de 1999 du Conseil économique et social» (E/1998/L.47), présenté par le Vice-Président du Conseil, M. Anwarul Chowdhury (Bangladesh).

27. À sa 49e séance, le 5 août, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 1998/298 du Conseil.

Annexe I

Ordres du jour de la session d'organisation et de la reprise de la session d'organisation pour 1998 et de la session de fond de 1998

Ordre du jour de la session d'organisation et de la reprise de la session d'organisation pour 1998 adopté par le Conseil à sa 1^{re} séance, le 22 janvier 1998

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Programme de travail de base du Conseil.
4. Proclamation d'années internationales.
5. Rapports, conclusions et recommandations des organes subsidiaires : questions relatives aux droits de l'homme.
6. Coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes.
7. Élections, présentation de candidatures et confirmation des candidatures.
8. Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme : promotion de la femme^b.

^b Question inscrite à l'ordre du jour de la reprise de la session d'organisation pour 1998 conformément à la décision 1998/203 du Conseil.

Ordre du jour de la session de fond de 1998 adopté par le Conseil à sa 12e séance, le 6 juillet 1998

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

Débat de haut niveau

2. Accès aux marchés : faits nouveaux intervenus depuis le Cycle d'Uruguay, incidences, perspectives et problèmes, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation.

Débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

3. Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement :
 - a) Promotion de la femme : mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement;
 - b) Suite à donner aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale;
 - c) Examen des rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial.

Débat consacré aux questions de coordination

4. Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies dans le domaine suivant : Suivi et application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

Débat consacré aux affaires humanitaires

5. Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe.

Débat général

6. Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies.
7. Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions :
 - a) Rapports des organes de coordination;
 - b) Le paludisme et les maladies diarrhéiques, en particulier le choléra;
 - c) Réunions proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001;
 - d) Coopération internationale dans le domaine de l'informatique;
 - e) Proclamation d'une année internationale de la montagne;
 - f) Année internationale de la culture de la paix, en l'an 2000.
8. Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale.

9. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
10. Coopération régionale.
11. Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé.
12. Organisations non gouvernementales.
13. Questions relatives à l'économie et à l'environnement :
 - a) Développement durable;
 - b) Ressources naturelles;
 - c) Énergie;
 - d) Coopération internationale en matière fiscale;
 - e) Administration et finances publiques;
 - f) Cartographie;
 - g) Population et développement.
14. Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme :
 - a) Promotion de la femme;
 - b) Développement social;
 - c) Prévention du crime et justice pénale;
 - d) Stupéfiants;
 - e) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;
 - f) Application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;
 - g) Droits de l'homme.

Annexe II

Composition du Conseil et de ses organes subsidiaires et connexes

Conseil économique et social

(54 membres élus pour un mandat de trois ans)

Composition en 1998	Composition en 1999 ^a	Mandat expirant le 31 décembre
Algérie	Algérie	2000
Allemagne	Allemagne	1999
Argentine	Bélarus	2000
Bangladesh	Belgique	2000
Bélarus	Brésil	2000
Belgique	Cap-Vert	1999
Brésil	Chili	1999
Canada	Colombie	2000
Cap-Vert	Comores	2000
Chili	Cuba	1999
Chine	Djibouti	1999
Colombie	El Salvador	1999
Comores	Espagne	1999
Cuba	États-Unis d'Amérique	2000
Djibouti	France	1999
El Salvador	Gambie	1999
Espagne	Inde	2000
États-Unis d'Amérique	Islande	1999
Fédération de Russie	Italie	2000
Finlande	Japon	1999
France	Lesotho	2000
Gabon	Lettonie	1999
Gambie	Maurice	2000
Guyana	Mexique	1999
Inde	Mozambique	1999
Islande	Nouvelle-Zélande	2000
Italie	Oman	2000
Japon	Pakistan	2000
Jordanie	Pologne	2000
Lesotho	République de Corée	1999
Lettonie	Sainte-Lucie	2000
Liban	Sierra Leone	2000
Maurice	Sri Lanka	1999
Mexique	Turquie	1999
Mozambique	Viet Nam	2000
Nicaragua	Zambie	1999
Nouvelle-Zélande		
Oman		

Composition en 1998	Composition en 1999^a	Mandat expirant le 31 décembre
Pakistan		
Pologne		
République centrafricaine		
République de Corée		
République tchèque		
Roumanie		
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord		
Sainte-Lucie		
Sierra Leone		
Sri Lanka		
Suède		
Togo		
Tunisie		
Turquie		
Viet Nam		
Zambie		

Commissions et sous-commissions techniques

Commission de statistique

(24 membres élus pour un mandat de quatre ans)

Composition en 1998 et 1999	Mandat expirant le 31 décembre
Allemagne	2001
Argentine	2001
Australie	2001
Botswana	2001
Bulgarie	1999
Chine	1999
Colombie	1999
Côte d'Ivoire	2001
États-Unis d'Amérique	1999
Fédération de Russie	2001
Inde	2000
Islande	2001
Jamaïque	2000
Japon	2000
Mexique	2000
Pakistan	1999
Pays-Bas	2000
Portugal	2000
République tchèque	2000
Roumanie	1999
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000
Soudan	1999
Togo	1999
Tunisie	2001

Commission de la population et du développement

(47 membres élus pour un mandat de quatre ans)

Composition en 1998	Composition en 1999 ^b	Mandat expirant le 31 décembre
Afrique du Sud	Afrique du Sud	2001
Algérie	Allemagne	2000
Allemagne	Bangladesh	2000
Bangladesh	Belgique	2000
Belgique	Brésil	1999
Brésil	Bulgarie	1999
Bulgarie	Burundi	2002
Cameroun	Cameroun	2000
Canada	Canada	2000
Chine	Chili	2002
Congo	Chine	2001
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	2000
Égypte	Croatie	2002
El Salvador	Égypte	1999
États-Unis d'Amérique	États-Unis d'Amérique	2001
Éthiopie	Éthiopie	2000
Ex-République yougoslave de Macédoine	Fédération de Russie	2001
Fédération de Russie	France	1999
France	Guinée	2002
Hongrie	Haïti	2002
Inde	Hongrie	2000
Indonésie	Inde	2001
Iran (République islamique d')	Indonésie	1999
Irlande	Iran (République islamique d') ...	2002
Jamaïque	Italie	2002
Japon	Jamaïque	2001
Kenya	Japon	1999
Malawi	Kenya	1999
Malaisie	Malawi	2001
Malte	Malaisie	2000
Mexique	Mexique	2001
Pays-Bas	Niger	2001
Niger	Nigéria	2001
Nigéria	Panama	2000
Panama	Pays-Bas	1999
Pérou	Philippines	2001
Philippines	République de Corée	2001
République arabe syrienne	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2001
	Soudan	1999
	Suède	2001
	Thaïlande	2000

Composition en 1998	Composition en 1999^b	Mandat expirant le 31 décembre
République de Corée	Turquie	2000
Royaume-Uni de	Ukraine	2001
Grande-Bretagne	Yémen	2002
et d'Irlande du Nord		
Soudan		
Suède		
Thaïlande		
Turquie		
Ukraine		

Commission du développement social

(46 membres élus pour un mandat de quatre ans)

Composition en 1998	Composition en 1999 ^c	Mandat expirant le 31 décembre
Afrique du Sud	Afrique du Sud	2000
Allemagne	Allemagne	1999
Argentine	Algérie	2002
Autriche	Argentine	2002
Bélarus	Bélarus	1999
Bénin	Cameroun	2000
Cameroun	Canada	2000
Canada	Chili	2000
Chili	Chine	2000
Chine	Croatie	2002
Cuba	Cuba	2000
Égypte	Équateur	1999
Équateur	Espagne	2002
Espagne	États-Unis d'Amérique	1999
États-Unis d'Amérique	Fédération de Russie	1999
Éthiopie	Finlande	2000
Fédération de Russie	France	1999
Finlande	Gabon	1999
France	Gambie	1999
Gabon	Haïti	2002
Gambie	Inde	2000
Guatemala	Iran (République islamique d') ...	2002
Inde	Jamaïque	2000
Iran (République islamique d')	Japon	1999
Jamaïque	Malawi	2000
Japon	Malte	2000
Malawi	Mauritanie	1999
Malaisie	Népal	1999
Malte	Ouganda	2000
Mauritanie	Pakistan	2000
Mongolie	Pays-Bas	2000
Népal	Pérou	1999
Norvège	Philippines	2000
Ouganda	Pologne	2000
Pakistan	République de Corée	1999
Pays-Bas	République dominicaine	2002
Pérou	République populaire démocratique de Corée	2002
Philippines	Roumanie	2000
	Soudan	1999

Composition en 1998	Composition en 1999^c	Mandat expirant le 31 décembre
Pologne	Suède	2002
République de Corée	Thaïlande	2002
République	Turquie	2002
dominicaine	Venezuela	1999
Roumanie		
Soudan		
Togo		
Ukraine		
Venezuela		

Commission des droits de l'homme

(53 membres élus pour un mandat de trois ans)

Composition en 1998	Composition en 1999	Mandat expirant le 31 décembre
Afrique du Sud	Afrique du Sud	1999
Allemagne	Allemagne	1999
Argentine	Argentine	1999
Autriche	Autriche	1999
Bangladesh	Bangladesh	2000
Bélarus	Bhoutan	2000
Bhoutan	Botswana	2000
Botswana	Canada	2000
Brésil	Cap-Vert	1999
Cap-Vert	Chili	2000
Canada	Chine	1999
Chili	Colombie	2001
Chine	Congo	2000
Congo	Cuba	2000
Cuba	El Salvador	2000
Danemark	Équateur	1999
Équateur	États-Unis d'Amérique	2001
El Salvador	Fédération de Russie	2000
États-Unis d'Amérique	France	2001
Fédération de Russie	Guatemala	2000
France	Inde	2000
Guatemala	Indonésie	1999
Guinée	Irlande	1999
Inde	Italie	1999
Indonésie	Japon	1999
Irlande	Lettonie	2001
Italie	Libéria	2001
Japon	Luxembourg	2000
Luxembourg	Madagascar	2001
Madagascar	Maroc	2000
Malaisie	Maurice	2001
Mali	Mexique	2001
Mexique	Mozambique	1999
Maroc	Népal	2000
Mozambique	Niger	2001
Népal	Norvège	2001
Ouganda	Pakistan	2001
Pakistan	Pérou	2000
Pérou	Philippines	2000
Philippines	Pologne	2000
Pologne	Qatar	2001
	République de Corée	2001

Composition en 1998	Composition en 1999	Mandat expirant le 31 décembre
République de Corée	République démocratique du Congo	1999
République démocratique du Congo ^c	République tchèque	1999
	Roumanie	2001
République tchèque	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Rwanda	2000
Rwanda	Sénégal	2000
Sénégal	Soudan	2000
Soudan	Sri Lanka	2000
Sri Lanka	Tunisie	2000
Tunisie	Uruguay	1999
Ukraine	Venezuela	2000
Uruguay		
Venezuela		

**Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités**

(26 membres)

**Membres élus le 22 avril 1996 pour un mandat de quatre ans
par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session**

Marc Bossuyt (Belgique)

Suppléant : Guy Genot (Belgique)

Volodymyr Boutkevitch (Ukraine)

Suppléant : Olexandre Kouptchichine (Ukraine)

Asbjorn Eide (Norvège)

Suppléant : Jan Helgesen (Norvège)

Ribot Hatano (Japon)

Suppléant : Yozo Yokota (Japon)

Ahmed M. Khalifa (Égypte)

Suppléant : Ahmed Khalil (Égypte)

Miguel J. Alfonso Martínez (Cuba)

Suppléant : Marianela Ferriol Echevarría (Cuba)

Ioan Maxim (Roumanie)

Suppléant : Petru Pavel Gavrilescu (Roumanie)

Mustapha Mehedi (Algérie)

Sang Yong Park (République de Corée)

Clemencia Forero Ucros (Colombie)

Suppléant : Jorge Orlando Melo (Colombie)

Halima Embarek Warzazi (Maroc)

Suppléant : Mohamad Benkaddour (Maroc)

David Weissbrodt (États-Unis d'Amérique)

Suppléant : Robert J. Portman (États-Unis d'Amérique)

Fisseha Yimer (Éthiopie)

**Membres élus le 6 avril 1998 pour un mandat de quatre ans
par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session**

José Bengoa (Chili)

Erica-Irene A. Daes (Grèce)

Suppléant : Kalliopi Koufa (Grèce)

Fan Guoxiang (Chine)

Suppléant : Zhong Shukong (Chine)

Héctor Fix-Zamudio (Mexique)

Suppléant : Alfonso Gómez-Robledo Veduzco (Mexique)

Rajenda Kalidas Wimala Goonesekere (Sri Lanka)

Suppléant : Deepika Udagama (Sri Lanka)

El-Hadji Guissé (Sénégal)

Françoise Jane Hampson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Suppléant : Helena Cook (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Louis Joinet (France)

Suppléant : Emmanuel Decaux (France)

Joseph Oloka-Onyango (Ouganda)

Paulo Sérgio Pinheiro (Brésil)

Suppléant : Marília S. Zelner Gonçalves (Brésil)

Teimuraz O. Ramishvili (Fédération de Russie)

Suppléant : Vladimir Kartashkin (Fédération de Russie)

Yeung Kam Yeung Sik Yuen (Maurice)

Soli Jehangir Sorabjee (Inde)

Commission de la condition de la femme

(45 membres élus pour un mandat de quatre ans)

Composition en 1998	Composition en 1999	Mandat expirant le 31 décembre
Allemagne	Allemagne	2000
Angola	Belgique	2002
Belgique	Bolivie	2001
Bolivie	Brésil	1999
Brésil	Burundi	2002
Bulgarie	Chili	1999
Chili	Chine	1999
Chine	Côte d'Ivoire	2001
Congo	Cuba	2001
Côte d'Ivoire	Égypte	2002
Cuba	États-Unis d'Amérique	1999
États-Unis d'Amérique	Éthiopie	2000
Éthiopie	Fédération de Russie	2002
Fédération de Russie	France	2000
France	Ghana	2000
Ghana	Inde	2001
Grèce	Iran (République islamique d')	2001
Inde	Italie	2002
Indonésie	Japon	2000
Iran (République islamique d')	Lesotho	2001
Japon	Liban	1999
Lesotho	Lituanie	2002
Liban	Mali	1999
Malaisie	Malaisie	2001
Mali	Maroc	2000
Maroc	Mexique	2002
Mexique	Mongolie	2002
Norvège	Norvège	1999
Ouganda	Ouganda	2001
Paraguay	Paraguay	2000
Pérou	Pérou	2000
Philippines	Pologne	2000
Pologne	République de Corée	2001
Portugal	République dominicaine	1999
République de Corée	République populaire démocratique de Corée	2002
République dominicaine	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Rwanda	2001
Rwanda	Sainte-Lucie	2001
Sainte-Lucie	Sénégal	2002
	Slovaquie	1999
	Soudan	2001
	Sri Lanka	2001

Composition en 1998	Composition en 1999	Mandat expirant le 31 décembre
Slovaquie	Swaziland	1999
Soudan	Thaïlande	2000
Sri Lanka	Turquie	2002
Swaziland		
Thaïlande		
Togo		

Commission des stupéfiants

(53 membres élus pour un mandat de quatre ans)

Composition en 1998 et 1999	Mandat expi- rant le 31 décembre
Afrique du Sud	
Algérie	1999
Allemagne	1999
Australie	1999
Bolivie	2001
Brésil	1999
Bulgarie	1999
Canada	1999
Chili	1999
Chine	2001
Colombie	2001
Côte d'Ivoire	2001
Cuba	2001
Égypte	1999
Équateur	1999
Espagne	1999
États-Unis d'Amérique	2001
Fédération de Russie	1999
France	2001
Ghana	1999
Grèce	2001
Inde	1999
Indonésie	1999
Iran (République islamique d')	1999
Italie	1999
Jamaïque	1999
Japon	1999
Liban	2001
Malaisie	2001
Maroc	1999
Maurice	1999
Mexique	2001
Nigéria	2001
Pakistan	1999
Pays-Bas	1999
Pologne	1999
Portugal	1999
République arabe syrienne	1999
République de Corée	1999
République démocratique populaire lao	1999
République tchèque	2001
Roumanie	1999
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2001
Sierra Leone	2001
Soudan	2001

Composition en 1998 et 1999		1999
		Mandat expi-
		rant
		le 31 décembre
Suède		
Suisse		
Thaïlande		
Tunisie	1999	
Turquie	2001	
Ukraine	1999	
Uruguay	1999	
Venezuela	2001	
	2001	
	2001	
	1999	

**Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes
apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient****Membres**

Afghanistan	Kirghizistan
Arabie saoudite	Liban
Azerbaïdjan	Oman
Bahreïn	Ouzbékistan
Égypte	Pakistan
Émirats arabes unis	Qatar
Inde	République arabe syrienne
Iran (République islamique d')	Tadjikistan
Iraq	Turquie
Jordanie	Turkménistan
Kazakhstan	Yémen
Koweït	

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

(40 membres élus pour un mandat de trois ans)

Composition en 1998 et 1999	Mandat expi- rant le 31 décembre
Allemagne	
Arabie saoudite	2000
Argentine	2000
Autriche	2000
Bénin	1999
Bolivie	2000
Botswana	1999
Brésil	2000
Chine	2000
Colombie	2000
Costa Rica	1999
Côte d'Ivoire	2000
Égypte	2000
Équateur	1999
États-Unis d'Amérique	2000
Fédération de Russie	2000
Fidji	1999
France	1999
Gambie	2000
Inde	1999
Iran (République islamique d')	2000
Italie	2000
Jamaïque	2000
Japon	1999
Lesotho	1999
Malawi	1999
Mexique	1999
Pakistan	2000
Pays-Bas	1999
Philippines	1999
Pologne	1999
République de Corée	2000
Roumanie	2000
Soudan	2000
Suède	1999
Swaziland	1999
Togo	1999
Tunisie	2000
Ukraine	1999
Zambie	1999

**Commission de la science et de la technique
au service du développement****(53 membres)****Composition en 1998 et 1999^{d, e}**

Allemagne	Jamaïque
Angola	Malawi
Autriche	Malte
Bahamas	Namibie
Bélarus	Ouganda
Belgique	Pays-Bas
Bénin	Pakistan
Bolivie	Panama
Brésil	Portugal
Bulgarie	Qatar
Cameroun	République de Corée
Chine	République démocratique du Congo
Colombie	République-Unie de Tanzanie
Costa Rica	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Côte d'Ivoire	Roumanie
Cuba	Slovaquie
Éthiopie	Tunisie
Fédération de Russie	Ukraine
Ghana	Uruguay
Guinée	Venezuela
Inde	

Commission du développement durable

(53 membres élus pour un mandat de trois ans)

Composition à la sixième session	Composition à la septième session	Montant expirant à la fin de la session en
Allemagne	Allemagne	2002
Algérie	Algérie	2000
Antigua-et-Barbuda	Angola	2002
Arabie saoudite	Belgique	2002
Belgique	Brésil	2000
Bénin	Bulgarie	1999
Bolivie	Cameroun	2002
Brésil	Canada	1999
Bulgarie	Chine	2002
Canada	Colombie	2002
Chine	Côte d'Ivoire	2000
Colombie	Cuba	2002
Côte d'Ivoire	Danemark	2002
Djibouti	Djibouti	1999
Égypte	Égypte	1999
Espagne	Espagne	2000
États-Unis d'Amérique	États-Unis d'Amérique	1999
Fédération de Russie	Ex-République yougoslave de Macédoine	2002
Finlande ^f	Fédération de Russie	2002
France	France	2000
Gabon	Guyana	2002
Guyana	Hongrie	2000
Hongrie	Inde	1999
Inde	Indonésie	1999
Indonésie	Iran (République islamique d') ...	2000
Iran (République islamique d')	Irlande	1999
Irlande	Italie	2002
Japon	Japon	1999
Maurice	Kazakhstan	2002
Mauritanie	Liban	2002
Mexique	Maurice	2000
Mozambique	Mauritanie	2000
Nouvelle-Zélande	Mexique	1999
Nicaragua	Mozambique	2002
Niger	Nouvelle-Zélande	2000
Pakistan	Nicaragua	2000
Panama	Niger	1999
Pays-Bas	Panama	1999
Pérou	Paraguay	2002
Philippines	Pays-Bas	2002
Pologne	Pérou	2000
Portugal	Philippines	2000
	Portugal	2000

Composition à la sixième session	Composition à la septième session	Montant expirant à la fin de la session en
République centrafricaine	République de Corée	2002
République populaire démocratique de Corée	République démocratique du Congo	2002
République tchèque	République populaire démocratique de Corée	2000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République tchèque	2000
Slovaquie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1999
Soudan	Slovaquie	1999
Sri Lanka	Soudan	1999
Suisse	Sri Lanka	2000
Thaïlande	Tunisie	2002
Venezuela	Venezuela	1999
Zimbabwe		

Commissions régionales**Commission économique pour l'Afrique****Membres**

Afrique du Sud	Malawi
Algérie	Mali
Angola	Maroc
Bénin	Maurice
Botswana	Mauritanie
Burkina Faso	Mozambique
Burundi	Namibie
Cameroun	Niger
Cap-Vert	Nigéria
Comores	Ouganda
Congo	République centrafricaine
Côte d'Ivoire	République démocratique du Congo
Djibouti	République-Unie de Tanzanie
Égypte	Rwanda
Érythrée	Sao-Tomé-et-Principe
Éthiopie	Sénégal
Gabon	Seychelles
Gambie	Sierra Leone
Ghana	Somalie
Guinée	Soudan
Guinée équatoriale	Swaziland
Guinée-Bissau	Tchad
Jamahiriya arabe libyenne	Togo
Kenya	Tunisie
Lesotho	Zambie
Libéria	Zimbabwe
Madagascar	

La Suisse participe à titre consultatif aux travaux de la Commission en vertu de la résolution 925 (XXXIV) du Conseil, en date du 6 juillet 1962.

Commission économique pour l'Europe

Membres

Albanie	Kazakhstan
Allemagne	Kirghizistan
Andorre	Lettonie
Arménie	Liechtenstein
Autriche	Lituanie
Azerbaïdjan	Luxembourg
Bélarus	Malte
Belgique	Monaco
Bosnie-Herzégovine	Norvège
Bulgarie	Ouzbékistan
Canada	Pays-Bas
Chypre	Pologne
Croatie	Portugal
Danemark	République de Moldova
Espagne	République tchèque
Estonie	Roumanie
États-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Ex-République yougoslave de Macédoine	Saint-Marin
Fédération de Russie	Slovaquie
Finlande	Slovénie
France	Suède
Géorgie	Suisse
Grèce	Tadjikistan
Hongrie	Turkménistan
Irlande	Turquie
Islande	Ukraine
Israël	Yougoslavie ^g
Italie	

Le Saint-Siège participe aux travaux de la Commission conformément à la décision N (XXXI) de la Commission, en date du 5 avril 1976.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Membres

Antigua-et Barbuda	Haïti
Argentine	Honduras
Bahamas	Italie
Barbade	Jamaïque
Belize	Mexique
Bolivie	Nicaragua
Brésil	Panama
Canada	Paraguay
Chili	Pays-Bas
Colombie	Pérou
Costa Rica	Portugal
Cuba	République dominicaine
Dominique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
El Salvador	Saint-Kitts-et-Nevis
Équateur	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Espagne	Sainte-Lucie
États-Unis d'Amérique	Suriname
France	Trinité-et-Tobago
Grenade	Uruguay
Guatemala	Venezuela
Guyana	

Membres associés

Antilles néerlandaises	Îles Vierges britanniques
Aruba	Montserrat
Îles Vierges américaines	Porto Rico

L'Allemagne et la Suisse participent à titre consultatif aux travaux de la Commission en vertu des résolutions 632 (XXII) et 861 (XXXII) du Conseil, en date des 19 décembre 1956 et 21 décembre 1961, respectivement.

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Membres

Afghanistan	Nauru
Arménie	Népal
Australie	Nouvelle-Zélande
Azerbaïdjan	Ouzbékistan
Bangladesh	Pakistan
Bhoutan	Palaos
Brunéi Darussalam	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Cambodge	Pays-Bas
Chine	Philippines
États-Unis d'Amérique	République de Corée
Fédération de Russie	République populaire démocratique de Corée
Fidji	République démocratique populaire lao
France	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Îles Marshall	Samoa
Îles Salomon	Singapour
Inde	Sri Lanka
Indonésie	Tadjikistan
Iran (République islamique d')	Thaïlande
Japon	Tonga
Kazakhstan	Turkménistan
Kirghizistan	Turquie
Kiribati	Tuvalu
Malaisie	Vanuatu
Maldives	Viet Nam
Micronésie (États fédérés de)	
Mongolie	
Myanmar	

Membres associés

Commonwealth des îles Mariannes septentrionales	Macao
Guam	Nioué
Hong Kong (Chine)	Nouvelle-Zélande
Îles Cook	Polynésie française
	Samoa américaines

La Suisse participe à titre consultatif aux travaux de la Commission en vertu de la résolution 860 (XXXII) du Conseil, en date du 21 décembre 1961.

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale**Membres**

Arabie saoudite
Bahreïn
Égypte
Émirats arabes unis
Iraq
Jordanie
Koweït

Liban
Oman
Palestine
Qatar
République arabe syrienne
Yémen

Comité permanent**Comité du programme et de la coordination****(34 membres élus pour un mandat de trois ans)**

Composition en 1998	Composition en 1999^h	Mandat expirant le 31 décembre
Allemagne	Allemagne	1999
Argentine	Argentine	1999
Autriche	Autriche	1999
Bahamas	Bahamas	2000
Brésil	Brésil	1999
Cameroun	Cameroun	1999
Chine	Congo	1999
Congo	États-Unis d'Amérique	2000
Égypte	Fédération de Russie	2000
États-Unis d'Amérique	France	2000
Fédération de Russie	Indonésie	1999
France	Iran (République islamique d') ..	1999
Indonésie	Italie	1999
Iran (République islamique d')	Mexique	2000
Italie	Nicaragua	1999
Japon	Nigéria	1999
Mexique	Ouganda	2000
Nicaragua	Pakistan	1999
Nigéria	Pologne	1999
Ouganda	Roumanie	1999
Pakistan	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord .	1999
Pologne	Thaïlande	1999
République de Corée	Trinité-et-Tobago	1999
République démocratique du Congo	Ukraine	1999
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	Zambie	2000
Roumanie	Zimbabwe	1999
Thaïlande		
Togo		
Trinité-et-Tobago		
Ukraine		
Uruguay		
Zambie		
Zimbabwe		

Commission des établissements humains

(58 membres élus pour un mandat de quatre ans)

Composition en 1998	Composition en 1999 ⁱ	Mandat expirant le 31 décembre
Algérie	Algérie	1999
Allemagne	Allemagne	1999
Bangladesh	Argentine	2002
Barbade	Bangladesh	2000
Bélarus	Barbade	1999
Belgique	Bélarus	2000
Bénin	Belgique	2000
Brésil	Bénin	1999
Bulgarie	Bolivia	2002
Cameroun	Brésil	2002
Chili	Bulgarie	1999
Chine	Cameroun	2002
Colombie	Chili	2002
Costa Rica	Chine	2000
Danemark	Colombie	1999
Émirats arabes unis	Danemark	1999
Équateur	Émirats arabes unis	1999
Espagne	Équateur	2000
États-Unis d'Amérique	Espagne	1999
Éthiopie	États-Unis d'Amérique	2002
Fédération de Russie	Éthiopie	2000
Finlande	Fédération de Russie	2002
France	Finlande	2002
Gabon	France	2000
Gambie	Gabon	2002
Inde	Inde	1999
Indonésie	Indonésie	2000
Iran (République islamique d')	Iran (République islamique d') ..	2002
Italie	Italie	2000
Jamaïque	Jamaïque	2000
Japon	Japon	2002
Jordanie	Jordanie	1999
Kenya	Kenya	1999
Kazakhstan	Libéria	2000
Kenya	Lituanie	2002
Libéria	Malawi	2000
Malawi	Mali	2002
Mexique	Mexique	1999
Namibie	Namibie	2000
Nigéria	Norvège	1999

Composition en 1998	Composition en 1999ⁱ	Mandat expirant le 31 décembre
Norvège	Pakistan	2002
Ouganda	Pays-Bas	2000
Pakistan	Philippines	1999
Pays-Bas	Pologne	2000
Philippines	République de Corée	2000
Pologne	République démocratique du Congo	2002
République de Corée	République tchèque	1999
République dominicaine	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord ..	2002
République tchèque	Sri Lanka	1999
Roumanie	Soudan	1999
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	Suède	2000
Soudan	Tunisie	1999
Sri Lanka	Turquie	2002
Suède	Venezuela	2000
Tunisie	Viet Nam	2002
Turquie	Zambie	2000
Venezuela		
Zambie		
Zimbabwe		

Comité chargé des organisations non gouvernementales**(19 membres)****Membres élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1999ⁱ**

Algérie	France
Bolivie	Inde
Chili	Irlande
Chine	Liban
Colombie	Pakistan
Cuba	Roumanie
États-Unis d'Amérique	Soudan
Éthiopie	Tunisie
Fédération de Russie	Turquie

Organes d'experts

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et d'établissement des rapports

(34 membres élus pour un mandat de trois ans)

Composition en 1998 et 1999 ^k	Mandat expirant le 31 décembre
Allemagne	1999
Argentine	1999
Bénin	2000
Brésil	2000
Bulgarie	2000
Cameroun	2000
Chine	1999
Chypre	2000
Comores	2000
Costa Rica	2000
Espagne	1999
Fédération de Russie	1999
France	1999
Gabon	1999
Gambie	1999
Hongrie	2000
Inde	2000
Italie	1999
Jamaïque	2000
Jordanie	2000
Kenya	1999
Liban	1999
Malawi	1999
Namibie	1999
Pakistan	2000
Panama	1999
Pays-Bas	1999
Portugal	1999
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1999
Sierra Leone	2000
Suède	1999
Suisse	1999
Thaïlande	1999

Comité de la planification du développement

Membres nommés par le Conseil économique et social sur proposition du Secrétaire général, expirant le 31 décembre 1998^{l, m}

Maria Agusztinovics (Hongrie)
Dioniso Dias Carneiro-Netto (Brésil)
Makhtar Diouf (Sénégal)
E. El-Hinnawi (Égypte)
Just Faaland (Norvège)
Gao Shangquan (Chine)
Patrick Guillaumont (France)
Ryokichi Hirono (Japon)
Nurul Islam (Bangladesh)
Taher Kanaan (Jordanie)
Louka T. Katseli (Grèce)
Linda Lim (Singapour)
Nguyuru H. I. Lipumba (République-Unie de Tanzanie)
Nora Lustig (Argentine/Mexique)
Solita C. Monsod (Philippines)
Bishnodat Persaud (Guyana)
Akilagpa Sawyerr (Ghana)
Klaus Schwab (Allemagne)
Arjun Sengupta (Inde)
Alexandre Shokhin (Fédération de Russie)
Frances Stewart (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
Lance Taylor (États-Unis d'Amérique)
Alvaro Umaña (Costa Rica)
Miguel Urrutia (Colombie)

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

(18 membres élus pour un mandat de quatre ans)

Composition en 1998	Mandat expirant le 31 décembre
Ade Adekuoye (Nigéria)	1998
Mahmoud Samir Ahmed (Égypte)	1998
Philip Alston (Australie)	1998
Ivan Antanovich (Biélorus)	2000
Virginia Bonoan-Dandan (Philippines)	1998
Dumitru Ceausu (Roumanie)	2000
Oscar Ceville (Panama)	2000
Abdessatar Grissa (Tunisie)	2000
María de los Angeles Jiménez Butragueño (Espagne) .	2000
Valeri I. Kouznetsov (Fédération de Russie)	1998
Jaime Alberto Marchan Romero (Équateur)	1998
Ariranga Govindasamy Pillay (Maurice)	2000
Kenneth Osborne Rattray (Jamaïque)	2000
Eibe Riedel (Allemagne)	1998
Walid M. Sa'di (Jordanie)	2000
Philippe Texier (France)	2000
Nutan Thapalia (Népal)	1998
Javier Wimer Zambrano (Mexique)	1998

Composition en 1999	Mandat expirant le 31 décembre
Mahmoud Samir Ahmed (Égypte)	2002
Ivan Antanovich (Biélorus)	2000
Clement Atangana (Cameroun)	2002
Virginia Bonoan-Dandan (Philippines)	2002
Dumitru Ceausu (Roumanie)	2000
Oscar Ceville (Panama)	2000
Abdessatar Grissa (Tunisie)	2000
Paul Hunt (Nouvelle-Zélande)	2002
María de los Angeles Jiménez Butragueño (Espagne) .	2000
Valeri I. Kouznetsov (Fédération de Russie)	2002
Jaime Marchan Romero (Équateur)	2002
Ariranga Govindasamy Pillay (Maurice)	2000
Kenneth Osborne Rattray (Jamaïque)	2000
Eibe Riedel (Allemagne)	2002
Walid M. Sa'di (Jordanie)	2000
Philippe Texier (France)	2000
Nutan Thapalia (Népal)	2002
Javier Wimer Zambrano (Mexique)	2002

Comité des ressources naturelles

(24 membres élus pour un mandat de quatre ans)

Composition en 1998^{n.º}

Gustavo Alvarez (Uruguay)
 Denis Davis (Canada)
 Vladislav M. Dolgoplov (Fédération de Russie)
 Malin Falkenmark (Suède)
 Siripong Hungspreug (Thaïlande)
 Adel Jalili (République islamique d'Iran)
 Owen MacDonald Kankhulungo (Malawi)
 Mohammad Nawaz Khan (Pakistan)
 Li Yuwei (Chine)
 Jesús Martínez Frías (Espagne)
 Wafik Meshref (Égypte)
 Hendrik Martinus Oudshoorn (Pays-Bas)
 Neculai Pavlovschi (Roumanie)
 María Luisa Reyna de Aguilar (El Salvador)
 Karlheinz Rieck (Allemagne)
 Carlos A. Salvídar (Paraguay)
 Manuel Carlos Serrano Pinto (Portugal)
 Eddy Kofi Smith (Ghana)
 Carlos G. Tomboc (Philippines)
 Carmen Luisa Velásquez de Visbal (Venezuela)
 Kenya
 Nigéria
 Zambie

Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement

(24 membres élus pour un mandat de quatre ans)

Composition en 1998^{a, b}

Félix L. Campos Mejivar (El Salvador)
Johannes Tonderayi Chigwada (Zimbabwe)
Bernard Devin (France)
José María Gamio Cia (Uruguay)
Zhang Guocheng (Chine)
Paul-Georg Gutermuth (Allemagne)
Wolfgang Hein (Autriche)
Jón Ingimarsson (Islande)
Ahmad Kahrobaian (République islamique d'Iran)
Choon-Ho Kim (République de Corée)
William Michael Mebane (Italie)
Daniel F. Pérez Fernández-Ravetti (Paraguay)
Eduardo Praselj (Venezuela)
E. V. R. Sastry (Inde)
Wilhelmus Turkenburg (Pays-Bas)
Dimitri B. Volfberg (Fédération de Russie)
Qatar

Autres organes apparentés

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

(36 membres élus pour un mandat de trois ans)

Composition en 1998	Composition en 1999	Mandat expirant le 31 décembre
Afrique du Sud	Afrique du Sud	2000
Allemagne	Allemagne	1999
Antigua-et-Barbuda	Antigua-et-Barbuda	2000
Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	2000
Bangladesh	Bangladesh	2000
Belgique	Belgique	1999
Cap-Vert	Canada	2001
Chine	Cap-Vert	1999
Comores	Chine	2001
Congo	Comores	2000
Cuba	Congo	2000
États-Unis d'Amérique	Danemark	2001
Fédération de Russie	États-Unis d'Amérique	1999
Finlande	Fédération de Russie	2001
France	Finlande	2000
Grèce	France	2001
Indonésie	Grèce	1999
Jamahiriya arabe libyenne	Guyana	2001
Jamaïque	Indonésie	1999
Japon	Jamahiriya arabe libyenne	2000
Kazakhstan	Jamaïque	1999
Namibie	Japon	2000
Nicaragua	Kazakhstan	2000
Nigéria	Nicaragua	1999
Norvège	Nigéria	1999
Nouvelle-Zélande	Norvège	2000
Oman	Oman	1999
République tchèque	Pakistan	2001
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Paraguay	2001
Soudan	République tchèque	1999
Suède	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000
Suisse	Soudan	2000
Suriname	Suisse	2001
Ukraine	Ukraine	2001
Viet Nam	Yémen	2000
Yémen	Zimbabwe	2001

**Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés****(53 membres)**

Afrique du Sud	Lesotho
Algérie	Liban
Allemagne	Madagascar
Argentine	Maroc
Australie	Namibie
Autriche	Nicaragua
Bangladesh	Nigéria
Belgique	Norvège
Brésil	Ouganda
Canada	Pakistan
Chine	Pays-Bas
Colombie	Philippines
Danemark	Pologne
Espagne	République démocratique du Congo
États-Unis d'Amérique	République-Unie de Tanzanie
Éthiopie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Fédération de Russie	Saint-Siège
Finlande	Somalie
France	Soudan
Grèce	Suède
Hongrie	Suisse
Inde	Thaïlande
Iran (République islamique d')	Tunisie
Irlande	Turquie
Israël	Venezuela
Italie	Yougoslavie
Japon	

**Conseil d'administration du Programme des Nations Unies
pour le développement et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

(36 membres élus pour un mandat de trois ans)

Composition en 1998	Composition en 1999^a	Mandat expirant le 31 décembre
Afrique du Sud	Afrique du Sud	2000
Antigua-et-Barbuda	Allemagne	2000
Argentine	Antigua-et-Barbuda	1999
Australie	Autriche	1999
Autriche	Bélarus	2001
Belize	Botswana	2000
Botswana	Brésil	1999
Brésil	Canada	2001
Canada	Chine	2000
Chine	Cuba	2001
Danemark	Danemark	2000
Espagne	Espagne	2000
États-Unis d'Amérique	États-Unis d'Amérique	2001
Fédération de Russie	Éthiopie	2001
France	Fédération de Russie	1999
Ghana	Ghana	2000
Guinée	Guatemala	2001
Inde	Guinée	1999
Irlande	Inde	2001
Jamahiriya arabe libyenne	Irlande	2000
Jamaïque	Italie	2001
Japon	Jamaïque	2000
Liban	Jamahiriya arabe libyenne	1999
Madagascar	Japon	1999
Malaisie	Kirghizistan	2001
Norvège	Liban	2000
Pakistan	Pakistan	1999
Pays-Bas	République de Corée	2000
République de Corée	République démocratique du Congo	2000
République démocratique du Congo	République tchèque	2000
République tchèque	République-Unie de Tanzanie	2000
République-Unie de Tanzanie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1999
Roumanie	Suède	1999
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	Suisse	2001
Thaïlande	Thaïlande	1999
Ukraine	Ukraine	2001

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial^a

(36 membres élus pour un mandat de trois ans)

Composition en 1998

Membres élus par le Conseil économique et social	Mandat expirant le 31 décembre	Membres élus par le Conseil de la FAO	Mandat expirant le 31 décembre
Angola	1999	Algérie	1998
Belgique	1999	Allemagne	1998
Cameroun	1998	Arabie saoudite	2000
Danemark	1998	Australie	1999
Éthiopie	1999	Bangladesh	2000
Fédération de Russie	2000	Brésil	1999
Finlande	2000	Burundi	2000
Inde	1998	Canada	1998
Indonésie	2000	Chine	1998
Iran (République islamique d')	1999	Cuba	1998
Japon	1999	El Salvador	2000
Mexique	1999	États-Unis d'Amérique	2000
Norvège	2000	Jordanie	1999
Pakistan	2000	Nigéria	1998
Paraguay	1998	Pays-Bas	2000
Sierra Leone	2000	Sénégal	1999
Suède	1998	Slovaquie	1999
Tunisie	1998	Suisse	1999

Composition en 1999

Membres élus par le Conseil économique et social^s	Mandat expirant le 31 décembre	Membres élus par le Conseil de la FAO^t	Mandat expirant le 31 décembre
Angola	1999	Arabie saoudite	2000
Belgique	1999	Australie	1999
Congo	2001	Bangladesh	2000
Danemark	2001	Brésil	1999
Éthiopie	1999	Burundi	2000
Fédération de Russie	2000	El Salvador	2000
Finlande	2000	États-Unis d'Amérique	2000
Haïti	2001	Jordanie	1999
Indonésie	2000	Pays-Bas	2000
Iran (République islamique d')	1999	Sénégal	1999
Japon	1999	Slovaquie	1999
Maroc	2001	Suisse	1999
Mexique	1999		
Pakistan	2000		
Royaume-Unie de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000		
Sierra Leone	2000		
Suède	2001		
Yémen	2001		

Organe international de contrôle des stupéfiants

Membres élus par le Conseil économique et social pour siéger au Conseil, créé en application du Protocole de 1972 amendant la Convention unique sur les stupéfiants de 1961

Composition à compter du 2 mars 1997	Mandat expirant le 1er mars
Edward A. Babayan (Fédération de Russie)	2000
C. Chakrabarty (Inde)	2002
Nelia P. Cortés-Maramba (Philippines)	2002
Jacques Franquet (France)	2002
Abdol-Hamid Ghodse (République islamique d'Iran)	2002
Alfonso Gómez Méndez (Colombie)	2002
Dil Jan Khan (Pakistan)	2002
Mohamed A. Mansour (Égypte)	2000
António Lourenco Martins (Portugal)	2000
Herbert S. Okun (États-Unis d'Amérique)	2002
Alfredo Pemjean (Chili)	2000
Oskar Schroeder (Allemagne)	2000
Elba Torres Graterol (Venezuela)	2000

**Conseil d'administration de l'Institut international de recherche
et de formation pour la promotion de la femme**

(11 membres pour un mandat de trois ans)

Composition à compter du 1er juillet 1998	Mandat expirant le 30 juin
Selma Acuner (Turquie)	2000
Esther María Ashton (Bolivie)	2001
Zakia Amara Bouaziz (Tunisie)	2000
Maria Jonas (Autriche)	1999
Noëlie Kangoye (Burkina Faso)	1999
Mona Chemali Khalaf (Liban)	1999
Norica Nicolai (Roumanie)	2000
Mamosebi Theresia Pholo (Lesotho)	2001
Glenda P. Simms (Jamaïque)	2000
Amaryllis T. Torres (Philippines)	2000
Cecilia Valcárcel Alcázar (Espagne)	2001

**Comité d'attribution du Prix des Nations Unies
en matière de population^u**

Membres élus pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1998^v

Cap-Vert ^w	Lesotho ^w
El Salvador	Pays-Bas
Grenade ^w	Roumanie ^x
Guatemala	Thaïlande
Iran (République islamique d')	

Conseil de coordination du programme commun coparrainé sur le VIH/sida

(22 membres élus pour un mandat de trois ans)

Composition en 1998	Composition en 1999 ^y	Mandat expirant le 31 décembre
Afrique du Sud	Afrique du Sud	2000
Algérie	Algérie	2000
Allemagne	Allemagne	2001
Australie	Australie	1999
Barbade	Barbade	2000
Belgique	Belgique	2000
Chine	Brésil	2001
Congo	Chine	2000
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	1999
Danemark	Espagne	2001
États-Unis d'Amérique	Fédération de Russie	2001
Fédération de Russie	Finlande	1999
Inde	Inde	2001
Japon	Japon	2000
Mexique	Mexique	1999
Ouganda	Pologne	2000
Pakistan	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000
Paraguay	Suisse	2000
Pologne	Thaïlande	1999
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord		
Suisse		
Thaïlande		

Notes

- ^a Les 18 sièges restants seront pourvus par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session.
- ^b Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2000 et d'un membre pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2001 (décision 1998/202 B).
- ^c Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de trois membres à choisir parmi les États d'Afrique pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1999 (décision 1998/202 B).
- ^d À la reprise de sa session d'organisation pour 1998, le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de six membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et d'autres États (décision 1998/202 B).
- ^e À sa session de fond de 1998, le Conseil a décidé de mettre fin à la composition actuelle de la Commission au 31 décembre 1998 (résolution 1998/47); les nouveaux membres de la Commission, dont la composition doit être réduite de 53 à 33 membres (voir résolution 1998/46, annexe I), seront élus à la reprise de la session de fond de 1998.
- ^f À la 47e séance, le 31 juillet 1998, le Conseil a élu la Finlande pour un mandat prenant effet à la date de l'élection pour mener à terme le mandat de la Suède (décision 1998/202 C).
- ^g Par sa décision 1993/316, le Conseil économique et social a décidé que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne participerait pas aux travaux de la Commission économique pour l'Europe tant qu'elle ne participerait pas aux travaux de l'Assemblée générale.
- ^h Les autres membres seront élus par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session sur proposition du Conseil. À sa 5e séance, le 7 mai 1998, le Conseil a présenté six membres aux fins d'élection et a reporté à une session ultérieure la présentation de la candidature d'un membre à choisir parmi les États d'Afrique pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1999 et la présentation de la candidature d'un membre à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1999 (décision 1998/202 B).
- ⁱ Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les États d'Afrique pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1999 (décision 1998/202 B).
- ^j Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Afrique pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1999 (décision 1998/202 B).
- ^k Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1999 (décision 1998/202 B).
- ^l À la reprise de sa session de fond de 1997, le Conseil a décidé de proroger le mandat des membres du Comité d'un an à compter du 1er janvier 1998 (décision 1997/212 C).
- ^m Conformément à la résolution 1998/47 du Conseil en date du 31 juillet 1998, il sera mis fin aux mandats actuels du Comité à compter du 31 décembre 1998. Le Comité sera rebaptisé Comité des politiques du développement (résolution 1998/46, annexe I). Les membres du nouveau Comité seront nommés par le Secrétaire général et les nominations seront soumises à l'approbation du Conseil économique et social.
- ⁿ À la reprise de sa session d'organisation pour 1996, le Conseil a décidé que l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Nigéria, les Pays-Bas et la Zambie proposeraient la candidature d'experts pour un mandat prenant effet le 1er janvier 1997 (décision 1996/222). L'Égypte, le Ghana, le Malawi et les Pays-Bas ont présenté des candidatures. À la 5e séance, le 7 mai 1998, le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un expert originaire d'un État d'Europe orientale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection (voir décision 1998/202 B).
- ^o Conformément à la résolution 1998/47 du Conseil en date du 31 juillet 1998, il sera mis fin aux mandats actuels du Comité à compter du 31 décembre 1998. Le Comité des ressources naturelles et le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement seront fusionnés en un seul organe composé d'experts qui sera dénommé Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement (résolution 1998/46, annexe I). Les membres du nouveau Comité seront élus par le Conseil à la reprise de sa session de fond de 1998.

^p Lors de séances précédentes, le Conseil a décidé que les Pays-Bas proposeraient la candidature d'un expert pour un mandat prenant effet le 1er janvier 1997 (décision 1996/222) et que le Qatar présenterait la candidature d'un expert pour un mandat prenant effet à la date de l'élection (décision 1997/212 B). Les Pays-Bas ont proposé une candidature. À la 5e séance, le 7 mai 1998, le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de cinq experts originaires d'États d'Afrique et de deux experts originaires d'États d'Europe orientale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection. La durée des mandats sera déterminée par tirage au sort quand tous les sièges auront été pourvus (voir décision 1998/202 B).

^q À sa 5e séance, le 7 mai 1998, le Conseil a élu l'Allemagne pour un mandat de deux ans prenant effet le 1er janvier 1999 pour mener à terme le mandat de la France et la Suède pour un mandat d'un an prenant effet le 1er janvier 1999 pour mener à terme le mandat de la Norvège (décision 1998/202 B).

^r Par sa résolution 50/8 du 1er novembre 1995, l'Assemblée générale a décidé, sous réserve de l'accord de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, que le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire serait transformé en Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial, lequel serait composé de 36 membres élus parmi les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et des États membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Conseil économique et social et le Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture devant élire chacun 18 membres comme indiqué dans ladite résolution. Les membres du Conseil d'administration sont élus parmi les États figurant sur les cinq listes établies dans les Textes fondamentaux du Programme alimentaire mondial et reproduites dans le document E/1998/L.1/Add.4.

^s À sa 5e séance, le 7 mai 1998, le Conseil a élu le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour un mandat de deux ans prenant effet le 1er janvier 1999 pour mener à terme le mandat de la Norvège (décision 1998/202 B).

^t Les six sièges restants seront pourvus par le Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à sa session de novembre 1998.

^u Pour le règlement concernant l'attribution de ce prix, voir la résolution 36/201 et la décision 41/445 de l'Assemblée générale.

^v Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Afrique pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2000 (décision 1998/202 B).

^w Élu à la 5e séance, le 7 mai 1998 (décision 1998/202 B).

^x Élu à la 2e séance, le 3 février 1998 (décision 1998/202 A).

^y À la 5e séance, le 7 mai 1998, le Conseil a élu la Finlande pour un mandat d'un an prenant effet le 1er janvier 1999 pour mener à terme le mandat du Danemark. Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les États d'Afrique et d'un membre à choisir parmi les États d'Asie pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1999.

Annexe III

Organisations intergouvernementales désignées par le Conseil en vertu de l'article 79 du Règlement intérieur ^a pour participer aux délibérations du Conseil sur les questions relevant du domaine d'activité desdites organisations

Organisations auxquelles l'Assemblée générale a octroyé le statut d'observateur à titre permanent

Agence de coopération culturelle et technique (résolution 33/18 de l'Assemblée générale)

Autorité internationale des fonds marins (résolution 51/204 de l'Assemblée générale)

Banque africaine de développement (résolution 42/10 de l'Assemblée générale)

Comité consultatif juridique afro-asiatique (résolution 35/2 de l'Assemblée générale)

Comité international de la Croix-Rouge (résolution 45/6 de l'Assemblée générale)

Communauté andine (résolution 52/6 de l'Assemblée générale)

Communauté des Caraïbes (résolution 46/8 de l'Assemblée générale)

Communauté d'États indépendants (résolution 48/237 de l'Assemblée générale)

Communauté européenne (résolution 3108 (XXIX) de l'Assemblée générale)

Conseil de l'Europe (résolution 44/6 de l'Assemblée générale)

Cour permanente d'arbitrage (résolution 48/3 de l'Assemblée générale)

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (résolution 49/2 de l'Assemblée générale)

Forum du Pacifique Sud (résolution 49/1 de l'Assemblée générale)

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (résolution 36/4 de l'Assemblée générale)

Ligue des États arabes (résolution 477 (V) de l'Assemblée générale)

Ordre souverain et militaire de Malte (résolution 48/265 de l'Assemblée générale)

Organisation de coopération économique (résolution 48/2 de l'Assemblée générale)

Organisation de la Conférence islamique (résolution 3369 (XXX) de l'Assemblée générale)

Organisation des États américains (résolution 253 (III) de l'Assemblée générale)

Organisation de l'unité africaine (résolution 2011 (XX) de l'Assemblée générale)

^a Le texte de l'article 79, intitulé «Participation d'autres organisations intergouvernementales», est conçu comme suit : «Les représentants des organisations intergouvernementales auxquelles l'Assemblée générale a accordé le statut d'observateur permanent et d'autres organisations intergouvernementales désignées par le Conseil, à titre spécial ou à titre permanent, sur la recommandation du Bureau, pour participer, sans droit de vote, aux délibérations du Conseil sur les questions relevant du domaine d'activité desdites organisations».

Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) (décision 109 (LIX) du Conseil)

Organisation internationale pour les migrations (résolution 47/4 de l'Assemblée générale)

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (résolution 48/5 de l'Assemblée générale)

Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes (résolution 43/6 de l'Assemblée générale)

Parlement latino-américain (résolution 48/4 de l'Assemblée générale)

Secrétariat du Commonwealth (résolution 31/3 de l'Assemblée générale)

Système d'intégration de l'Amérique centrale (résolution 50/2 de l'Assemblée générale)

Système économique latino-américain (SELA) (résolution 35/3 de l'Assemblée générale)

Tribunal international du droit de la mer (résolution 51/204 de l'Assemblée générale)

Organisations désignées par le Conseil économique et social

Participation à titre permanent

Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (décision 1997/215 du Conseil)

Centre international pour les entreprises publiques dans les pays en développement (décision 1980/114 du Conseil)

Centre régional africain de technologie (décision 1980/151 du Conseil)

Conseil de l'unité économique arabe (décision 109 (LIX) du Conseil)

Organisation asiatique de productivité (OAP) (décision 1980/114 du Conseil)

Organisation de coopération et de développement économiques (décision 109 (LIX) du Conseil)

Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (décision 1986/156 du Conseil)

Organisation des pays exportateurs de pétrole (décision 109 (LIX) du Conseil)

Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) (décision 1980/114 du Conseil)

Organisation mondiale du tourisme (décision 109 (LIX) du Conseil)

Organisation régionale pour la protection du milieu marin (décision 1992/265 du Conseil)

Union des Conseils économiques et sociaux d'Afrique (décision 109 (LIX) du Conseil)

Participation à titre spécial

Association internationale de la bauxite (décision 1987/161 du Conseil)

Centre arabe d'études et de formation en matière de sécurité (décision 1989/165 du Conseil)

Conseil africain de la comptabilité (décision 1987/161 du Conseil)

Conseil de coopération douanière (décision 1989/165 du Conseil)

Conseil des ministres de l'intérieur arabe (décision 1986/161 du Conseil)

Faculté latino-américaine de sciences sociales (décision 239 (LXII) du Conseil)

Institut culturel africain (décision 1987/161 du Conseil)

Organisation internationale de protection civile (décision 109 (LIX) du Conseil)